

Avec ce numéro, un cahier Emploi

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14095 - 5 F.

MERCREDI 23 MAI 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Bain de sang au Cachemire

L'ASSASSINAT, lundi 21 mai à Srinagar, d'un haut dignitaire musulman, Maulvi Farooq, a provoqué une flambée de violence sans précédent au Cachemire. Dans des circonstances encore mal éclaircies, les forces para-militaires ont ouvert le feu sur une foule en colère, tuant de trente à soixante personnes et en blessant trois cents autres selon des premiers bilans. Un couvre-feu a aussitôt été décrété dans la capitale de l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire, où le climat n'a jamais été si tendu depuis son occupation, le 25 janvier, par l'armée indienne.

Près de cinq cents personnes ont donc ainsi été tuées au Cachemire dans des violences liées à la campagne, lancée en début d'année, en faveur d'une sécession qui a ravivé la menace d'un nouvel affrontement entre l'Inde et le Pakistan. En l'espace de quatre décennies, trois guerres entre les deux pays n'ont pas permis de régler une dispute qui est le résultat de l'éclatement, en 1947, de l'ancien empire des Indes. Depuis la cessez-le-feu de 1949, une partie du Cachemire est, en effet, sous administration pakistanaise tandis que l'autre, en pleine effervescence aujourd'hui, forme avec le Jammu un Etat indien dont Srinagar est la capitale.

PERSONNAGE relativement modéré, qui prônait l'autodétermination du Cachemire, Maulvi Farooq avait récemment lancé un appel à la paix, fort peu apprécié des extrémistes, et son assassinat prive donc New-Delhi d'un éventuel interlocuteur de poids sur place.

La fusillade qui a suivi n'a pu qu'accroître, à l'égard d'un « pouvoir hindou », le ressentiment des musulmans cachemiris - 95 % de la population - qui se nourrissent non seulement de la brutalité de la répression, mais aussi de trop longues années de négligence.

CETTE nouvelle éruption de violence intervient alors que les efforts des Etats-Unis pour relancer une négociation entre Islamabad et New-Delhi se heurtent déjà à d'énormes difficultés. M. V. P. Singh, le premier ministre indien, aurait de nouveau décliné une proposition américaine de rencontrer son homologue pakistanais, M. Benazir Bhutto, tant qu'Islamabad ne mettra pas fin à des actes de « terrorisme » et de « subversion » qui constituent, selon lui, la raison essentielle de la tension entre les deux pays à propos du Cachemire. Deux émissaires du président Bush seraient au aussi peu de succès auprès des autorités pakistanaises qui, selon le « New York Times », auraient accueilli « avec irritation » une invite américaine à mettre une sourdine à leur attitude anti-indienne.

Même si leurs analyses de la situation divergent, Washington et Moscou semblent s'être entendus pour tenter d'éviter un nouveau conflit entre les deux grands Etats de l'Asie du Sud. On ne peut que souhaiter le succès de la médiation américaine en cours pour qu'à l'échelle de la région - toute comparaison avec un autre attentat tristement célèbre - celui de l'archiduc d'Autriche en 1914 à Sarajevo - demeure injustifiée.

M 0147 - 523 0 - 5,00 F



Fusion entre le Nord et le Sud Les deux Yémens créent un Etat unique

Après de longues et difficiles négociations, les Parlements du Sud-Yémen et du Nord-Yémen ont ratifié, lundi 21 mai, l'unification des deux pays. La naissance du nouvel Etat, la République yéménite, devait être proclamée mardi. La fusion du Nord, conservateur, et du Sud, marxiste, aboutit à la création d'une nation de 13 millions d'habitants. Sanaa sera la capitale.

SANAA

de notre envoyé spécial

Le rêve unitaire des deux Yémens est sur le point de se réaliser. Les Assemblées parlementaires, à Sanaa et à Aden, ont enfin ratifié, lundi, un projet de Constitution mis au point en 1981 à Koweït, à la faveur d'une phase de normalisation qui faisait suite à la guerre de dix jours ayant opposé en 1979 les deux républiques yéménites.

Ce projet, resté depuis en sommeil, les dirigeants yéménites l'avaient repris au cours du « sommet historique » d'Aden du 30 novembre 1989 pour le soumettre à l'approbation de leurs Parlements respectifs. Ce

sera le texte fondamental de la nouvelle République. Préparé il y a environ dix ans par une commission conjointe, il est contesté dans certaines de ses stipulations, concernant notamment la charia (la loi islamique), par les frères musulmans du Nord qui estiment que celle-ci devrait être « une source » de la législation, et non, selon le texte définitif, du projet, la « source principale ».

On aurait pu penser que le vent unitaire qui souffle en ce moment sur les deux Yémens est tellement puissant que la décision de ratifier le projet constitutionnel serait adoptée à l'unanimité.

JEAN GUEYRAS

Lire la suite page 5

Le débat à l'Assemblée nationale

Immigration : M. Rocard appelle à la « sagesse »

M. Rocard devait exposer, mardi 22 mai, à l'Assemblée nationale sa politique d'immigration et d'intégration avant la table ronde prévue le 29 mai à Matignon. Refusant de renvoyer ce dossier à des « commissions de sages », le premier ministre souhaite que la classe politique trouve elle-même des solutions concrètes dans un esprit de « sagesse » et de « pondération ».



Lire nos informations page 7

Les derniers atouts de M. Gorbatchev

Le numéro un soviétique veut ancrer la Russie dans l'Europe

MOSCOU

de notre correspondant

L'homme que M. Mitterrand viendra voir à Moscou vendredi 25 mai et que M. Bush recevra le mercredi suivant à Washington ne leur est évidemment pas inconnu. Le premier à Kiev, le second à Malte, se sont encore entretenus avec lui en décembre 1989. C'est pourtant un tout autre Gorbatchev - en position de demandeur sur

l'explosif dossier allemand - qu'ils vont maintenant retrouver. Il y a cinq mois - des années-lumières à l'horloge soviétique - il était toujours le secrétaire général de l'unique parti d'un empire dont les marches ne s'étaient pas toutes déjà détachées. Cent cinquante jours plus tard, le tableau est radicalement différent. La Roumanie vient à son tour d'organiser des élections sous contrôle international. Trois des quinze Républiques

soviétiques ont proclamé leur indépendance. Le parti communiste d'URSS n'est plus parti unique et, révolution politique achevée, le cinquième successeur de Lénine fait campagne pour une cause difficile : le passage au marché, la révolution économique.

Très incomplète, l'énumération suffit à donner ce tournoi dont l'URSS, à l'exception de son président, est si sérieusement atteinte.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 6

Cannes 90 Un palmarès novateur

Le quarante-troisième Festival de Cannes avait débuté sous le signe du réel et du renouveau du cinéma de l'Est. Taxi Blues, du Soviétique Pavel Lounguine, avait été fort remarqué. Le jury s'en est souvenu. Il lui a décerné le Prix de la meilleure mise en scène. Mais c'est l'Américain David Lynch qui remporta la Palme d'or avec Sailor et Lula, un thriller fantastique, musical et sanglant.

Lire nos informations pages 9 et 10 - section B

Manneles scolaires : vers une Europe de l'Histoire

Parfois soupçonnées d'insuffisance, voire de légèreté dans l'enseignement de l'histoire du nazisme et la transmission des valeurs démocratiques, les programmes et les manuels scolaires paraissent généralement complaisants sur ces sujets. Des professeurs d'histoire français et allemands cherchent à harmoniser leur enseignement. Un premier pas vers une Europe de l'Histoire.

Lire page 11 - section B l'article de PHILIPPE BERNARD

Un entretien avec M. Jean-Pierre Soisson

Le ministre du travail souhaite que le SMIC soit augmenté de plus de 2 %

« Vous allez présenter aux députés un projet de loi sur le travail précaire issu d'un accord entre partenaires sociaux que FO n'a toujours pas signé. »

« Je m'efforce de faire converger le débat parlementaire et la négociation collective pour qu'ils se renforcent mutuellement. Dans la tradition française qui mêle la loi et l'accord. Bien sûr, si FO devait signer l'accord sur le travail précaire, la situation s'en trouverait clarifiée. »

« Dans le débat parlementaire je dois maintenant jouer mon rôle qui est de convaincre mes partenaires de la majorité de la nécessité de préserver le résultat de la négociation. Cette solution n'apparaît d'autant plus nécessaire, dans le cas présent, que les partenaires sociaux se sont largement appuyés sur le socle qu'ont constitué, auparavant, la proposition de loi du groupe socialiste et le projet de loi du gouvernement. »

« Quelles peuvent bien être les raisons de « petite tactique » qu'évoque M. Marc Blondel ? Vous faudra-t-il accepter des amendements pour que le texte soit adopté, au risque de provoquer la courroux des autres signataires, voire l'autodestruction de l'accord, dont vous menace le CNPF, l'article 47 du texte, en effet, prévoit l'annulation de l'accord si celui-ci était modifié par la loi... »

« Que FO n'ait pas encore pu se déterminer quant à sa signature ne me choque nullement et ne me surprend pas. Ne voir dans cette période de réflexion prolongée que l'effet de considérations tactiques serait à mon avis une erreur. Ce serait oublier l'importance que revêt ce choix pour une confédération dont nul n'ignore l'attachement à la politique contractuelle. »

« Je crois qu'il n'est de l'intérêt de personne d'opposer la loi à l'accord et d'empêcher l'application de celui-ci. Mais il est normal que le législateur ait à cœur d'améliorer le texte sur certains points. Nous avons - et nous aurons encore - des discussions qui déboucheront sur des amendements. Sur ces bases, j'ai bon espoir que le texte recevra un large soutien de la part de tous les députés et sénateurs qui entendent poser des bornes au développement du travail précaire sans porter préjudice à la politique contractuelle. »

« D'ailleurs, je pense que j'enrais eu moins de mal à les convaincre si l'article 47 n'avait donné l'impression de vouloir forcer la main au gouvernement et au Parlement. Sa formulation est hautement critique. »

« Au Parlement, vous avez toujours obtenu un soutien au-delà des limites de la majorité parlementaire et vous avez aidé M. André Laignel quand il était en difficulté pour faire voter son projet de loi sur la formation professionnelle. Pourquoi avez-vous joué le bon samaritain, alors que vous allez mener, l'année prochaine, une grande réforme de la loi de 1971 sur la formation professionnelle ? »

« Je n'ai nullement joué le rôle du bon samaritain... J'ai simplement permis à une majorité fidèle de se dessiner autour du projet de loi relatif au crédit formation, à la qualité et au contrôle de la formation professionnelle. »

Propos recueillis par ALAIN LEBLAIRE

Lire la suite page 20 - section C

SCIENCES + MÉDECINE

Mon enfant, mon sang

En France, il est interdit à des parents de donner leur sang à leur enfant. Des médecins violent les textes, d'autres s'insurgent.

Le nombre du monde

Un coup de jeune pour le CNRS pages 13 et 14 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 850 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 S; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 12 PTA; France, 5,00 F; Grèce, 180 DR; Italie, 90 L.; Japon, 250 ¥; Norvège, 13 Kr.; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 180 Esc; Suède, 375 F S; Suisse, 1,70 S; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل

DÉBATS

CEE

Les sénateurs européens sont déjà là

par Emmanuel Decaux

Le débat ouvert sur les institutions européennes, à l'occasion du sommet de Dublin, ne manque pas de paradoxes. Tout le monde s'accorde pour déplorer le « déficit démocratique » dont souffrirait la Communauté et pour souhaiter un renforcement du contrôle parlementaire sur l'exécutif européen. Mais les parlementaires britanniques, toujours prêts à dénoncer la toute-puissance de « Bruxelles », souhaitent également transférer, de fait sinon de droit, le siège du Parlement européen dans cette même capitale, renforçant ainsi un rôle de pouvoir aux dépens d'une Europe équilibrée.

Au même moment, certaines voix sénatoriales françaises évoquent la nécessité d'un « Sénat européen », sans préciser dans quelle capitale ou quel hémicycle siégerait cette nouvelle assemblée. On peut se demander si le bicaméralisme est le meilleur moyen de renforcer l'institution parlementaire, allant de navettes en commissions mixtes. La création artificielle d'une seconde Chambre peut même réveiller dans l'opinion un antiparlementarisme larvé, sur

fond d'absentéisme, avec son cortège de cumulés, d'indemnités et d'immunités. Une vue plus large de la question du parlementarisme européen permettrait de trouver une solution à la fois « économique » et audacieuse. En effet, à côté de l'Assemblée des Douze, élue au suffrage universel direct, cette seconde Chambre existe déjà, au sein du Conseil de l'Europe, depuis maintenant plus de quarante ans...

Renforcer le rôle de Strasbourg

Aujourd'hui, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, composée de cent soixante-dix-sept représentants et d'autant de suppléants, est forte des délégations des vingt-trois Parlements nationaux des Etats membres. Elle siège d'ailleurs dans le même hémicycle de Strasbourg que le Parlement européen des Douze.

Pourquoi ne pas élargir le rôle des délégations nationales au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - dans le cas français : vingt-quatre députés et douze sénateurs - qui pourraient

composer le noyau d'un « Sénat » de la Communauté ? Ainsi s'établirait une coordination, sans double emploi, entre les diverses institutions européennes. Cette idée de « doublement fonctionnel » a d'ailleurs déjà été mise en pratique, puisque les délégations nationales à l'Assemblée du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'UEO sont identiques depuis l'origine. Il s'agit donc seulement de confier à ces mêmes parlementaires nationaux des douze Etats membres une troisième mission.

Cette solution modérée aurait l'avantage de rationaliser un système de plus en plus complexe et cloisonné. Elle permettrait en effet d'abord de juxtaposer deux types de désignation qui ont chacun leur logique propre : la désignation directe par le suffrage universel, qui assure la légitimité du Parlement européen, et la représentation des Assemblées nationales telle qu'elle existait d'ailleurs, non sans avantages techniques, au sein de la Communauté avant la réforme de 1978. Elle constituerait un « pôle parlementaire » actif, impliquant aussi bien dans les débats des Douze de l'UEO que la défense

européenne que dans ceux des Douze et ceux du Conseil de l'Europe. Elle faciliterait également les contacts avec les sphères parlementaires extérieures, marquant ainsi les virtualités d'une Europe à géométrie variable, les parlementaires des Douze côtoyant au sein de l'Assemblée des Vingt-Trois les délégations des autres Etats membres du Conseil de l'Europe, ou même celles des Parlements d'Europe centrale ou orientale ayant obtenu le statut d'invité spécial.

Enfin, pourrait être renforcé le rôle parlementaire de Strasbourg, symbole de la réconciliation franco-allemande, et siège statutaire de cette Assemblée du Conseil de l'Europe qui, accueillant tour à tour, à côté des chefs d'Etat membres, le pape Jean-Paul II, M. Gorbatchev, Lech Walesa ou Vadav Havel, connaît déjà une nouvelle vie.

Emmanuel Decaux est professeur de droit public à l'université du Maine et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Magistrature

Si j'étais juge...

par Patrice de Charette

Si j'étais juge, je trouverais excellent le juge de Plantu, accablément, mégalot et litre de rouge, en appréciant que lui soit épargné le survol par ces insectes aériens apparus au-dessus de l'imperméable de M. Jean-Claude Gaudin à l'époque - pénible rappel - de ses complaisances électorales pour le Front national.

Si j'étais juge, je n'aimerais pas appartenir à un corps dont certains membres décident subitement de libérer un inculpé qu'ils avaient incarcéré quelques jours plus tôt, au seul motif qu'ils sont irrités par les termes d'une loi étrangère à leur dossier, et font ainsi la démonstration remarquable d'un arbitraire absolu.

Si j'étais juge, j'aimerais que nous soyons toujours trois pour priver une personne de sa liberté, comme l'avait prévu, il y a quelques années maintenant, une loi votée à l'unanimité mais jamais appliquée.

Si j'étais juge, j'aimerais que le

pouvoir de gauche, qui devrait se persuader qu'il est le seul à avoir la possibilité de le faire, débarrasse des juges présentés comme indépendants de cet inconcevable statut mis en place par Napoléon, qui s'y entendait en matière d'asservissement des agents de l'Etat.

Mais, si j'étais juge, je serais convaincu que cette réforme institutionnelle, minimum vital, ne constitue qu'une partie du chemin, car je serais bien placé pour savoir que les archaïsmes sont aussi dans les têtes.

Et, si j'étais juge, je saurais que la lutte pour la démocratie dans le fonctionnement des tribunaux, pour l'insertion du juge dans la cité, pour la transformation de la justice au quotidien est une tâche chaque jour plus passionnante, une tâche pour d'autres juges que les loasers croqués par Plantu.

Patrice de Charette est conseiller à la cour d'appel de Poitiers, membre du Syndicat de la magistrature.

« La médiocratie », de François-Henri de Virieu

Les nouvelles frontières de la vérité

Il n'est plus de vérité que médiatique. Ce bouleversement, en même temps qu'il déplace les lieux du pouvoir, en affecte la nature. Ecoutez François-Henri de Virieu : « Nous entrons dans l'ère de la démocratie à la fois fascinante et inquiétante : la médiocratie. »

Les « nouveaux âges », on nous en a tellement rebattu les oreilles que nous n'y prêtons plus guère attention : nouvelles frontières, nouvelles cuisines, nouveaux philosophes... Philosophie, le mot est lâché. C'est celui qui me vint à l'esprit dès les premières pages de cet ouvrage que je considère comme l'un des plus importants - et des plus nouveaux - à propos des médias.

François-Henri de Virieu décrit ce qu'il faut bien appeler mainte-

nant une nouvelle manière de vivre, donc d'être ! « Le système médiatique n'a pas de stratégie. Il existe. Il pèse sur les pouvoirs codifiés. Il accompagne leurs décisions. Il les perturbe ou il les fortifie selon les cas. Mais il n'est pas un quatrième pouvoir avec lequel, par exemple, on pourrait négocier. »

L'une des grandes nouveautés de ce livre, c'est d'insister sur l'immense espace de communication né du développement de tous les réseaux qui délimitent le cadre de la géographie économique et humaine à l'aube du vingt et unième siècle « sans qu'apparemment les politiques s'en préoccupent beaucoup ». Hélas ! nos stars de la vie publique, qui demandent volontiers : « Où sont les caméras ? », s'intéressent peu à la gestion de l'immédiat. On se veut

bâtisseur et gestionnaire médiatique, mais pas médiocrate.

Et que de vérités sur nos comportements éclatent à la lecture de ces pages... La moindre n'est pas de révéler que « dire c'est faire » et que la sélection des élites politiques dépend totalement des apparences, en ajoutant que, pour l'homme des médias, « être le meilleur c'est être le premier » à fournir le scoop ou la petite phrase. « Par crainte de ne plus être en cour chez les médiocrates, les politiques n'assument plus ou assument mal l'inévitable contradiction entre rapidité et réflexion. »

Manipulation et médiocratie

Chaque système souffre de maladies perverses. Pour la médiocratie, c'est la démagogie. Pour le régime personnel, c'est le despotisme. Pour les idéologies, c'est la dictature. Pour la démocratie, c'est ce que l'on pourrait appeler la médiocratie (à suivre certains de nos écrans quotidiens...) tout autant que la manipulation. Chacun en connaît des exemples, et tout récemment avec Timisoara. Cependant, François-Henri de Virieu, un observateur lucide et en professionnel responsable, tire ici profit de sa formation initiale qui fut agricole et rurale. Parce qu'il a appris à connaître les bêtes et les plantes, il sait aussi ce que sont les hommes et que les jardiniers des hommes sont peu nombreux ! C'est pourquoi il a pu déclarer : « Les journalistes sont responsables de ce qu'ils choisissent pour les mettre sur le podium et de ceux qu'ils condamnent à l'oubli, alors qu'ils sont parfois ceux qui travaillent le mieux pour l'avenir. » Parfaitement exact. Il est bien vrai que nos journalistes, nos présentateurs, nos vedettes de la télévision, ont remplacé en influence les prédicateurs, et les directeurs de conscience des siècles passés.

Comme ils ont supplanté les orateurs et les tribuns qui faisaient les délices de nos assemblées parlementaires. Mais plus on a de pouvoirs et plus on est responsable devant la communauté des hommes. François-Henri de Virieu l'a dit avec une clarté qu'il faut souligner et dont il faut le remercier.

Ce livre est tellement et si totalement important que j'ai conscience de faire un choix arbitraire entre les sujets qu'il aborde. Je terminerai cette brève analyse en souhaitant que la médiocratie suscite la méditation et l'action, car, si les praticiens des médias ne prennent pas l'initiative de la réflexion, d'autres finiront par la prendre à leur place, et c'est ce qu'il faut éviter. On alors comment serait préservée cette « éthique » des médias, chère à Jacques Rignaut et qui « consiste à décrypter le langage codé des politiques » avec « la rigueur comme loi impérative » ?

Le monde nouveau peut sembler anormal, mais c'est la norme qui est en train de changer. Il faut donc savoir « tracer la nouvelle frontière de la vérité pour un monde qui ignorera ce que vérifieur veut dire » : cette phrase est terrible.

Il y eut le temps du cloisonnement entre les peuples. Est venu celui de la mondialisation. Il y eut le temps du commandement autoritaire. Est venu celui de la régulation. Mais comme le dit fort justement François-Henri de Virieu : « Les réponses ne sont nulle part, elles sont à inventer. » Il serait indispensable que médiocrates et politiques se découvrent et s'unissent pour mener à bien une tâche comme l'humanité en eut rarement à accomplir.

JEAN CLUZEL

► La médiocratie, Flammarion, 294 p., 99 F.

TRAIT LIBRE



Juifs

De Carpentras à Rishon-le-Zion

par Elie Barnavi

A Carpentras, quelques individus ont conservé manifestement dérangé ont profané des tombeaux, ce qui est banal, et empiété le cadavre d'un vieillard, ce qui l'est moins. A Rishon-le-Zion, petite ville tranquille - comme Carpentras - un jeune homme massacre de propos délibérés huit ouvriers arabes. Un fou, dirait-on, probablement avec raison. Un fou, comme doivent l'être ceux qui ont perpétré l'ignominie de Carpentras. Mais la folie d'un homme n'explique pas les coups de feu de Rishon, pas plus qu'elle ne rend compte des coups de pioche de Carpentras.

Là-bas comme ici, la dénonciation s'en est prise à des cibles qui, elles, sont logiques, à des objectifs qu'a désignés à la fois des individus un climat qu'ont créé d'autres que lui. Après tout, on n'a pas violé le sépulchre de marins bretons ici, ni massacré des touristes israéliens là-bas. Là-bas comme ici, on en est venu à considérer des groupes humains comme une sous-humanité ne méritant pas le repos de la terre ici, la vie là-bas. Ici, des hommes et des mouvements désignent des malheureux à la vindicte publique : là-bas, la violence quotidienne, une politique absurde et des juges trop éliménaires habituent peu à peu les faibles d'esprit à l'idée que la vie des autres vaut plus que la vie des autres, que le sang ne vaut pas le sang.

Bouleversée, la meilleure et plus saine partie, comme on disait jadis, de l'opinion de ce pays a réagi comme il se devait. La manifestation monstrueuse de la République à la Bastille a montré

que la République n'est pas un vain mot et que le ressort moral des Français est encore intact. Elle a mis du baume au cœur d'une communauté juive meurtrie et a prouvé aux chancres de la haine identitaire de tout poil que la France n'est pas morte pour leur message. Il est probable que tout ce que mon pays, Israël, compte de gens de bonne volonté dira aussi son dégoût non seulement du geste de l'énergumène de Rishon-le-Zion, mais de la situation qui l'a rendu possible. Appelons l'immense chose par son nom : l'Occupation.

Etant pour l'heure ici et non là-bas, j'appelle les Juifs de France, qui ont exigé de leurs compatriotes la solidarité qu'à juste titre ils s'estimaient en droit d'attendre de leurs frères en nation, en civilisation et en commune humanité, de faire preuve de la même solidarité à l'égard des victimes de Rishon-le-Zion, au nom des mêmes principes. J'appelle le grand rabbin de Paris et d'ailleurs, ainsi que les cadres de la communauté juive de France, de prendre l'initiative de la manifestation qui ne doit pas manquer de rappeler à tous ceux qui, ici, là-bas ou ailleurs, ont trop souvent tendance à l'oublier, qu'une vie humaine en vaut une autre, que le sang veut le sang et que le judaïsme est bien autre chose qu'une tribu qui ne se soucie que de ses propres morts.

► Elie Barnavi est historien, professeur à l'université de Tel-Aviv.

BERNARD BRAGARD, FRÉDÉRIC GILBERT, CATHERINE SINET

J.M.

LE FEUILLETON NICOIS

Depuis plusieurs années, les auteurs de ce livre ont accumulé des informations sur les sombres affaires de Jacques Médecin, maire de Nice. Ils en avaient révélé une partie dans le cadre de l'émission de Michel Polac, Droit de réponse, et depuis 1989, d'autres scandales impliquant le terrible « J.M. » de la Côte d'Azur ont éclaté.

Ce livre retrace pour la première fois l'histoire complète de l'ascension et de la chute de Jacques Médecin. De la constitution du « système Médecin » dans la bonne ville de Nice jusqu'à ses affaires américaines, en passant par l'affaire Spaggiari et les liens avec Jean-Dominique Fraton, rien n'a été laissé au hasard.

Les révélations concernant les liens entre Jacques Médecin et sa propre famille politique ou l'étrange attitude laxiste de certains membres du gouvernement socialiste à son égard pendant de nombreuses années donnent encore plus d'intérêt à cette enquête en profondeur.

LA DÉCOUVERTE

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1996)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Giret, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HUBERT-BEUVILLIER, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVILLIER, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10 ; Telex 281211 F MONOSIR

ROUMANIE : le scrutin du 20 mai

Les premiers résultats officiels accentuent l'avance de M. Ion Iliescu

Avant même la proclamation des résultats définitifs prévue pour la fin de la semaine, M. Ion Iliescu était assuré, dès lundi 21 mai dans la soirée, d'être élu président de la République roumaine puisqu'il totalise déjà sur son nom plus de 50 % de l'ensemble des électeurs inscrits.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Les projections faites à partir des premiers dépouillements amplifient en effet les estimations initiales (le Monde du 22 mai). Le

numéro un du Front de salut national pourrait ainsi l'emporter avec 57 % des suffrages, laissant loin derrière lui le candidat libéral M. Radu Campeanu, qui obtiendrait 10 % des voix, et l'ancien président M. Ion Ratiu du Parti national paysan (3 %). Ce dernier, qui en début d'après-midi croyait encore à la possibilité d'un second tour, a insisté sur les irrégularités du scrutin. « S'il n'y a pas eu fraude, je ne suis pas sûr que le mot fraude veut dire », a-t-il déclaré. « Il est difficile de parler d'élections libres et démocratiques », a ajouté M. Campeanu.

Les observateurs internationaux, pour leur part, ont émis des

avis divergents, mais la plupart d'entre eux reconnaissent en substance que si des irrégularités avaient été commises dans de nombreux bureaux de vote, elles n'étaient pas de nature à fausser les résultats. « Ce furent des élections honnêtes », a ainsi conclu le gouverneur Carvey E. Carruthers, envoyé par le président Bush, et la Roumanie a franchi « un pas de géant vers la démocratie ».

Succès

considérable

Les résultats des élections législatives et sénatoriales, si l'on en croit les premiers dépouillements,

constituent aussi un succès considérable pour le Front de salut national, même si le score réalisé par celui-ci – qui se situerait autour de 65 % – n'est pas aussi spectaculaire que celui de M. Iliescu. Les premiers résultats confirment l'effondrement des partis historiques (7 % pour les libéraux et 3 % pour les paysans), la bonne tenue des écologistes (3 %) et l'unanimité des Roumains de souche hongroise, qui ont apparemment voté avec un ensemble démocratique magyar de Roumanie, qui recueillait 7 % des voix.

L'opposition consternée

A Timisoara, berceau de la révolution de décembre où le Front paraissait moins fort que dans d'autres régions, M. Iliescu arrive également très largement en tête, plongeant les mouvements d'opposition locaux dans la consternation.

Les responsables des organisations qui occupent la place de l'Université à Bucarest depuis plus d'un mois se sont réunis loquacement lundi soir pour déterminer la conduite à donner à leur action, sans parvenir à des résultats tangibles. Si certains d'entre eux souhaitent en effet durcir le mouvement en s'opposant catégoriquement à M. Iliescu, d'autres en revanche réfléchiraient au moyen de terminer le mouvement « en beauté » et de discuter des modalités de cette sortie.

ALAIN DEBOVE

JOSÉ-ALAIN FRALON

GRANDE-BRETAGNE : injustement condamnée en 1976

Une famille irlandaise devrait être réhabilitée

La condamnation, en 1976, à de lourdes peines de prison pour fabrication d'explosifs d'une famille irlandaise quasiment au complet reposait sur des preuves scientifiques douteuses. Telle a été, lundi 21 mai, la conclusion de l'avocat de la Couronne chargé de rouvrir le dossier de six membres de la famille Maguire et d'un de leurs amis.

LONDRES

de notre correspondant

Si le tribunal suit, comme c'est probable, l'avis de l'avocat de la Couronne nommé pour réexaminer le fond de l'affaire, ces sept condamnés seront réhabilités et indemnisés pour les longues années qu'ils ont passées injustement derrière les barreaux. Pour l'un d'eux, ce sera à titre posthume.

Les Maguire, une paisible famille irlandaise établie depuis longtemps dans la banlieue nord de Londres, n'avaient pourtant guère l'allure de terroristes et n'étaient nullement des sympathisants de l'IRA. M. Patrick Maguire avait servi dans l'armée britannique. Un de ses fils avait cherché à s'engager dans la police mais n'avait pu le faire en raison de sa mauvaise vue.

Leur procès était la conséquence directe de celui des « Quatre de Guildford », trois jeunes Irlandais et une jeune Anglaise condamnés à la détention perpétuelle pour deux attentats à la bombe commis en octobre et novembre 1974 contre des pubs fréquentés par des soldats. L'un d'entre eux avait, après avoir été sévèrement battu, mis en cause sa tante, M^{me} Maguire, affirmant qu'elle lui avait appris à

fabriquer des bombes. Il s'était rétracté. Au terme d'une interminable procédure, la cour d'appel de Londres a proclamé le 19 octobre dernier l'innocence des « Quatre de Guildford », libérés sur-le-champ après quinze ans passés en prison.

L'accusation contre les Maguire était fondée sur ce témoignage extorqué, ainsi que sur des traces de nitroglycérine retrouvées sur les mains de plusieurs membres de la famille. La réouverture du dossier a fait apparaître que les examens de laboratoire avaient été confiés à un stagiaire de l'armée, âgé de dix-huit ans. Il a été démontré par ailleurs que ces traces de nitroglycérine pouvaient très bien provenir d'une tierce personne, qui se serait essuyé les mains avec une serviette de toilette dans la salle de bains des Maguire, « contaminant » ainsi toute la famille. Aucun explosif n'a jamais été retrouvé dans leur maison, décrite à l'époque par la presse populaire comme une « usine à bombes ».

Cela a cependant suffi à entraîner la condamnation de M. et M^{me} Maguire à quatorze ans de prison et de leurs deux fils, alors âgés respectivement de seize et quatorze ans, à cinq et quatre ans de détention. Le frère de M^{me} Maguire et un beau-frère de son mari, qui vivaient avec eux, avaient été condamnés à douze années de prison, et un ami de la famille, M. Patrick O'Neill, dont le seul tort était d'avoir sonné à leur porte le jour de leur arrestation, a lui aussi été condamné à huit ans de prison. M^{me} Maguire a été la dernière à être remise en liberté en 1985. Le beau-frère de son mari est mort en détention.

DOMINIQUE DHOMBRES

YUGOSLAVIE : après les mises en garde du nouveau chef de l'Etat

La Serbie se heurte de nouveau à la Croatie et la Slovénie

En l'espace de deux semaines, les tensions se sont de nouveau subitement aggravées entre les six républiques de la fédération yougoslave.

En déclarant le 15 mai à Belgrade dans son discours inaugural que le pays était plus ou moins au bord de la guerre civile et qu'il était nécessaire de prendre des mesures d'urgence pour préserver l'intégrité de l'Etat sur l'ensemble du territoire, le nouveau président de la Fédération pour un an, M. Borisav Jovic (Serbe), s'est mis à dos immédiatement deux au moins des républiques qui prônent au contraire la décentralisation et un nouveau modèle de relations entre les peuples de la Yougoslavie. La Slovénie et la Croatie, où les électeurs viennent d'infirmer une défaite cuisante aux communistes – même rénovés – lors des premiers scrutins libres depuis environ un demi-siècle ont qualifié ces déclarations d'« inacceptables », d'« arbitraires » et déploré leur ton « menaçant ».

« Tentations autonomistes »

Pour l'ancienne opposition aujourd'hui au pouvoir à Ljubljana, et très bientôt à Zagreb, il n'est absolument pas question de s'écarter de la voie dans laquelle la Slovénie et la Croatie se sont engagées, à savoir la restauration de leur « entière souveraineté » dans le cadre d'une « confédération yougoslave ». Pas question donc d'accepter le projet de nouvelle constitution fédérale, qui est en cours d'élaboration depuis déjà quelques années, sans progrès particulièrement rapides puisque, en caricaturant un peu, la moindre petite phrase doit être adoptée par consensus. Si les deux républiques n'obtiennent pas gain de cause, elles envisagent sérieusement la sécession et les Slovènes prévoient déjà un référendum sur la question à l'automne.

En dénonçant les « tentations autonomistes » et en déclarant que lui et ses amis s'opposeraient « énergiquement à certaines forces qui veulent, sous couvert de démocratie, abandonner les orientations socialistes au prix de la désintégration du pays », M. Jovic voulait sans doute d'abord marquer le changement à la tête de l'Etat (bien

que le chef de celui-ci n'ait guère plus de pouvoir que ses sept collègues de la présidence collégiale) et remettre la Serbie, discrète ces derniers mois dans les débats sur la démocratisation, sur le devant de la scène politique. Ce sont bien les idées « fédéralistes » de son chef, M. Stoban Milosevic, qui transparaissent dans ses propos et qui sont en complète contradiction avec les thèses slovènes et croates.

M. Milosevic et l'opposition

M. Milosevic, « Stobo » pour les Serbes, semble actuellement traverser une phase difficile. Malgré la levée de l'état d'urgence, la situation au Kosovo demeure tendue et aucune solution politique raisonnable, qui permettrait notamment le départ des milices et de l'armée toujours présentes, ne semble en vue. Face à une opposition serbe grandissante qui réclame des élections démocratiques libres avant la fin de l'année, M. Milosevic, fort réticent au multipartisme, vient de déclarer, sévèrement, que ces nouveaux partis recevaient des subsides de l'étranger et que la Serbie socialiste n'avait pas besoin d'une « démocratie importée ». Le « réveil serbe », qu'il incarnait, n'a longtemps eu comme seule opposition en Yougoslavie que le « printemps slovène » que Belgrade pouvait minimiser en raison de la petite taille de cette république du nord-ouest. Mais voilà que la Croatie, bien plus grande, s'oppose à son tour aux ambitions de M. Milosevic et a trouvé en la personne de M. Franjo Tudjman, un ancien général de Tito qui a fait plusieurs années de camp pour « menées nationalistes », un homme en mesure de tenir la dragée haute au leader des Serbes. Le chef de l'Union démocratique croate (HDZ), qui vient de réaliser un raz-de-marée aux premières élections parlementaires libres en décrochant les deux tiers des sièges, n'entend pas céder sur le principe de la souveraineté de sa république qui elle aussi a son tour connaît un « réveil ».

Entre Serbes et Croates, la méfiance est toujours grande et certains événements récents sont venus le confirmer. La campagne électorale en Croatie a donné lieu à quelques incidents avec la minorité serbe (11 % de la population) : lors

d'un meeting, Franjo Tudjman fut menacé par un Serbe armé d'un pistolet d'alarme. Plus récemment, les bagarres entre supporters de l'Etoile rouge de Belgrade et du Dinamo de Zagreb se soldèrent par quelque cent cinquante blessés. Les répercussions politiques ne tarderont pas. *Politika* et la presse serbe accusèrent Tudjman et ses amis d'être à l'origine des affrontements, tandis que les journaux de Zagreb imputaient la responsabilité des troubles aux Serbes qui voulaient ainsi « déstabiliser » la Croatie.

ALAIN DEBOVE

JOSÉ-ALAIN FRALON

Les chocs de l'an 40

Editions du Seuil

BULGARIE

L'opposition dénonce les conditions du déroulement de la campagne électorale

L'Union des forces démocratiques (UFD, alliance de seize mouvements d'opposition) est revenue sur ses positions pour refuser, lundi 21 mai, de signer un accord de bonne conduite pré-électorale, proposé par le président de la République et ex-chef du Parti communiste, M. Petar Mladenov, à trois semaines du premier scrutin libre en Bulgarie depuis quarante-cinq ans.

M. Jelio Jeleu, président de l'UFD, a justifié ce revirement par les « violations brutales des engagements pris à la table ronde par le

Parti socialiste » (PSB - ex-communiste) concernant la campagne électorale. Il a fait état notamment de falsifications de listes électorales, d'obstacles mis aux contacts avec les soldats et d'accès difficile aux médias.

Dix-neuf autres partis d'importance plus limitée ont également refusé de signer l'accord lors de la cérémonie retransmise en direct par la télévision bulgare. Ils reprochent à leur tour aux trois principaux partis – le PSB, l'UFD et le Parti agrarien – de les priver d'accès à la télévision. — (AFP)

DIPLOMATIE

Les derniers atouts de M. Gorbatchev

Suite de la première page

M. Gorbatchev a sa jusqu'à présent résister au mal, mais si habilement qu'il maintienne le cap dans cette course folle vers l'inconnu, si grande que soit sa détermination à ne pas laisser la Russie mourir de la mort du communisme, il ne fait plus partie comme avant des puissances de ce monde.

Sa force, c'est son prestige personnel, cette conviction des capitales qu'il est le seul dont on puisse espérer qu'il parviendra, au moins, à canaliser les choses auxquelles n'échappera pas le plus grand pays du monde. Non seulement personne ne veut risquer de fragiliser M. Gorbatchev, mais, du Vatican à l'Amérique en passant par la Communauté européenne, on veut au contraire l'aider.

Le président désarmé

C'est un atout comme aucun homme d'Etat n'en eut sans doute dans l'histoire, mais, au-delà de cette bonne volonté générale, quelles sont aujourd'hui ses vraies cartes sur la scène internationale?

La peur militaire qu'inspirent les longtempers de l'URSS, la crise interne de l'armée soviétique est profonde et connue, tous les États-majors en conviennent : la menace a changé de nature. Et si cette armée devait intervenir sur un front intérieur il n'est pas même certain qu'elle tiendrait le choc.

La puissance économique, alors ? L'URSS a beaucoup de matières premières, potentiellement, font d'elle, même réduite à la Russie, un géant économique. Pour l'heure, elle n'est cependant qu'un failli pas même assez endetté pour faire peur aux grandes banques.

L'épouvantail de la subversion peut-être ? Il n'y a plus de mouvement communiste international, les urnes ont tué le stalinisme, et même M. Reagan sait aujourd'hui que Fidel Castro est bien seul sur son île. De quel poids peut donc vraiment peser M. Gorbatchev ?

De très peu car, exactement comme sur la scène intérieure, le président soviétique est désarmé, suspendu dans le vide d'une période où, de même que les nouvelles institutions politiques n'ont pas encore remplacé celles d'hier, l'attrait virtuel d'une renaissance de la Russie ne peut déjà compenser son affaiblissement militaire. Grand liquidateur du communisme, l'homme que s'approprient M. Mitterrand et M. Bush, n'est plus le représentant de l'autre super-puissance. C'est un homme qui va, « au nom de la raison », leur demander de sauver la mise à son pays en ne lui imposant pas d'avaler comme telle l'entrée de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN. Car au-delà des mots et des postures M. Gorbatchev sait parfaitement qu'il n'a pas les moyens de durablement empêcher ce qui se passe.

Techniquement, il le peut puisque l'URSS est l'une des quatre puissances occupantes de l'Allemagne et a donc en principe un droit de veto sur l'avenir de ce pays : il suffit qu'elle s'oppose à l'entrée de la nouvelle Allemagne dans la structure militaire de l'Alliance atlantique pour qu'il y ait blocage et que l'Allemagne unifiée demeure sous tutelle internationale.

Ce scénario est inacceptable pour l'Allemagne et ses partenaires occidentaux, il est inéquitable pour la stabilité européenne, mais, paradoxalement, c'est encore la Russie

qui aurait, en campant sur son veto, le plus à perdre. Car si elle peut dire « non », les Occidentaux, eux, peuvent réduire leur soutien à M. Gorbatchev. Ce serait le déstabiliser immédiatement, la crise balte dispense à ce propos de toute démonstration.

Jouer sur deux tableaux

Sur ce dossier allemand, il n'est cependant pas possible au président soviétique de s'incliner purement et simplement. Du jour où il l'aurait fait, l'URSS aurait en effet cédé le dernier des vrais atouts lui permettant de continuer d'être traitée en grand acteur de la scène internationale. Non pas qu'elle ne compterait plus, mais dès lors que les pays occidentaux n'auraient plus rien de vraiment important à attendre de la Russie, elle ne

devrait statuer sur les frontières, le potentiel conventionnel de l'Allemagne, son « renoncement au nucléaire », le stationnement de troupes étrangères sur son sol, Berlin et son éventuelle appartenance à « un ou des blocs ».

Le « printemps » de l'Europe

En d'autres termes, il ne s'agit pas d'interdire à l'Allemagne d'appartenir à l'OTAN, mais de ne la laisser s'y intégrer qu'à des conditions agréées par toutes les parties concernées. La forme sera souple, le fond dur, mais parallèlement le président soviétique fera comprendre que l'essentiel est pour lui d'ancrer la Russie dans l'Europe et d'engager donc un processus d'unification continentale en commençant à réfléchir, sous un chapeau commun, à un système de sécurité commune.

Dès lors que ce processus s'engageait et que l'OTAN aurait révisé ses objectifs et sa stratégie, rien ne se poserait plus dans les mêmes termes. Les formules ont déjà cours sur l'unification de l'Allemagne comme « premier moment



compterait plus que pour ce qu'elle est : beaucoup moins.

Vue du Kremlin, l'Allemagne unifiée dans l'OTAN, c'est naturellement l'humiliante consécration du nouvel équilibre européen. Mais au-delà d'une réalité déjà inscrite dans les faits, c'est surtout une frontière qui se reforme.

C'est d'un côté un pôle atlantique agrégant les anciens satellites soviétiques, achevant, comme on dit à Moscou, de « désintégrer » le pacte de Varsovie et aimantant plus encore les Pays baltes et demain la Moldavie puis l'Ukraine. Et de l'autre c'est une Russie rejetée vers l'Asie, laissée à ses crises et à l'isolement dont ses réformateurs veulent tellement la sortir - non pas tout militairement menacée qu'abandonnée à un sort de moins en moins enviable.

Dans cette Russie-là, le pari réformateur deviendrait cruellement hasardeux. et M. Gorbatchev va donc tenter de n'avoir pas à choisir entre s'isoler, par une épreuve de force et se faire isoler en ne la lançant pas. Il va jouer sur deux tableaux, brandir l'épouvantail d'une crise à laquelle tout le monde aurait à perdre et laisser voir ce qui, « dans la limite de ses possibilités de concession », serait souhaitable pour tous.

Il fera valoir, comme il l'a solennellement annoncé le 8 mai, que seul un traité de paix peut régler la question du statut de l'Allemagne. Quarante-cinq ans après la fin de la guerre, ce traité, estime-t-il, devrait plutôt prendre la forme d'un « acte de paix » et ne concerner que les belligérants directs : il

de l'unification européenne, sur le « printemps » du continent, « la Russie qui se cherche comme Est de l'Europe » et les nécessités de « synchroniser » les évolutions européennes après « la fin de la guerre froide et de l'équilibre nucléaire ».

On sent dans ces formelles la violence d'une espérance inquiète : mais pourquoi l'Ouest, pourquoi ces pays riches qui auront déjà bien assez de mal à digérer l'« Europe centrale, laissez-ils hier si peu que ce soit leur sort dans les deux ou trois prochaines décennies à celui de la France et ses inévitables soubresauts ? La réponse, presque sèche, vaut réflexion : « on peut penser qu'il est possible de forcer la main à l'URSS mais nous tenterons de faire comprendre qu'il ne serait de l'intérêt ni de la France, ni de l'Allemagne, ni de l'ensemble occidental (...) d'oublier ce que furent les conséquences du traité de Versailles ». Pour l'Allemagne, à laquelle ce traité fut imposé à la fin de la première guerre mondiale, elles furent, considérées-on généralement, l'anarchie, la ruine et le nazisme.

BERNARD GUETTA

L'URSS réclame une limitation des effectifs de l'armée allemande

L'URSS souhaite que certaines restrictions militaires soient imposées à l'Allemagne dans le cadre de la conférence dite « 2 + 4 » sur les aspects externes de l'unification, qui rassemble les deux Allemagnes, les États-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne et la France.

Les dirigeants soviétiques ont pour la première fois présenté « formellement et clairement » cette demande au secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lors de sa visite à Moscou la semaine dernière. Deux adjoints de M. Baker ont rendu compte de ces conversations aux alliés de l'OTAN, lundi 21 mai à Bruxelles.

Ces restrictions portent notamment sur les effectifs de la Bundes-

wehr, auxquels les Soviétiques voudraient voir fixer une limite dans le cadre de la conférence « 2 + 4 ». Cette décision serait ensuite incluse dans un accord sur le désarmement conventionnel en Europe.

« Ne pas créer d'impasse »

Dans une interview donnée lundi à l'agence de presse allemande ADN, un conseiller de M. Gorbatchev, M. Vadim Zagladine, affirme cependant que l'URSS n'a pas soumis jusqu'à présent de proposition officielle à la conférence « 2 + 4 » parce qu'elle « ne veut pas créer d'impasse ».

Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne repoussent depuis le début des discussions « 2 + 4 » toute proposition qui singulariserait l'Allemagne, lui imposant des contraintes particulières et aurait pour effet de limiter sa souveraineté. Ils renvoient la discussion sur les effectifs des armées nationales à la deuxième phase de la négociation de Vienne sur le désarmement conventionnel.

Le premier accord que les pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie avaient prévu de signer à Vienne avant la fin de l'année ne devrait, selon les Occidentaux, concerner dans le domaine des effectifs que les troupes américaines et soviétiques stationnées. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

Après l'attentat

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir, mardi 22 mai, pour examiner la situation dans les territoires occupés par Israël, les manifestations de colère des Palestiniens à la suite de l'attentat anti-palestinien de Rishon-le-Zion ayant été très durement réprimées. A cette occasion, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a demandé, par l'intermédiaire des Nations unies, un visa américain afin de pouvoir participer, à New-York, aux travaux du Conseil. Une demande analogue avait été repoussée par l'administration américaine en 1988, alors que M. Arafat voulait participer aux débats de l'Assemblée générale de l'ONU, qui s'était finalement tenue à Genève.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a « fermement condamné » les derniers actes de violence « contre des civils innocents » en Israël, dans les territoires occupés ainsi qu'en Jordanie, et a exprimé sa « profonde préoccupation » après

ces « tragiques incidents ». En France, où l'Assemblée nationale a suspendu ses travaux pendant un quart d'heure, lundi, pour « témoigner de l'émotion et de l'inquiétude » des députés et où de nombreuses organisations ont également exprimé leur émotion, le gouvernement a « condamné » les événements de Rishon-le-Zion et demandé aux Douze d'examiner « les possibilités d'aide aux populations palestiniennes » dans les territoires occupés. « Le mort de travailleurs palestiniens près de Tel-Aviv suscite l'indignation », a-t-on notamment déclaré au Quai d'Orsay. M. Roland Dumas a, en outre, demandé au secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, de se rendre « dès que possible » sur place.

Enfin, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a exprimé sa « vive inquiétude » quant à la persistance et au durcissement « du conflit dans les territoires occupés ».

Violents affrontements à Nazareth entre Arabes israéliens et forces de sécurité

JERUSALEM

de notre correspondant

Quarante-huit heures après l'attentat anti-palestinien de Rishon-le-Zion, les autorités israéliennes craignent des représailles individuelles et une reprise, sous de nouvelles formes, d'une intifada déjà vieille de deux ans et demi et jamais vraiment éteinte. Le général Matan Vilnai, commandant de la région Sud et responsable de la bande de Gaza, l'a dit très clairement, lundi 21 mai, évoquant le déclenchement d'une spirale de la haine.

« Le nombre de gens qui, chez les Palestiniens, ont un compte à régler avec nous augmente, a-t-il déclaré : il ne s'agit même plus forcément de comptes à base nationale. Palestiniens contre Israéliens : c'est un compte qu'on veut régler sur un plan presque personnel, individuel, parce que quelqu'un dans sa famille ou dans son entourage a été touché. » Dans un constat sans illusion, il a ajouté : « A tel point qu'on ne peut plus passer à l'acte, qui veulent effectivement se venger : à Gaza, les options à leur disposition vont du couteau au cocktail Molotov en passant par les armes à feu ».

Inquiétude dans l'armée

Toujours sous couvre-feu, la bande de Gaza n'en a pas moins continué à être le théâtre, lundi, d'affrontements avec l'armée. Ils ont notamment eu lieu dans le sud du territoire, à Khan-Younis et à Rafiah, localités d'origine arabe. La plupart des sept hommes tués dimanche par un jeune Israélien qui a ouvert le feu sur un groupe de travailleurs palestiniens, en Israël, à Rishon-le-Zion. Comme la veille, les affrontements se sont soldés par un nombre élevé de victimes : quatre morts, dont deux femmes, et une centaine de blessés par balles.

A en croire les commentaires entendus dans certains milieux militaires, la forme nouvelle prise par ces affrontements inquiète tout particulièrement l'armée. Les soldats ont eu à faire face à des foules de manifestants, voire de milliers de manifestants, qui, défiant le couvre-feu, défilent dans les rues et sur les postes de l'armée. Ce type d'action, qui rappelle les débuts de la révolution iranienne, est limité à la bande de Gaza, mais n'avait jamais connu pareille ampleur, sauf aux premiers jours du soulèvement palestinien, en décembre 1987. Commentant la journée de dimanche, un médecin de Gaza rapportait que quel-ques six cents blessés avaient été acheminés dans les hôpitaux : « On aurait dit des scènes de guerre ».

Les autorités affirment que les militants de l'OLP et du mouvement islamiste Hamas n'attendaient qu'une occasion comme celle du massacre de Rishon-le-Zion pour relancer une intifada languissante. La vérité, réplique Zeev Schiff, le très respecté commentateur militaire du quotidien Haaretz, c'est que le mouvement était seulement en veilleuse : « Ce qui s'est passé dimanche, écrit-il, témoigne du potentiel explosif existant dans les territoires ; un événement suffit pour provoquer l'explosion (parce que) les conditions de base qui sont à l'origine

de l'intifada non seulement n'ont pas été éradiquées mais ont empiré ».

Les Arabes israéliens, que chaque regain de violence dans les territoires occupés mobilise un peu plus, ont réagi, eux aussi, aux événements du week-end. Là encore, l'attentat paraît avoir joué le rôle d'un révélateur du malaise et de la radicalisation en cours d'une fraction de cette population. Alors que toutes les localités arabes-israéliennes avaient déclaré une journée de grève générale en signe de deuil, la plus importante d'entre elles, Nazareth, a connu des bagarres d'une rare intensité : barricades en plein centre-ville, postes de police, bâtiments publics, banques attaqués à coups de pierres et de cocktails Molotov par des groupes de jeunes gens mesquins.

Un climat déstabilisant

Ce furent des scènes telles qu'on n'en voyait jusque-là qu'en Cisjordanie. Les forces de sécurité ont répondu par des tirs de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc - ce qui, en Israël, est exceptionnel. Certains témoins ont même fait état de tirs de sommation en l'air, à balles réelles. S'il n'y a pas eu de blessés graves, les affrontements se sont poursuivis longtemps, tard dans la soirée de lundi, mardi matin encore, la situation restait tendue dans plusieurs localités ou quartiers à population arabe : à Lod, Haifa, Taibeh.

Cependant, la police interrogeait toujours l'auteur de la tentative de dimanche, un jeune homme de vingt et un ans, Ami Popper, réformé au milieu de son service militaire pour troubles mentaux et qui doit être soumis en prison à une série d'examen psychiatriques.

Alors que l'Assemblée de la Knesset, réunie en séance exceptionnelle, présentait ses condi-

lances à toutes les familles des victimes palestiniennes et envisageait de leur attribuer des réparations financières, le porte-parole du gouvernement, M. Ronnie Milo, estimait que la tragédie de Rishon était un geste isolé, celui d'un tueur fou. M. Milo disait que le gouvernement ne pouvait être accusé de la moindre responsabilité dans cette affaire. En Israël même, nombreux sont ceux qui trouvent cette version des faits insuffisante. Si c'est un acte de « folie » qu'il faut incriminer, alors « il ne s'est pas produit dans le vide », écrit le Maariv qui, comme la plupart de ses confrères, évoque un climat déstabilisant : l'absence totale de négociations avec les Palestiniens, la déstabilisation politique suscitée par une crise gouvernementale dont on ne voit pas la fin, le laxisme de la justice à l'égard des ultra-nationalistes opérant dans les territoires.

Ce sont les thèmes repris par les militants de gauche regroupés dans le mouvement la paix maintenant, qui sont venus saluer plusieurs personnalités palestiniennes faisant la grève de la faim à Jérusalem-Est. Aux yeux d'un responsable de la paix maintenant, le massacre de Rishon doit être vu dans « ce contexte où un Moshe Levinger », l'un des dirigeants des colonnes du Gush Emunim, récemment condamné à cinq mois de prison pour avoir tué un passant palestinien, lors d'une bagarre à Hebron, « s'en va criant partout que le moment est venu de tirer pas de parler ».

ALAIN FRACHON

La Grèce reconnaît officiellement l'Etat d'Israël

ATHÈNES

de notre correspondant

La Grèce a reconnu, lundi 21 mai, de jure l'Etat d'Israël. Athènes, qui suit traditionnellement une politique pro-arabe, était la dernière capitale de la Communauté européenne à ne pas reconnaître pleinement l'Etat hébreu. Le premier ministre conservateur grec, M. Constantinos Mitsotakis, avait clairement annoncé son intention de le faire au cours de la dernière campagne électorale.

Cette reconnaissance est assortie d'une réserve : la Grèce, a précisé M. Mitsotakis à l'issue d'un conseil des ministres, ne reconnaît pas l'occupation des territoires arabes par Israël en 1967. Et pour faire bonne mesure, le gouvernement a décidé de renvoyer le sursis de la représentation diplomatique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Athènes en la transformant en représentation diplomatique « de la Palestine », reconnaissant ainsi le statut acquis par l'OLP aux Nations unies à la fin 1988. Un communiqué du ministère grec des affaires étrangères ajoute que cette décision « reflète le chaud soutien du gouvernement grec à la reconnaissance des droits du peuple palestinien ».

Le gouvernement grec souligne qu'il « souhaite la poursuite et l'amélioration de la politique traditionnelle d'amitié et de solidarité avec les pays arabes » et se propose pour la réunion d'une conférence internationale sous l'égide des Nations unies pour aboutir à « une solution globale, juste et permanente du problème palestinien ».

Le jour de cette reconnaissance a pourtant été particulièrement mouvementé, relève-t-on à Athènes. Elle intervient en effet au lendemain d'une des journées les plus meurtrières de l'intifada au cours de laquelle quinze Palestiniens ont été tués et plus de sept cents autres blessés par balles.

L'OLP n'a pas manqué de demander à la Grèce de condamner la tuerie de Rishon-le-Zion près de Tel Aviv, et « d'intervenir immédiatement pour protéger les droits humains du peuple palestinien violés de façon flagrante dans les territoires occupés ». Le porte-parole du gouvernement, M. Vyrion Polydoras, a dénoncé « le meurtre de civils innocents » et exprimé « la profonde préoccupation de la Grèce quant à la détérioration de la situation dans les territoires occupés ».

DIDIER KUNZ

ASIE

VIETNAM : le durcissement du régime

La direction du PC entend gérer elle-même le changement

Le Vietnam a fêté, samedi 19 mai, le centenaire de la naissance de Hồ Chí Minh. Ces célébrations, comme celles, le 1^{er} mai, du quinzième anniversaire de la chute de Saïgon, ont été placées sous haute surveillance. Le régime communiste entend contrôler de près des mutations qu'il juge inévitables et dont le PC avait accepté le principe lors de son sixième congrès, en décembre 1986.

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

On ignore encore le nombre d'arrestations, de placements en résidence surveillée ou de déportations en province — quelques dizaines ? — mais le message est sans ambiguïté. Ceux qui souhaiteraient hâter le changement ou agir en dehors des structures traditionnelles de décision du PC viennent de recevoir un avertissement très clair. Des « curés de gauche » de l'ancien régime — notamment le prêtre défrôlé Nguyễn Ngọc Lan et le R.P. Chan Tin — ont été officiellement placés en résidence surveillée. L'ancien président du Club des vétérans, M. Nguyễn Hô, figurait parmi les personnes arrêtées ainsi que M. Huỳnh Tân Mâm, l'ancien dirigeant étudiant pacifiste saïgonnais.

Ces mesures ont coïncidé avec l'expulsion de deux hommes d'affaires américains — dont un ancien

journaliste — et un renforcement des mesures de sécurité. Les étrangers sont invités à signaler leurs déplacements en province et leurs contacts avec des Vietnamiens, un règlement qui s'était très nettement relâché depuis des mois. Les appels à la vigilance face aux tentatives de « subversion » se sont multipliés. Le PC vietnamien n'a pas l'intention de laisser à d'autres le soin de gérer une crise envenimée par l'effondrement des régimes communistes européens et a repris les choses en main.

L'opération s'est déroulée en plusieurs temps. Au début de l'année, au cours d'interminables réunions, les communistes ont d'abord remis de l'ordre dans leurs propres rangs. Parallèlement, de dures négociations engagées avec le Club des vétérans — qui regroupe plusieurs des anciens vainqueurs de 1975 — ont permis de récupérer ce groupe de pression communiste tout en écartant de sa direction des éléments jugés douteux, dont MM. Nguyễn Hô et Ta Ba Tang.

La préparation du VII^e congrès

Enfin, le huitième plénum du PC, réuni pendant trois semaines en mars à Hanoï, s'est traduit par un compromis entre le secrétaire général du PC, M. Nguyễn Văn Linh, qui a ainsi renforcé sa main, et la direction de l'armée, dont l'influence s'est nettement établie.

M. Trần Bach Dang, conseiller politique de M. Linh, explique à sa façon les objectifs qui viennent de se dégaier dans le cadre de cette

remise en ordre. « Il n'est pas question, dit-il, d'abandonner les réformes économiques et les réformes politiques doivent suivre. Mais il faut relever avant tout le niveau de vie de la population, sinon on ne suscitera que des illusions, des revendications et des conflits. »

« Depuis le retrait du Cambodge en septembre dernier, dit-il, nous sommes en situation de quasi-paix. La génération au pouvoir, qui a lutté pendant des dizaines d'années, n'a pas eu le temps de s'instruire. Il faut qu'elle passe la main, y compris moi-même. La démocratisation est liée au relèvement du niveau d'instruction. C'est une question interne. Il faut éviter la situation catastrophique dans laquelle est plongée l'Europe de l'Est. Le problème n'est pas de savoir si on veut le multipartisme ou pas, il est de savoir si on veut éviter d'enfanter le parti des Buveurs de bière, comme en Allemagne de l'Est, ou celui des Chauves, comme en Tchécoslovaquie. »

« Si on décrète le multipartisme, poursuit-il, nous aurons, surtout dans le Sud, dix partis de l'ancien régime finissant de l'étranger. D'autre part, parti unique et monopole politique sont deux choses différentes. Nous luttons contre le monopole du PC, qui n'a que deux millions d'adhérents, soit 3 % de la population. Et, si on s'en tient à la qualité des militants, il n'y en a

qu'un quart de valables. Donc, le monopole politique du PC est inacceptable. Le PC doit définir une ligne politique sans se mêler de la gestion concrète — administrative, économique, judiciaire — du pays. Il sera donc normal d'avoir un jour des ministères non communistes. Comme l'a redit récemment M. Linh, il ne peut y avoir de libéralisation économique sans libéralisation politique. »

La ligne était ainsi définie, le régime entend pouvoir aborder dans l'ordre la préparation du septième congrès du PC, annoncé pour juin 1991, et qui sera précédé de deux réunions cruciales : le neuvième plénum, vraisemblablement chargé, en août, de purger le parti, et le dixième plénum, qui définira, à la fin de l'année, le programme du congrès. Pendant un an, donc, ceux qui seraient tentés de se mêler de ce qui ne les regarde pas seraient tenus à distance.

« Que les craintes du PC soient fondées ou non, il a redouté des troubles, surtout à Saïgon, et a choisi la méthode de l'intimidation », explique un bon observateur de la scène locale à propos des mesures de sécurité prises en mai, tout en se refusant à tout pronostic. La direction du PC sait, en tout cas, que ces mesures d'intimidation ne sont pas populaires, même à l'intérieur du parti. Mais beaucoup se comportent, non sans éprouver de sérieux frissons, comme s'il ne s'agissait que d'un mauvais moment à passer et comme si l'ouverture du pays n'en subirait pas le contre-coup.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE

Pékin rejette l'offre de dialogue de Taïpeï

PÉKIN

de notre correspondant

La réponse du régime chinois aux ouvertures de Taïwan (le Monde du 17 mai) se sera fait attendre presque une semaine. Elle est négative, ce qui n'est pas vraiment une surprise, mais modérée dans le ton, ce qui trahit la gêne de Pékin.

Cette réponse, que se refusait à fournir de manière explicite le ministre des affaires étrangères, a pris la forme d'une dépêche de l'agence Chine nouvelle. Publiée par tous les journaux mardi 22 mai, elle cite les propos du chef du régime nationaliste, M. Lee Teng-hui, dans son discours inaugural de dimanche (le Monde du 22 mai). L'agence note, d'une part, que M. Lee s'est « conformé à l'opinion commune du peuple des deux côtés du détroit de Taïwan » en protestant d'ouverture à la réconciliation de la Chine, l'île faisant partie intégrante du territoire chinois au même titre que le conti-

nent. Un bon point pour un homme que Pékin n'aime pas voir mollir devant le sentiment indépendantiste qui se développe à Taïwan.

Puis un mauvais point : M. Lee a énoncé, pour l'ouverture de communications entre les deux régimes rivaux, « des préconditions inacceptables ». Et surtout, il a tenté d'asseoir son idée que la Chine est dirigée par deux gouvernements (eux, thèse équivalente aux yeux de Pékin à celle des « deux Chineses », rejetée ici).

Le texte se garde toutefois de fermer la porte à tout dialogue. Il se borne à faire le constat de divergences encore difficiles à ignorer pour Pékin tant que la vieille génération de communistes est toujours en vie. Impatients de laisser venir à eux les investisseurs de Taïpeï, les héritiers de Mao Zedong s'efforcent de gagner du temps dans l'attente de jours plus propices à la négociation.

F. D.

EN BREF

CHILI : ouverture de la session parlementaire. — En prononçant son discours annuel sur l'état de la nation, lundi 21 mai, à l'occasion de la séance inaugurale de la session parlementaire ordinaire, le président Aylwin a renoué avec une tradition interrompue par seize ans de régime militaire. Toutes les autorités politiques, militaires et ecclésiastiques étaient présentes dans le salon d'honneur du Congrès, à l'exception du général Pinochet, qui s'est fait représenter par le vice-commandant en chef de l'armée de terre. Loin de dresser un réquisitoire contre le régime militaire, Patricio Aylwin a une fois de plus invité ses compatriotes à la réconciliation. « Nous nous sommes opposés au gouvernement antérieur », s'est-il tenu à préciser. — (Corresp.)

CHINE : le Japon pourrait refuser d'accueillir le navire « Déesse de la démocratie ». — Le Japon, soumis à de fortes pressions de la part de Pékin, pourrait revenir sur sa décision de laisser accoster le navire-radios « Déesse de la démocratie », qui compte émettre à destination de la Chine. Le secrétaire général du gouvernement nippon, qui avait la semaine dernière fait état de l'accord de Tokyo, a en effet déclaré lundi 21 mai que la décision sera finalement prise au regard des motifs de la visite du bateau, du respect des lois et « d'autres problèmes concrets ». Ce changement fait suite à l'avertissement lancé le 19 mai par le responsable des affaires étrangères du PCC, qui recevait une délégation du PS nippon. — (Reuters)

COLOMBIE : un sénateur libéral assassiné. — Federico Estrada Velez, sénateur, magistrat et ex-ambassadeur de Colombie au Vatican, a été assassiné lundi 21 mai à

Medellin par des inconnus, a annoncé la police. Estrada Velez, qui avait été séquestré le 3 avril dernier à Medellín par le groupe des Extradables, a été mitraillé avec deux de ses gardes du corps. Par ailleurs, la fille et deux petites-filles du président colombien Virgilio Barco ont échappé à un attentat : une charge de 70 kilos de dynamite s'est désamorcée lundi, à proximité d'un collège de Bogota où elles se trouvaient. — (AFP)

SALVADOR : poursuite des négociations en septembre. — La guérilla et le gouvernement ont prévu de poursuivre leurs négociations en septembre prochain, dans le but de mettre fin aux affrontements, bien qu'aucun accord de cessez-le-feu n'ait encore été signé. Un document a été adopté lundi 21 mai, à l'issue d'une rencontre de six jours entre les deux parties, a annoncé le médiateur des Nations unies, M. Alvaro De Soto. Ce texte comprend un calendrier de négociations incluant des projets d'accord sur les forces armées, les droits de l'homme, le système judiciaire, le système électoral, une réforme constitutionnelle, les problèmes économiques et sociaux, et la vérification du processus par les Nations unies. — (AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : douze morts en cinq jours à Welkom

Une ville déchirée par la haine raciale

De retour à Johannesburg au terme d'une tournée de douze jours dans six pays africains, M. Nelson Mandela a fait part de son inquiétude à propos des incidents raciaux de Welkom. « Le massacre d'innocents est inexcusable », a-t-il dit, soulignant « l'incapacité du gouvernement à contrôler la police ».

WELKOM

de notre envoyé spécial

Des carcasses d'automobiles et de camions attaqués aux cocktails Molotov gisaient un peu partout, lundi soir 21 mai, dans les rues de Thabong, la cité noire de Welkom, toujours hermétiquement cernée par la police. De nombreux policiers en civil dans des voitures banalisées patrouillaient discrètement au long des larges artères de la ville blanche dans la nuit de lundi à mardi, tandis que des militaires grimés sur leurs « Caspi », ces véhicules blindés montés sur d'énormes pneus, surveillaient l'approche des puits de mine autour desquels la ville s'est développée.

Le bilan de la flambée de violence qui a embrasé Welkom, cité minière à 280 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg, s'est alourdi. Quatre des quarante blessés ont succombé aux blessures qui leur avaient été infligées par les forces de police, dimanche 20 mai. Un homme a, d'autre part, été piétiné par la foule lorsque la police est intervenue près de la mine de Saaipias, à côté de Virginia, à quelques kilomètres de Welkom.

Dans Thabong même, interdite aux journalistes par la police et les résidents très hostiles, un ancien conseil-

ler municipal a été poignardé puis brûlé lundi dans la journée. Autant de victimes auxquelles s'ajoutent les deux Blancs tués par des mineurs noirs en colère, mercredi 16 mai, et les quatre Noirs tombés sous les balles de la police, dimanche, à Thabong.

Douze morts en cinq jours, dans une cité aujourd'hui déchirée par la haine raciale. L'optimisme était pourtant de rigueur vendredi dernier. Au terme d'une réunion-marathon de quatre heures avec le Conseil de l'union des mines (CMU, syndicat blanc), l'Union nationale des mineurs (NUM, syndicat noir), la Chambre des mines, l'Anglo American, la compagnie propriétaire de la mine President Steyn où le drame a éclaté, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, avait annoncé la création de « structures de travail » impliquant les syndicats et la Chambre des mines pour régler « les différends ». Mais l'espoir suscité par cette rencontre, « historique » pour les responsables syndicaux, retombait brutalement dimanche soir après les effusions de sang. Dans l'après-midi, un meeting au stade de Thabong s'était conduit sur la décision de lever le boycott des commerces des Blancs imposés depuis deux semaines par la communauté noire afin de contraindre les extrémistes blancs à abandonner leurs patrouilles nocturnes. Mais les jeunes et les radicaux de Thabong ne l'ont pas entendu ainsi et ont commencé de manifester leur désapprobation. La répression brutale de la police n'a fait qu'attiser la violence qui couvait. Des scènes d'émotions ont enflammé Thabong quarante-huit heures durant.

« La violence qui déchire la cité noire, les extrémistes blancs ont répondu en se retirant du processus de négociation. « Nous ne parlerons plus à personne. Ni à Adrian Vlok ni à la police », a déclaré M. Hennie Muller, le chef du Mouvement pour la sécurité des Blancs (BSV), précisant qu'il avait décidé de ne plus négocier après la tentative des jeunes Noirs de Thabong de marcher sur Welkom dimanche après-midi. « Nous mobilisons pour protéger les Blancs », a-t-il ajouté en indiquant qu'il avait demandé « un couvre-feu immédiat pour assurer la protection de la communauté blanche de Welkom ». M. Muller a prévenu que les patrouilles nocturnes allaient reprendre afin de dissuader les Noirs de se trouver en ville après le crépuscule.

FREDERIC FRITSCHER

ETHIOPIE

Exécution de douze généraux putschistes

Douze généraux qui avaient participé à une tentative de coup d'Etat contre le président Mengistu Haile Mariam, le 16 mai 1989, ont été exécutés, a annoncé mardi 22 mai le quotidien gouvernemental *Ethiopian Herald*. Deux autres généraux impliqués dans la même tentative ont été condamnés à 15 et 10 ans de prison.

Parmi les exécutés, jugés par le tribunal militaire de la Cour suprême, figurent le général Haile Gebre-Mikael, ancien commandant de l'armée de terre, et

le général Woruk Zuawde, ancien commandant de la police.

La date des exécutions n'a pas été précisée par le quotidien. Le procès de 14 généraux s'était ouvert le 19 décembre. Ils étaient accusés d'avoir tenté de renverser le gouvernement par la force, d'avoir stocké des armes, et d'avoir établi des contacts avec des « bandits » ennemis de la nation, allusion aux rebelles indépendantistes du Front populaire de libération de l'Erythrée. — (AFP)

COTE-D'IVOIRE

La contestation gagne la police

Après les appels du contingent soutenus par une partie des gradés, la contestation a gagné la police, lundi 21 mai à Abidjan, et les autorités font des concessions pour éviter que s'amplifie la vague de protestation.

Refusant de prendre le travail lundi matin, les policiers de la capitale se sont rassemblés dans la cour du commissariat central pour exposer leurs doléances au ministre de la sécurité intérieure. Ils protestent contre leurs conditions de vie, réclament une prime de risque et exigent l'arrêt du prélèvement automatique de la cotisation au parti gouvernemental.

Finalement, une délégation d'entre eux a été reçue par le président Houphouët-Boigny, qui a promis d'examiner leurs plaintes d'ici à

samedi. En fin de journée, les contestataires ont levé les barrières qu'ils avaient dressés aux abords du commissariat mais certains continuaient de manifester, sillonnant à vive allure les artères de la ville à bord de voitures particulières ou de taxis « réquisitionnés » et tirant des coups de feu en l'air.

Au moment de plus vive tension, avant l'entrevue avec le chef de l'Etat, des unités de gendarmerie avaient pris position autour du commissariat. La gendarmerie ivoirienne — qui, avec la garde présidentielle et la milice du parti, forme les sept mille hommes sur lesquels peut compter le régime — est distincte de la police. Celle-ci compte six mille hommes, dont la moitié se trouvent à Abidjan qui compte deux millions d'habitants. — (AFP, Reuters)

GUINEE-BISSAU : le président Vieira repu à l'Élysée. — Le général João Bernardo Vieira, qui fait une visite officielle de trois jours en France, a été reçu lundi 21 mai par M. Mitterrand avec lequel il s'est notamment entretenu du litige entre son pays et le Sénégal après un nouvel incident de frontière (le Monde du 22 mai). M. Mitterrand a incité à la modération et a préché le dialogue, indique-t-on de source française. Il a souhaité que les ministres des affaires étrangères des deux pays en conflit se rencontrent le plus tôt possible pour organiser une entrevue des deux chefs d'Etat, qui pourrait se tenir en marge du prochain sommet franco-africain de La Baule, du 19 au 21 juin prochain.

LIBERIA : les rebelles se seraient emparés du deuxième port du pays. — Les forces rebelles de Charles Taylor qui cherchent à renverser le président Samuel Doe auraient pris le deuxième port du pays, Buchanan, ont rapporté, lundi 21 mai, des voyageurs venant de la région. Ce port situé sur l'Atlantique, à moins de trois heures par la route de la capitale, Monrovia, serait tombé au cours du week-end après deux jours de combats. Selon des sources militaires, il y avait moins de cinquante soldats à Buchanan, où transitait une grande partie des produits exportés par le Liberia. La plupart des hommes avaient été retirés ou avaient déserté, ajoutent-on de même source. — (Reuters)

L'ALBUM 89

PLANTU

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SCIENCES-PO

préparations d'état ou annuelles sur place, et par correspondance
1^{re} et 2^e années - Fil d'AP - 2 centres : Charité (Paris) ou Neilly
87, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 47.22.94.94
47.45.08.18. Enseignement supérieur privé

CEPES

Philippe de Faurisson

Le livre de Faurisson sur le génocide des Juifs

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

et l'histoire de l'antisémitisme

POLITIQUE

Le débat à l'Assemblée nationale

M. Rocard souhaite que l'opposition s'associe à une charte minimale sur l'immigration

Comme l'avait souhaité l'opposition, l'Assemblée nationale discutait, mardi 22 mai, de l'immigration et de l'intégration. M. Michel Rocard devait présenter ses propositions pour une meilleure maîtrise des flux migratoires et une intégration plus efficace des immigrés. Le RPR et l'UDF font des réponses du premier ministre à leurs critiques la condition de leur participation à la table ronde. De son côté, M. Valéry Giscard d'Estaing a fait connaître, lundi, ses propres propositions dans une lettre envoyée à M. Rocard. Il s'y montre favorable à la création d'un commissariat à l'intégration.

Moins de dix jours après avoir manifesté ensemble contre le racisme et l'antisémitisme, les députés se retrouvaient mardi pour débattre de la politique d'immigration et d'intégration. Les récentes déclarations des responsables de l'opposition, particulièrement l'UDF

et RPR, ont montré que la politique avait retrouvé tous ses droits après le sursis prononcé le 14 mai. L'opposition, qui a subi comme une « victoire » le recul du Parti socialiste sur la question du vote des immigrés, ne semble pas avoir l'intention de sacrifier au rite du consensus. M. Hervé de Launay (UDF, Maine-et-Loire) a agité la perspective d'une motion de censure si les réponses de M. Rocard ne répondent pas aux attentes de l'opposition.

Le premier ministre devait intervenir dans le débat deux fois : une première fois après le discours de M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), présentant son rapport d'information sur « l'intégration des immigrés » ; une seconde, en fin de débat, pour répondre aux orateurs. M. Rocard, qui a prévu d'assister à la totalité des débats, devait exposer les deux volets de sa politique : contrôle des flux migratoires, meilleure intégration.

Le débat de censure contre la politique du gouvernement en matière d'immigration (Le Monde du 8 juin 1980). M. Rocard avait déjà affirmé « l'urgence de limiter l'afflux d'étrangers en France, l'impérieux devoir d'offrir à ceux qui vivent en situation régulière sur notre territoire la dignité et la sécurité auxquelles ils ont droit ».

M. Giscard d'Estaing préconise la création d'un commissariat à l'intégration

M. Valéry Giscard d'Estaing a rendu public, lundi 21 mai, sa réponse à la lettre adressée le 12 mai par M. Michel Rocard à tous les dirigeants politiques convoqués à la table ronde qui doit être consacrée au traitement de l'immigration, le 29 mai, à l'Hôtel Maitland.

Le président de l'UDF indique notamment au premier ministre : « Il est, bien entendu, indispensable de disposer des moyens politiques permettant d'appréhender l'importance quantitative de l'immigration clandestine et de ses flux. Il est également indispensable de décider la publication périodique, au moins semestrielle, des chiffres permettant à l'opinion publique de suivre l'évolution de la population étrangère présente sur notre territoire, et de mesurer l'efficacité des mesures prises par le gouvernement. »

L'ancien président de la République ajoute : « La réforme de la procédure d'octroi de l'asile politique devient une priorité. Dépourvue de son objet, elle constitue l'un des principaux supports de l'immigration clandestine. Un simple renforcement des moyens mis à la disposition de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et de la commission de recours ne serait pas adapté à l'ampleur du problème posé, connu de tous. »

Des mesures immédiates devraient être prises pour mettre fin à l'utilisation abusive de cette procédure par des ressortissants de pays signataires de la Convention européenne des droits de l'homme. Tout retard dans la mise en œuvre de cette réforme ne ferait qu'aggraver la situation actuelle. »

M. Giscard d'Estaing souligne encore un point « essentiel », la mise en œuvre d'une politique d'aide au développement dans les pays de départ, « avant de conclure : « Sans méconnaître l'intérêt d'une concertation sur les problèmes de l'immigration, il m'apparaît que le gouvernement dispose déjà d'informations et de moyens qui lui permettent, s'il le veut, de mener concrètement une action efficace de contrôle des flux d'immigration clandestine. »

La réforme de l'Office français de protection des réfugiés

Redonner au droit d'asile sa philosophie d'origine

Les députés ont adopté, lundi 21 mai, le projet de loi modifiant partiellement la loi du 25 juillet 1952 sur l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), présenté au nom du gouvernement par M. Edouard Auloy, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

Le renforcement des moyens budgétaires de l'OFPRA (passés de 52 millions de francs en 1979 à 142 millions en 1980), qui a permis de traiter plus rapidement les dossiers de demandes d'asile par la multiplication des sections (de huit mille à dix mille dossiers par mois), implique la création de nouvelles sections de la commission de recours. Mais le Conseil d'Etat, qui selon les termes de la loi de 1952, doit présider ces sections, n'est pas en mesure de faire face à cette charge. Aussi le projet de loi permet-il d'avoir recours, pour la présidence de ces sections, à des membres de la Cour des comptes, ou des cours administratives d'appel, ayant au moins le grade de conseiller hors classe.

La portée de ce texte avait, toutefois, été considérablement élargie par le Sénat, qui avait introduit plusieurs dispositions tendant à « durcir » les conditions dans lesquelles le droit d'asile pouvait être demandé. M. Jean-Michel Belorgey, lors de sa présentation, mardi dernier, en réunion de groupe, les associations d'aide aux demandeurs d'asile s'en étaient, pour leur part, inquiétées du principe même de cette « assouplissement » et de l'afflux de domiciliations à leur adresse qu'elle ne manquerait pas de provoquer.

En séance publique, le gouvernement et les orateurs socialistes ont donc révoqué par cette disposition, jugée « inconstitutionnelle », en adoptant un amendement de suppression pure et simple de l'article additionnel du Sénat, déposé par MM. Jean-Yves Auzanier (PS, Paris) et Jean-Luc Garrec (PS, Nord). Les assurances

véritables réfugiés. Les députés ont donc rétabli le délai d'un mois (réduit à quinze jours par les sénateurs) pendant lequel le demandeur d'asile peut exercer son droit de recours contre les décisions de l'OFPRA.

Il est également supprimé l'obligation pour le demandeur d'asile d'indiquer un domicile « réel » et d'informer la commission de recours de tout changement, sous peine de déchéance de ses droits. En commission des lois, les députés avaient repris et adopté un amendement de M. Guy Allouche, sénateur socialiste, visant dans le même sens, mais supprimant la notion de « domicile réel », jugée difficilement applicable à une population par définition instable.

Colère de l'opposition

L'amendement de la commission des lois, adopté à l'unanimité, disposait que pour toute demande d'asile devant être examinée par la commission de recours, le demandeur d'asile devait procéder « à une déclaration de domicile qu'il ne pouvait modifier ». Cet amendement avait néanmoins suscité un certain émoi parmi les députés socialistes — dont le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. Jean-Michel Belorgey — lors de sa présentation, mardi dernier, en réunion de groupe. Les associations d'aide aux demandeurs d'asile s'en étaient, pour leur part, inquiétées du principe même de cette « assouplissement » et de l'afflux de domiciliations à leur adresse qu'elle ne manquerait pas de provoquer.

En séance publique, le gouvernement et les orateurs socialistes ont donc révoqué par cette disposition, jugée « inconstitutionnelle », en adoptant un amendement de suppression pure et simple de l'article additionnel du Sénat, déposé par MM. Jean-Yves Auzanier (PS, Paris) et Jean-Luc Garrec (PS, Nord). Les assurances

L'hébergement des étrangers en visite

Le maire de Sartrouville se défend de toute volonté discriminatoire

M. Laurent Wetzel, maire CDS de Sartrouville (50 000 habitants, Yvelines), a annoncé qu'il refusait dorénavant de signer les certificats d'hébergement et les attestations d'accueil pour les étrangers désirant de se rendre en visite privée dans sa commune. Il a pris cette décision afin de lutter contre l'immigration clandestine.

M. Wetzel se défend d'avoir voulu prendre une mesure discriminatoire vis-à-vis des 20 % d'étrangers de sa commune. Son refus de signature ne concerne, souligne-t-il, qu'une catégorie spécifique, les visiteurs hors CEE et les Suisses qui viennent ici en « visite privée de moins de trois mois ».

L'étranger qui se rend en France dans ce cadre doit présenter à la frontière, outre un visa, des garanties de rapatriement ou son billet de retour, la justification de ses moyens

d'existence pendant son séjour, enfin un certificat d'hébergement ou une attestation d'accueil. Ce certificat d'hébergement, comme le prévoit le décret du 27 mai 1982, doit être revêtu du visa du maire de la commune d'accueil, lequel doit vérifier si les capacités d'hébergement présentes par la personne qui, à Sartrouville, sont saines. En cas de doute, le certificat peut être refusé.

Mais depuis les accords de 1983 signés avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, il n'est plus exigé des ressortissants de ces pays qu'une attestation d'accueil. Le maire n'a alors qu'à certifier conforme la signature de ce dernier.

Pour M. Wetzel, ces deux procédures constituent une « véritable pompe aspirante pour l'immigration clandestine ». « On signe, dit-il, des papiers qui alimentent cette immigration. Ils viennent mais on ne sait pas s'ils repartent vraiment dans trois mois ». Et il cite des chiffres : « Près de 300 certificats d'hébergement et 450 attestations d'accueil en

1988 : 430 et 1 000 en 1989 : 600 et 1 200 prévus en 1990. Soit 1 800 étrangers en visite dans ma commune cette année ! »

M. Wetzel se dit étonné du bruit que provoque sa décision. Une décision illégale qui le rend passible, en principe, de poursuites de la part du procureur général de la Cour d'Appel. Mais une décision qu'il n'est pas le seul maire à avoir prise.

« Même M. Rocard... »

En novembre 1989, M. Charles Cray, maire RPR de Chelles (Seine-et-Marne), avait pris une décision similaire. Lundi 21 mai, le maire RPR de Maisons-Laffitte (Yvelines), M. Jacques Myard, a apporté son soutien à celui de Sartrouville en indiquant que, depuis la prise de fonction, en mars 1989, il avait donné pour instruction de vérifier si les capacités d'accueil des personnes présentant un certificat d'hébergement étaient toutes réelles. « Dans neuf cas sur dix, je refuse de signer,

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-88

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-50-30-00
Télécopieur : (1) 49-50-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Date de la société : 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Geneviève Beuve-Méry, M. André Bonafant, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-50-30-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 980 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : nous adresser vos lettres à l'adresse ci-dessus, en indiquant votre nouveau numéro de client.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

كندا من الأصل

POLITIQUE

A l'ordre du jour de l'Assemblée nationale

● **Financement des collèges.** — Les députés ont adopté en seconde lecture, lundi 21 mai, le projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges. Seul le PS a voté pour. Les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre. Le PC s'est abstenu. Les députés ont rétabli la version du texte adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture. Ils ont notamment supprimé la disposition introduite par le Sénat (le Monde du 14 avril) qui prévoyait les conditions dans lesquelles les collectivités locales pouvaient contribuer au financement des établissements secondaires privés sous contrat avec l'Etat. S'exprimant au nom du gouvernement, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, a observé que la question du financement des établissements privés ne pouvait pas être posée « inopinément, à l'occasion d'un projet de caractère technique ».

● **Approbation de traités ou d'accords internationaux.** — Les députés ont adopté, lundi 21 mai, plusieurs accords, conventions ou traités internationaux. Il ont notamment adopté le projet de loi portant approbation d'un accord entre le gouvernement français et l'URSS, relatif à la coopération pour la formation des hommes dans le domaine économique. Il

s'agit notamment de former six mille personnes sur trois ans (cadres, enseignants, étudiants d'écoles de gestion, d'instituts ou d'universités) dans les domaines des relations économiques internationales, du droit international et du droit des affaires, de la gestion financière et bancaire, ou dans les branches agricoles et alimentaires, des techniques du commerce extérieur, du marketing et de la distribution. L'accord prévoit un financement des actions de formation par les pouvoirs publics et par les partenaires engagés dans ces actions (entreprises, banques, chambres de commerce et d'industrie).

Les députés ont également adopté le projet de loi portant ratification d'un protocole relatif à la navigation sur le Rhin ; d'une convention entre le gouvernement français et la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales ; d'un accord de coopération scientifique, technique et culturelle entre le gouvernement français et la République démocratique populaire Lao ; d'un traité sur l'enregistrement international des œuvres audiovisuelles.

P. R.-D.

□ **Le Conseil constitutionnel et le droit au logement.** — Le Conseil constitutionnel a été saisi, le 4 mai, par soixante-treize sénateurs RPR, du projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement. Les sénateurs estiment que « certaines dispositions portent atteinte au principe de libre administration des collectivités locales que protège les articles 34 et 72 de la Constitution ».

Ils contestent également la réintroduction par le gouvernement, en seconde lecture, de deux articles supprimés par l'Assemblée et par le Sénat, « contrairement à l'article 45 de la Constitution ». Le

Conseil constitutionnel doit se prononcer avant le 4 juin.

□ **Le PS veut hâter l'élaboration d'un statut de l'élu.** — M. Marcel Debarge, numéro deux du PS, a demandé, lundi 21 mai, qu'un texte de loi sur le statut de l'élu soit examiné avant la fin de l'année. Il souhaite un véritable « toilettage », ainsi qu'une totale transparence en matière d'indemnisation, et que « les avantages soient officialisés » par les institutions concernées. Le PS propose aussi que le cumul des indemnités ne puisse dépasser « une fois et demie l'indemnité parlementaire de base ».

M. Jacques Chirac, président du RPR, devait être reçu, mardi 22 mai, par le groupe RPR du Sénat. La dernière visite de M. Chirac au palais du Luxembourg remonte au 16 janvier, à l'occasion de la fronde menée par MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, président du groupe sénatorial néo-gaulliste. La victoire du maire de Paris, aux assises du mouvement, le 11 février, n'a cependant pas remis en cause la présidence sénatoriale de M. Pasqua que ce dernier s'est empressé depuis de consolider.

« C'est comme pour les repas de famille où l'on sait que les enfants n'ont pas les mêmes opinions politiques : on parle de tout, sauf de ça », résume un sénateur à propos des réunions du groupe RPR. Pour son président, M. Pasqua, l'alerte avait pourtant été chaude au lendemain des assises du mouvement. Confortés par la victoire de MM. Jacques Chirac et Alain Juppé, certains sénateurs n'avaient pas hésité à remettre en cause publiquement ses méthodes de gestion lors de la réunion du 13 février au cours de laquelle il s'était fait tancer par l'amiral de Gaulle. Sa présence à la tête du groupe avait même été contestée par M. Emmanuel Hamel, sénateur du Rhône (le Monde du 15 février).

Depuis, la situation a sensiblement évolué. Nul aujourd'hui ne conteste plus à M. Pasqua son hégémonie au palais du Luxembourg. Poussant ses piques avec doigté, il en a fait plus que jamais son pré carré. Un territoire que ne lui conteste pratiquement pas la rue de Lille (siège du RPR) pour qui tout ce qui touche peu ou prou le Sénat aurait presque odeur de soufre. Malgré les discours, le contact passe mal entre M. Juppé

M. Chirac devant les sénateurs RPR Le pré carré du président Pasqua

et le groupe sénatorial. Pour preuve, jusqu'au mardi 22 mai, seul M. Arthur Dehaene, secrétaire national chargé des relations avec le Parlement, s'est risqué dans l'ancienne bibliothèque des pairs qui abrite les réunions du groupe, au troisième étage du palais du Luxembourg. « En fait, il n'y a pas de réunions de groupe RPR, il n'y a pas de groupe RPR, il y a seulement un groupe Pasqua. Tout passe par lui », maugrée un de ses détracteurs.

Trois cercles

Autour de M. Pasqua gravitent trois cercles de sénateurs. Il y a d'abord la « garde rapprochée », qui comprend par exemple les représentants des « marches » des Hauts-de-Seine. On trouve ensuite les « torturés » — ou les « apparatchiks » —, également de la région parisienne, qui hésitent entre deux sentiments bien compris : leur fidélité à « Jacques » et leur sympathie pour « Charles ». Vient enfin la grande masse des « clients » qui, comme le confie l'un d'entre eux, président de conseil général, « se sont repliés sur leurs activités locales depuis les assises », et qui — assène un second — « existent par eux-mêmes ». Peu au fait des duels féroces des conseils nationaux, ces derniers sont, en principe, très attachés au maire de Paris. « Remettez Chirac sur son cheval, soit. Mais le priver de selle et de rênes, non », résume cavalièrement un troisième.

Tous les sénateurs ne sont donc pas devenus des fervents supporters du « patron » des Hauts-de-Seine. En ces temps de trêve (ou de paix armée) chacun s'observe du coin de l'œil. Tel « provincial » croit voir « les torturés » « cirer les pompes de Pasqua en réunion ». Tel « tuteur » affirme, la main sur le cœur, qu'un ancien ministre chiraquien trouve maintenant bien des vertus au président du groupe.

Dans l'entourage de ce dernier, on estime que le rapport de forces a ainsi considérablement évolué depuis le vote des assises. « Pasqua obtiendrait maintenant près de 60 % des suffrages », au groupe comme dans l'ensemble du mouvement, y usure-t-on avec conviction. « Intox », répliquent les chiraquiens. « Il y a eu quelques changements mais la majorité des sénateurs reste très « remontée » contre Pasqua. Elle estime avoir avalé suffisamment de couleuvres, notamment avec la pantalonnade de la réélection de Pöhl, et avec le « crime » du 9 janvier (1) », estime l'un d'entre eux.

M. Pasqua reste cependant irremplaçable au Sénat. Après les remous provoqués par la réélection de M. Pöhl, il s'était absenté pendant plus de six semaines. « Pendant cette période, le groupe n'a pas été dirigé, il a été simplement administré », concède un « provincial ». Et même plutôt mal, selon certains, fort critiques sur l'intérim assuré par MM. Josselin de Rohan (Morbihan) et Roger Romani (Paris), ci-devant président du groupe.

Conciliation et dialogue

A son retour, M. Pasqua s'est réinstallé sans difficulté. Il a lentement réinvesti le Sénat sans rien négliger et n'entend pas se priver de l'atout que constitue sa présidence dans sa rivalité avec M. Chirac. Sa pression ne se relâche pas. Ne vient-il pas d'être nommé récemment à la présidence — très stratégique — d'une mission d'information sur la décentralisation ?

Pour élargir son audience au palais du Luxembourg, M. Pasqua a aussi changé son fusil d'épaule. En lieu et place des « coups » qu'il réalisait cet automne, souvent au grand mépris de l'entente cordiale avec ses partenaires de la majorité sénatoriale — dont le RPR — est la composante essentielle (2), —

il a substitué la conciliation et le dialogue avec ses homologues, MM. Daniel Hoefel (Union cent.), Marcel Lucotte (Rép. ind.) et Ernest Cartigny (Rass. dem). Le travail préparatoire mené en commun sur le projet de loi concernant l'extension de la saisine du Conseil constitutionnel est un exemple parmi d'autres de cette volonté de conciliation. Certains sénateurs, à l'approche des élections, y sont sensibles, en particulier ceux dont le sort passe par la conclusion de listes d'union. La paix retrouvée avec leurs alliés leur permet d'envisager le prochain renouvellement avec plus d'optimisme...

Le président du groupe mise également sur son activité pour convaincre. « Les hommes politiques ont horreur du vide. Jusqu'à ces derniers jours, il est incontestable que Charles Pasqua s'est beaucoup plus exprimé que Jacques Chirac », avoue un « torturé ». Un « provincial », pourtant légitimiste, ne cache pas l'inquiétude que lui procure parfois l'omnipotence de l'ancien premier ministre : « S'il ne revient pas dans le coup, c'est sûr, un autre homme se lèvera. » Plus que sceptique devant les dernières prises de position du sénateur des Hauts-de-Seine — notamment en matière d'immigration, — il lui reconnaît cependant une qualité essentielle en politique : « le flair ». « Personne ne se sent mieux en politique que Pasqua », concède-t-il comme à regret. M. Pasqua, pour sa part, n'a pas le temps de parler de son groupe. Il « travaille ».

GILLES PARIS

(1) Le refus de MM. Pasqua et Séguin de signer la synthèse préparée par M. Juppé.

(2) Le groupe RPR compte 90 sénateurs (l'Union chrétienne 88, l'Union des Républicains et des Indépendants 52, et le Rassemblement démocratique et européen 23).

Rompant l'accord avec le PCF

Les socialistes provoquent la démission du conseil municipal de Vierzon

BOURGES

de notre correspondant

M. Jean Rousseau, jusqu'à présent deuxième adjoint (socialiste) au maire (communiste) de Vierzon, a été élu maire, lundi 21 mai, en remplacement de M. Fernand Micouraud, démissionnaire. M. Rousseau, ancien premier secrétaire de la fédération socialiste et ancien député, a été élu par 20 voix (12 PS et 8 socio-professionnels) contre 18 à M. Roger Coulon (PCF) ; il y a eu un bulletin nul (Front national). Dès l'annonce des résultats, les conseillers municipaux communistes ont annoncé leur démission et quitté la salle, applaudis par deux cents à trois cents militants réunis devant l'hôtel de ville à l'appel de leur parti.

M. Micouraud avait rendu public le 20 avril dernier sa décision de quitter ses fonctions de premier adjoint, sous-préfet de la ville de Vierzon, sous-préfecture du Cher comptant quelque trente-cinq mille habitants, administrée depuis 1959 par les communistes. Son retrait à l'âge de soixante-six ans, après trente-sept ans de mandat, dont treize à la tête de la municipalité, ne pouvait être, selon lui, une surprise, car lorsqu'il avait pris de nouveau la tête de la liste d'union de la gauche, en mars 1989, c'était avec l'idée de passer le relais en cours de route au premier adjoint, M. Coulon. Les socialistes, cependant, n'ont pas apprécié que cette intention n'ait pas été, alors, précisée. Le 21 avril, le groupe socialiste, considérant qu'il y a là rupture de contrat, demande l'actualisation des modalités d'alliance PCF-PS fixées en 1989.

Désaveu du secrétariat national du PS

Le même jour, le groupe Arc-en-ciel, qui réunit des socio-professionnels plus ou moins marqués à droite, propose que M. Rousseau présente sa candidature au poste de maire. M. Rousseau fait la sourde oreille à cette proposition, mais le ton monte entre le PCF et le PS, ce dernier revendiquant la faute de premier adjoint. Le PCF répond : « Rien ne sera renégocié ».

Le 7 mai, profitant de la brouille à gauche, M. Max Albizzati, chef de file du groupe Arc-en-ciel,

déclare au PS que « des alliances sont possibles ». Le PS lance au PCF un premier ultimatum pour le 4 mai, repoussé au 15, sans résultat. Le 16 mai, la fédération socialiste, majoritairement fabiusienne au congrès de Rennes, soutient le groupe municipal vierzonnais ; s'il n'y a pas d'accord avec le PCF avant la prochaine réunion du conseil municipal, le 21 mai, le PS présentera son candidat au fauteuil de maire et, en cas de réussite, proposera la démission globale de l'équipe municipale.

Lundi, sous les huées des sympathisants communistes, M. Rousseau a été élu maire, et M. Albizzati premier adjoint. Peu après, dans un communiqué, le secrétaire national du PS a dénoncé « l'attitude de Jean Rousseau, qui est contraire à l'accord national passé lors des élections municipales

de mars 1989 », et annoncé sa traduction devant la commission des conflits. M. Rousseau, qui avait été appelé au téléphone le matin même par M. Marcel Debarge, fabiusien comme lui et numéro deux du PS, n'a pas semblé surpris. « Je regrette cette réaction », a-t-il dit, mais, ayant pris les engagements : nous irons jusqu'au bout. Je conduirai une liste de majorité présidentielle étendue à des hommes en sympathie avec celle-ci, et les Vierzonnais trancheront. »

M. Micouraud a déclaré de son côté : « Nous reprendrons ce qu'ils nous ont volé. » Le ton de la prochaine campagne électorale est donné.

PATRICK MARTINAT

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE

U.F.R. 3^e CYCLE-SCIENCES des ORGANISATIONS 1990 - 1991

DIPLOMES D'ETUDES APPROFONDIES - D.E.A.

101 - POLITIQUE GENERALE DES ORGANISATIONS	Professeur A. COTTA
102 - STRATEGIE ET GESTION COMMERCIALE	Professeur R.-A. THIETART
103 - METHODES SCIENTIFIQUES DE GESTION	Professeur B. ROY
104 - FINANCE	Professeur B. JACQUILLAT
105 - INFORMATIQUE DES ORGANISATIONS	Professeur A. CHECROUN
106 - ECONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	Professeurs J.-M. PARILY et J. METAIS
108 - DECISION, COMMUNICATION, POUVOIR	Professeur L. SFEZ
111 - CONJONCTURE ECONOMIQUE ET PROSPECTIVE	Professeur A. BIENAYME
121 - SOCIOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS	Professeur P. JARNIGOU
122 - DROIT ECONOMIQUE ET SOCIAL	Professeur E. ALFANDARI
123 - TECHNOLOGIE, INNOVATION ET EMPLOI DANS LA STRATEGIE DES ENTREPRISES	Professeur D. BLONDEL
124 - COMPTABILITE - DECISION - CONTROLE	Professeur B. COLASSE
125 - ECONOMIE DU DROIT ET DES INSTITUTIONS	Professeur P. SALIN

DIPLOMES D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES - D.E.S.S.

202 - STRATEGIE, PLANIFICATION, CONTROLE DANS L'ENTREPRISE	Professeur R. DANZIGER
203 - MARCHES FINANCIERS, ET MARCHES DE MATIERES PREMIERES	Professeur R. JACQUILLAT
204 - MARKETING	Professeur B. PIGANOL
206 - TECHNIQUES DE L'INFORMATIQUE DE GESTION, MODELISATION ET DECISION	Professeur P. TOLLIA
208 - LOGISTIQUE ET ORGANISATION COMMERCIALE	J.-J. JUSTEAU, Maître de Conférences
210 - GESTION DES SERVICES DE SANTE	Professeur B. BERLIOZ-HOUIN
212 - AFFAIRES INTERNATIONALES	Professeur Ch. BERTHET
220 - INFORMATIQUE DE GESTION ET BANQUES DE DONNEES	Professeur C. DAVID et Mme COLLETTE, Maître de Conférences
221 - FISCALITE DE L'ENTREPRISE	Mme PAGNY, Maître de Conférences et Professeur R. LAVAUD
224 - GESTION DES ORGANISMES FINANCIERS ET BANCAIRES	Professeur M. NUSSENBAUM
226 - FINANCE D'ENTREPRISE	Professeur D. ROUX
227 - GESTION DES TELECOMMUNICATIONS, DE LA TELEMATIQUE ET DE LA TELEVISION	Professeur R. CASTAGNEDE
228 - ADMINISTRATION FISCALE	Professeur J. CASTA, Maître de Conférences
229 - LES METIERS DE « FORMATEURS-INTERVENANTS »	Professeur M.-C. OURY-GATELHARD
231 - AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DES ORGANISATIONS PUBLIQUES ET PRIVEES	Professeur D. SOULIE
233 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, RELATIONS SOCIALES ET INDUSTRIELLES	H. LENA, Maître de Conférences
234 - INFORMATISATION DES ENTREPRISES	Professeur G. TERNY
235 - GESTION PUBLIQUE	Professeur F. FAGNANI
236 - INNOVATION ET GESTION DE LA TECHNOLOGIE	

DIPLOMES D'ETUDES SUPERIEURES DE L'UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE D.E.S.U.P.


301 - GESTION DES ENTREPRISES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	F. PAGNY, Maître de Conférences
--	---------------------------------

* Sous réserve d'habilitation ministérielle

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS

LES PREINSCRIPTIONS OBLIGATOIRES sont prises à l'UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE du 21 MAI au 29 JUIN (15 JUIN pour la commission d'équivalence)

RENSIGNEMENTS : Bureau D. 407 (4^e étage) - Tél. 45-05-14-10 - Postes 40-03 - 22-72 - MINITEL : 36.15 DAUPHINE



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITE A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel professionnel.

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.

Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

FILIERES D'ADMISSION :

3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - D.E.S.S. - I.C.P. - Titulaires de masters.

Programme de 12 à 14 mois, modulable en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires.

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (metro ligne), 75116 Paris. (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taï Ming - Hong Kong, et aux USA : Phil.

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

15 La crise du transport aérien militaire
Le problème du stationnement à Paris

11 L'enseignement face au racisme
Carpentras après « Carpentras »

CINÉMA

Le palmarès était presque parfait

David Lynch a ravi la palme d'or du 43^e Festival de Cannes

Le décor était sinistre, palmarès en deuil sur fond de l'incertitude et le jury, assis en deux groupes sur la scène, avait l'air d'attendre l'annonce de la victoire de l'un ou l'autre des deux films en compétition. Le palmarès était presque parfait, comme il se doit, équilibré à peine consistant, à peine complet.

La Palme d'or était inévitable : elle est bien trouvée. Pour la deuxième année consécutive (un dernier le président Wim Wenders distinguait *Solo*, *mon amour* et *video*) les jurés, encouragés par Bernardo Bertolucci, ont choisi de récompenser les couronnes confortables, en choisissant *Solo* et *Lulu*, le polar musical sanglant et sophistiqué de David Lynch, auteur de *Blue Velvet* et *Elephant Man*. Exultant sous ses airs de pasteur anglican, Lynch, dans la vie compagne de son interprète Isabella Rossellini, faisait remarquer au délégué général Gilles Jacob pendant le souper de clôture : « Il faut croire aux signes. Roberto Rossellini a reçu la Palme d'or en 1946 pour *Rome ville ouverte*, et moi je suis né en 1946 ».

Sans se l'avouer vraiment, on espérait pourtant que cette palme : elle aurait été à Godard et à sa Nouvelle Vague, à la fois nouvelle en art, et toujours reconquise. L'absence de Godard au palmarès, c'est la confirmation triomphante du mythe de la softitude, de la liberté de Jean-Luc le fou.

Des prix honorables. Celui un

peut précéder dans sa formulation de meilleurs contributeurs artistiques : à Gleg Pasquier (*La Mère*), celui de Krystina Janda, la valencienne Polonoise tournée de *Intérieur*, celui de Richard Bussières, celui du Japonais Kohji Oguri, auteur du hiératique et troublant *Aiguillon de la mort* et du burlesque *Idriss Quedrogo* pour la jolie légende de *Thel*.

Le Prix du jury allait à l'excellent *Hidden Agenda* de Ken Loach, est moins innocent : il peut aider à légitimer dans son propre pays le seul film de la sélection anglaise, véritable bréviaire anti-Thatcher. Quant au Prix d'interprétation masculine, il a été le bonheur de tout le monde, celui de Depardieu remerciait l'équipe de *Requiem* : « Grâce à vous un grand film est passé dans ma vie », celui du public qui a déjà pleuré *Cyrano*.

Enfin le Prix de la mise en scène récompensait *Taxi Blues* de Pavel Lounine, revêtait une importance toute particulière, révélait une ville inconnue, éroce et belle malgré tout, la Moscou d'aujourd'hui, comme on ne l'avait jamais vue ; il saluait la naissance d'un cinéaste nouveau et d'un nouveau cinéma. M. Gorbatchev vient de demander à voir le film.

DANIEL HEYMANN



GERARD RINDEAU

SÉLECTION OFFICIELLE

« La Petite Sirène », de Ron Clements et John Musker ;
« The Comfort of Strangers », de Paul Schrader

Queues de poisson

Un conte de fées, un conte des villes.

La Petite Sirène, celle d'Anderson, n'est pas une innocente : les personnages des contes le sont rarement, mais une gamine dénuée qui veut changer sa queue de poisson en jambes humaines pour séduire le prince Eric qu'elle a sauvé de la noyade. Presque une transmutation en somme. Les studios Walt Disney ont repris cette trame joyeusement immortelle, supprimé la fin triste (la pauvre évanouie à ses sardines après moult souffrances), imaginé une conclusion heureuse, ce qui ajoute encore à la débâcle de ce dessin animé des plus louches intentions.

La sirène Ariel est une Lolita piquante à la chevelure de rêve, le prince, un beau niais. Les animaux sont délicieux, le crabe surtout qui parle en bon nègre dans un film audacieux. Les chansons sont excellentes, nombreuses et les enfants les tré contents. La sorcière transformant une immense pieuvre en poisson, ressemble étonnamment à Jean-Marie Le Pen. Elle connaît une mort affreuse.

La Petite Sirène aurait fait un excellent film de clôture, cumulant ce et plaisir. On a choisi au contraire, pour assez perturbant *The Comfort of Strangers*, de Paul Schrader, sur un scénario de Harold Pinter, d'après le roman de Ian McEwan (*Un bonheur de rien*, Seuil). Paul Schrader est un scénariste de talent, un réalisateur très personnel, au style soigné, éte-

gant, et qui sait composer des films que l'on juge parfois mineurs (*Cal People*) avant de s'apercevoir qu'ils sont obsédants. Il y a deux ans, Schrader avait manqué *Patty* ; cette fois il réussit *The Comfort*, avec une science consommée de la hantise.

Dans Venise, un couple bien improbable, Colin (le beau livrier britannique Rupert Everett) et Marie (Natasha Richardson, bonne fille d'un peu « nature »), s'ennuient, ils sont venus pour faire le point, rompre ou continuer leur histoire. Un soir qu'ils sont perdus dans les rues, ils rencontrent un Vénitien spécial, Roberto (Christopher Walken, terrifiant, un regard à vous flanquer la colique) qui les invite à boire un verre de trop.

Roberto raconte son enfance, peu ordinaire, et le couple incarne ce retour à la normalité. Dans un somptueux palais de Venise, Caroline, son épouse canadienne, On ne vous dira pas pourquoi Caroline a mal au dos, ni les raisons de la sollicitude de Roberto fatal. Jamais le glissement de la réalité ordinaire vers l'horreur, rapin sous l'apparence des choses, n'a été si bien montré. On peut n'être qu'un être délectable à ce éprover une peur délectable à ce *comfort* ou plutôt, ironiquement, ce « Reconfort des étrangers ».

On n'oubliera pas de siffler le mot « masacara » et le petit rôle de Christopher Walken en tête-à-tête avec son Rupert estomacé. Une drôle de clôture, mais assez électrique, donc.

MICHEL BRAUDEAU

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

« Paper Mask », de Christopher Morahan
« Un tricheur endormi », de Beat Lottaz

Identités nationales

D'Angleterre et de Berlin, deux histoires typiques pour terminer la Quinzaine des réalisateurs.

Eviter la banalité de l'universel est la grande qualité de la Quinzaine des réalisateurs, qui s'est terminée sur deux comédies parfaitement typiques. Ainsi *Paper Mask*, de Christopher Morahan, ne peut être que britannique. D'abord, cette histoire d'infirmerie ambitieuse qui prend l'identité d'un médecin mort dans un accident parapsychique avec un humour cynique les feuilletons d'hôpitaux du genre *Jeune médecine* que les Anglo-Saxons adorent.

« Paper Mask sera réussi si l'histoire paraît vraisemblable », déclare Christopher Morahan. Eh bien, grâce à l'improbable enchaînement des péripéties, pourtant rocambolesques, son film est presque réussi. Les personnages n'existent qu'en fonction de l'histoire à raconter. Elle ne vaut pas grand-chose, mais elle est si clairement et habilement

racontée qu'on s'y laisse prendre. Un tricheur endormi, de Beat Lottaz, est un film suisse, tourné et coproduit à Berlin. Il brosse le portrait d'un tricheur assez souvent trait d'un tricheur naïf. Il malchanceux, et finalement naïf. Il est écrivain, plus exactement il écrit et cherche un éditeur. Il n'a pas le courage de se séparer de sa maîtresse qui est peintre. Le film suit nonchalamment les va-et-vient sexuels et sentimentaux des héros. Rien de bien neuf.

L'intérêt réside dans les personnages, vaguement artistes, moitié sincères, moitié frimeurs, et surtout paresseux, qui ne peuvent vivre qu'à Berlin, où tout ce qui touche de près ou de loin à la culture est facilité, ou de loin à la culture est facilité, subventionné. L'Est encore, mais pour combien de temps. Que vont devenir les privilèges de Berlin ? On devient la question, bien sûr, et le film prend l'avance un air de belle époque nostalgique.

COLETTE GODARD

MUSIQUES

Jimmy Giuffrè l'enchanteur

Jimmy Giuffrè, compositeur et clarinettiste aux festivals de jazz d'Amiens et d'Angoulême

« Il y a du Mallarmé chez ce magicien des bibelots sonores », dit de lui Jean-Robert Masson. Seuls les imaginatifs et les rêveurs savent vraiment parler de Jimmy Giuffrè. Il est ce musicien secret, délicat, évanescent, dont la discrétion semble en permanence démentir la capacité d'audace. Plus personne ne s'intéresserait publiquement à lui si André Jaume, saxophoniste, clarinettiste et compositeur de vingt ans plus jeune, ne le faisait. Depuis quelques années, venir en Europe pour des duos très singuliers.

Ce n'est certainement pas à Dallas (Texas), où Jimmy est né en 1921, qu'un pareil sort lui serait réservé, en dépit des idées reçues sur la vraie culture des villes américaines, leurs bibliothèques, leurs concerts et leur savoir-vivre.

Four brothers, cet air rapide qui semble condenser le phrasé du jazz et l'altérité de la création collective (il est écrit pour quatre saxophonistes) son mouvement même, est une composition de Jimmy Giuffrè. A le voir, à l'entendre, modeste et si civilisé, on ne le croirait pas. Mais il suffit de songer à sa véhémence au ténor pour comprendre.

Elève de Dr. Wesley La Violette à Los Angeles, Jimmy Giuffrè aura été, après son séjour chez Woody Herman, le plus prolifique des novateurs de la West Coast. Ses compositions sont reprises par tous les musiciens de Los Angeles. Or, à partir de 1956, il se lance dans des groupes inaccoutumés, sans piano, libérés de contraintes que l'on croyait éternelles, étranges, et sensiblement anticipées, comme s'il saisissait le mouvement des temps à venir. Avant les autres, en compagnie de Paul Bley et Steve Swallow, on peut dire de lui qu'il avait inventé Philippe Carles : « Jimmy joue free ».

Il capte les influences orientales quand elles n'ont pas commencé de rancir. Il se laisse séduire par

l'électronique avant qu'elle ne domine son monde. Et, derrière toutes ses compositions, hantées par une recherche qui ne s'hyérisse jamais et par un goût de sourire qui ne s'affiche pas, on retrouve le son le plus rocailleusement américain, des airs du Texas, une fidélité à l'impossible qui fait chez tout autre compositeur l'objet même du déni de la musique : ainsi, ces traces de style country et ces naïvetés du Middle West que l'on peut entendre dans la *Western Suite*.

De ce point de vue, la coda de *Gotta Dance*, ce thème popularisé jusqu'à l'obsession par le générique du film jazz *On a Summer Day* (1960) est un pur modèle de musique contemporaine, aussi sophistiquée d'écriture que simple à chanter. A l'égal de la distance de Charles Trenet et de Pierre Boulez. Il se nomme *The train and the River* et son étiquette de jazz lui a interdit, en son temps, d'être sur toutes les lèvres. Domage...

Musicien pour musiciens, révolutionnaire aimable, Jimmy Giuffrè n'a pas conquis les foules. Cela ne saurait tarder. Il n'a que soixante-dix ans. Et sa musique semble écrite demain.

FRANCIS MARMADE

► André Jaume et Jimmy Giuffrè

Festival d'Amiens : André Jaume et Jimmy Giuffrè, Mike Westbrook, ONJ (22), Aldo Romano Quartet, Enrico Rava Quartet (23), Egberto Tamez, Didier Lockwood (24), Gérard Marais, Chris McGregor, Trio Allen-McLean-Haden (25), Ray Barreto (26).

Festival d'Angoulême : Christian Escoudé, Didier Lavielle, Steve Kühn (22), Jimmy Giuffrè et André Jaume, Mike Westbrook, ONJ : « Hommage à Jimi Hendrix » (23).

Préavis de grève à l'Orchestre national de Lyon

LYON

de notre bureau régional

En raison du conflit qui les oppose à leur directeur musical Emmanuel Krivine (*le Monde* du 15 mai), les musiciens de l'Orchestre national de Lyon ont décidé ce week-end, par un vote à 80 %, de déposer un préavis de grève illimitée pour les concerts que doit diriger le chef d'orchestre. Ce préavis prendra effet à partir du jeudi 31 mai et du vendredi 1^{er} juin. Ces soirs-là, le grand violoniste Isaac Stern, invité par l'orchestre, doit s'écarter en public et en musique son sixième anniversaire. Le Syndicat national des artistes musiciens (SNA) appelle même l'ensemble des orchestres de France à une grève générale si la ville de Lyon ne revient pas sur sa décision de renouveler le contrat d'Emmanuel Krivine.

Le conflit se durcit alors que le conseil municipal de Lyon vient de voter à l'unanimité les conditions du nouveau contrat de trois ans négocié entre le chef d'orchestre et la municipalité. Les reproches que font les musiciens à leur directeur sur son caractère et ses attitudes que sur ses méthodes de travail semblent trop violents pour qu'ils puissent se satisfaire de la « clause de délicatesse » incluse dans le nouveau contrat.

Pour débloquer la situation, M. Michel Noir a pour la première fois accepté de rencontrer les musiciens, lundi 21 mai. Le maire de Lyon leur a demandé de reconsidérer leur décision sans agiter la menace de dissolution de l'orchestre qu'avait évoquée son adjoint aux affaires culturelles, M. Jacques Oudot, mais en précisant que « si les musiciens ne jouent pas le 31, les choses seront graves ». Les musiciens semblaient satisfaits d'avoir été enfin écoutés. Mais ils tiendront-ils leurs préavis de grève ? Ils doivent se retrouver mercredi soir pour en décider.

PIERRE MOULINIER

Les actions de mécénat se multiplient

En prélude aux Assises internationales du mécénat d'entreprise qu'elle organise pour la dixième fois le 5 juin, l'ADMI (1) a présenté son bilan annuel des entreprises mécènes. Si le nombre d'entreprises mécènes recensées par l'association n'augmente guère - un millier en 1989 comme en 1988 - leurs actions se multiplient, près de 2 000 contre 1 500 en 1988. Une progression qui s'explique notamment par la décentralisation croissante des grands groupes et la diversification de leurs domaines d'intervention. Les PME ne sont pas en reste, qui représentent 45 % de l'échantillon, contre 40 % en 1988.

En l'absence de toute statistique fiable, l'ADMI estime prudemment à plus de 600 millions de francs les sommes consacrées en 1989 au mécénat culturel, à l'ordre des 450 millions de 1988. La répartition des actions par grands domaines confirme la prépondérance des arts plastiques et musées (29,2 % du total) et de la musique (25,4 %) qui drament plus de la moitié des entreprises.

Côté entreprises, le secteur bancaire confirme, avec 22,8 % des opérations menées en 1989, une solide vocation pour le mécénat. Et les assurances (7,2 %) progressent très sensiblement pour atteindre la troisième place, derrière l'agroalimentaire (9 %), secteur dans lequel sont inclus tabacs et alcools.

Toutes ces données nourrissent les débats des X^e Assises internationales, placées sous le thème « Création, liberté, argent », et par conséquent, comme il se doit, par la Fondation Electricité de France. Sept responsables de la culture, des anciens à l'actuel ministre, M. Jack Lang, répondront à la question : « Le mécénat a-t-il besoin d'une politique publique ? ». Sujet d'actualité, au moment où le projet de loi sur les fondations, adopté au Sénat, va venir en discussion à l'Assemblée nationale.

M. C.-I.

(1) Association pour le développement du mécénat industriel et commercial, 116, rue La Boétie, 75008 Paris. Assises internationales, le 5 juin de 9 heures à 19 heures, CNIT Paris-La Défense.

مكتبة من الأصل

CULTURE

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELET THÉÂTRE MUSICAL du PARIS Vendredi 25 mai 12 h 45 Lundi 28 mai 12 h 45 Mercredi 30 mai 12 h 45 (s.a. Valenciennes) Pneul	LES MIDIS MUSICAUX Le 25, Jeunes Chanteurs JUILLIARD SCHOOL POULENC, GOUNOD COPLAND le 28 : Galtzoff PROUVOST Violon BRUNO CANINO Piano SCHUBERT le 30 : Galtzoff PROUVOST Violon BRUNO CANINO Piano Yvan CHIFFOLEAU Violoncelle NAYON, MENDELSSOHN
CHATELET THÉÂTRE MUSICAL du PARIS Dimanche 27 mai 18 heures (s.a. Valenciennes)	Solistes de L'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS SCHUMANN, BRAHMS
CHATELET THÉÂTRE MUSICAL du PARIS Lundi 28 mai (s.a. Valenciennes) G. et C.	ORCHESTRE PHILHARMONIQUE D'OSLO Dir. Mariss JANSONS HAYDN, ALBONNI, CHOSTAKOVITCH
Salle ANDRÉ MARCHAL L.I.L.A. le 24 des Jeudis 47-54-11-51 Lundi 28 mai 12 h 45 (s.a. Valenciennes) Musique	DEUX RECITAUX GISELE MAGNAN piano BARTOK, BEETHOVEN, SCHUMANN
L'AUDITORIUM CHATELET Forum des Halls Mardi 29 mai 19 heures (s.a. Valenciennes) Wagner	RAUL GIMENEZ Ténor SUSANA CARDONOT Piano SCARLATTI, ROSSINI, MOZART
ESLISE ST-JULIEN le-PAYRE Mardi 29 mai 20 h 30 Loc. Tél. 46-34-08-83 (s.a. Valenciennes)	Violoncelle-Piano KHOMITZER DUSSAUT SCHUMANN, BRAHMS, RACHMANINOV
Salle GAVEAU Mardi 29 mai 20 h 30 (s.a. Valenciennes) Wagner	LES LUNDIS MUSICAUX DE GAVEAU DUPUY Violoncelle SCALERA Piano MEYERBEER, ROSSINI, MERCADANTE
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 29 mai 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	« PLEINS FEUX » présentent KATSARIS LES VIRTUOSES DU PHILHARMONIQUE DE BERLIN SCHUBERT, MOZART, BACH

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

ARTS

Du côté de Venise

Les Tiepolo père et fils tiennent la vedette d'une exposition de dessins italiens à l'Ecole des beaux-arts

Depuis quelques années, au printemps, l'Ecole des beaux-arts expose dans sa chapelle, panthéon de moulages et de copies, une partie de ses collections de dessins anciens. Celles-ci sont parmi les plus riches de France et parmi les plus complètes, car le fonds d'origine, constitué de legs et donations, a été complété à la fin du siècle dernier de manière à parvenir à la plus pédagogique exhaustive. L'exposition de cette année rassemble une centaine de feuilles exécutées entre le début du quinzième siècle et la fin du dix-huitième par des artistes vénitiens, qu'ils fussent de naissance ou par hasard.

A vrai dire, le titre choisi, *Dessins vénitiens*, n'est pas d'une irréprochable exactitude. Bien des Vénitiens, et quelques-uns des plus grands, ne figurent pas dans la sélection parce que les Beaux-Arts ne possèdent rien de leur main. C'est le cas des Bellini et de Giorgione. Mais à l'inverse, d'excellents maîtres y figurent parce qu'ils sont passés par la Sérénissime. Ainsi Gentile da Fabriano, qui séjourna dans la République deux ans, et accomplit l'essentiel de son œuvre en Toscane. Ainsi Mantegna, qui n'était vénitien que par son mariage avec Nicolòia Bellini, sœur de Giovanni et Gentile. Ainsi encore Piranesi, qui naquit certes près de Mestre en 1720, mais s'établit à Rome à vingt-cinq ans et y mourut en 1778. Ces « naturalisations » vénitiennes obéissent au désir, légitime en lui-même, d'étoffer la présentation et, si l'histoire y trouve peu son compte, l'œil s'en réjouit car les Piranesi, architectes et personnages en mouvement, sont fort beaux.

Tout naturellement, un Titien, deux Veroneses et un Tintoret sont aux meilleures places dans la salle consacrée au seizième siècle. Le Titien, une étude pour le *Sacrifice d'Abraham* de l'église de la Salute, est l'exemple même du croquis enlevé à la pierre noire et mis au carreau ensuite, afin d'être reporté et agrandi. L'un des Veroneses, croquis de costumes pour une représentation d'*Edipe-Roi*, fut tracé à la plume sur un registre de comptes écrit de la main de l'artiste. C'est un grignotage, mais un grignotage admirable, de la main d'un artiste parvenu à la plus insolente liberté.

De la compagnie de disciples suscitée par ces trois titans, compagnie évidemment fort nombreuse, Jacopo Negretti, autrement dit, Palma le Jeune, se distingue à peu près seul. Il suffit de quatre études pour que la démonstration s'accomplisse : Palma est un virtuose qu'aucun sujet ne désorientait, ni aucun style, du galant suave d'une Vénus qui s'étire au macabre

pathétique d'un saint Sébastien qui se tord de souffrance ou de volupté à chaque flèche. Ses contemporains, Farinati, Maganza, paraissent par comparaison terriblement appliqués.

Palma meurt en 1628. Giambattista Tiepolo naît en 1696. Entre eux, peu de choses, et encore moins d'exaltations. Sans la famille Tiepolo, l'exposition tournerait court. Grâce à eux, le père et ses deux fils, Gian Domenico le brillant et Lorenzo le méthodique, elle finit par une suite de délicieuses acrobaties, caricatures au trait, lavés rembrandtisés de vieillards enturbannés comme des muftis et barbus comme des druides, compositions religieuses et mythologiques d'un étonnant savoir-faire. Rien n'empêche Gian Domenico, Ni de représenter le Père éternel à genoux bénoissant une volée d'anges dans la posture d'un brave homme nourrissant des pigeons dans un jardin public. Ni de figurer l'enlèvement d'une faunesse radieuse par un centaure à la triomphante vigueur. Un satyre estropié se promène avec des béquilles, un autre assied son arrière-train de boue sur le banc d'une auberge de campagne. Ce n'est pas sérieux. L'Arcadie tourne à l'opéra-bouffe, les cieux sont pris de la danse de Saint-Guy, Tiepolo orchestre la sarabande.

PHILIPPE DAGEN

École nationale supérieure des beaux-arts, jusqu'au 15 juillet. L'exposition a donné lieu à un remarquable catalogue, suivi de l'inventaire complet du fonds vénitien des Beaux-Arts. 260 pages, 300 francs.

THÉÂTRE

Fraîcheur finlandaise

Lorsqu'une éleveuse de vaches et un théâtrien en exil décident d'échanger leurs abois

Dans la couvée des pièces de Brecht, *Puntilla* est le drôle de canard. On dirait l'enfant adoptif. Elle a des couleurs plus vives, une brise plus fraîche. Une allure plus décidée. Moins sage, même.

Brecht l'a écrite assez vite, un été de très beau temps, en marge de l'Histoire. Du 27 août au 19 septembre 1940. Il était alors en Finlande, dans une grande vieille demeure entourée de bouleaux. Il a dit plus tard à quel point les parfums des arbres, les musiques du vent, étaient distincts dans cette forêt. Il y avait, juste à côté, une étable, une armée de vaches, un sauna, une petite poste, et tous les autres lieux, animaux et êtres humains, de *Puntilla*.

Une femme hors concours, Hella Wuolijoki, hébergeait, en tout bien tout honneur, le grand Bertolt. Elle était la propriétaire. Brecht a dit qu'elle semblait régler en douceur les affaires du domaine sans jamais tomber dans l'autoritarisme. Cette rare agricultrice était, le soir venu, le lait tiré, auteur dramatique. Quand Brecht lui tomba sur les bras en avril 1940, elle était en train d'écrire une pièce sur un journaliste finnois célèbre, Johan Skelmann. Et c'est elle qui, sur le point d'écrire, cet été-là, une « pièce populaire » devant concourir pour un prix de théâtre, exposa à Brecht le sujet, les figures, les tableaux successifs, de *Maitre Puntilla et son valet Matti*.

Le marché des garçons de ferme, la recherche d'une bouteille de schnaps un jour de fermeture, les fiancées improvisées, puis licen-

ciées, la comédie du sauna, etc., oui, l'ensemble des tableaux et bien sûr la figure de *Puntilla* qui est humain seulement quand il est ivre, car alors il oublie ses intérêts, mais qui, tout de même, « n'est, à jeun, qu'un *Puntilla* avec la gueule de bois », tout cela a été l'invention d'Hella Wuolijoki. Et lorsque Brecht, dans son journal de l'été 40, désigne cette pièce, il l'appelle « la pièce d'Hella ».

Seulement, Hella n'avait pas une idée précise de ce que pouvait être une « pièce populaire ». Brecht non pensait à Aristophane. Il crut la question. Et c'est lui qui montra à sa propriétaire, à sa presque *Puntilla* non alcoolique, comment la pièce devait être « naïve mais non primaire, poétique mais non romantique », comment la poésie « devait être dans les situations, non dans les paroles » — cela quoi que Brecht ait dit que le monologue du baron était un « poème en prose ».

Drôlerie, méchanceté panique

Et c'est ainsi que *Puntilla*, « pièce de Hella », recréée par Brecht, fut tenue, en Finlande, pour « une figure nationale ». Mais elle n'obtint pas le prix. « Parce que bien trop neuve », dit Brecht, tenant à consoler Hella.

Restait à la jouer, cette pièce. Et là, Brecht était très net : « Tout repose sur un certain accent », précisait-il.

Présentant *Maitre Puntilla* à Marseille, dans son Théâtre de la

Crée, Marcel Maréchal paraît bien avoir mis le doigt, si l'on peut dire, sur cet accent. Le *Puntilla* qu'il interprète lui-même n'est ni trop fumeux quand il est ivre, ni trop naturel, ni trop stylisé, c'est ce que voyait Brecht.

Il est irrésistible de drôlerie, de méchanceté, de panique. Les fiancées du village sont intéressantes, attachantes, c'est ce que voyait Brecht. Mais surtout il y a dans ce *Puntilla* réglé par Maréchal, décoré par Nicolas Sire, une fraîcheur de ton, une transparence d'air, une galette nette de dessin et une intelligence amicale des situations qui engendrent une soirée très belle, drôle, songeuse par moments, et chaleureusement conviviale.

Pierre Arditi, le chauffeur Marti, fait front tranquillement aux défillements de *Puntilla*, et il semble que ça s'en va. Le *Puntilla* ivre n'est pas plus buzzaïni, mais plus inconscient et paternaliste que le *Puntilla* dégrisé, et à vrai dire cette orientation pourrait être juste. C'est à se demander si Brecht n'a pas un tant soit peu biséauté les cartes lorsqu'il définissait la pièce.

MICHEL COURNOT

Théâtre national de Marseille-La Crée, jusqu'au 23 juin.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DIAGONALES

VIENT un degré de célébrité, de familiarité, où les grands hommes rejoignent aux yeux de la pitaille, les ancêtres de chacun. Leurs pensées, leurs anecdotes, leurs habitudes, leurs marottes, nous les regardons comme celles d'un grand-père à nous, d'un oncle, qu'il nous dérange de taquiner, de questionner, à la fraîche.

De Gaulle joue ce rôle domestique, outre celui de gloire pour tous. Sur les sujets qui brûlent, sur les démons revenus, on voudrait son avis un peu secret. Dites, oncle Charles, à quoi pensiez-vous en entrant dans le studio de la BBC, le 18 juin, en vous apprêtant à sauter dans l'illégalité, alors que tous vos réflexes devaient vous en retenir ? Le soir même, vous avez dîné au restaurant avec le lieutenant de Covel, mais votre ancien aide de camp ne veut rien révéler de ce repas. Ce n'est pas la petite histoire, cela ; ce n'est pas de la curiosité malsaine pour l'intimité dont, légitimement, vous préservez les droits. Sans un minimum de confiance, de psychologie, c'est notre rapport avec l'histoire qui reste abstrait, absurde, accablant.

CES jours-ci, la question qu'on aimerait poser à l'oncle Charles, c'est : le sort fait aux juifs, vous en pensiez quoi ? Certes, vos propos et vos actes répondent de vos convictions publiques ; mais restent le non-dit, le peu-connu, les semi-lapsus, par quoi se dévoilent les arrière-pensées d'une tradition et d'une culture intérieures. Trois éléments permettent d'en juger.

Il y a eu la phrase fameuse sur le peuple d'Israël « dominateur et sûr de lui », association de termes manifestement reprise des automatismes en usage dans la droite française d'avant guerre. Plus révélatrice encore, il y a cette lettre du 23 mai 1919 dans laquelle le capitaine de Gaulle, en mission auprès de l'armée polonaise, parle à sa mère d'« innombrables (...) détestés à mort de toutes les classes de la société, tous enrichis par la guerre dont ils ont profité sur le dos des Russes, des Bohèmes et des Polonais, et assez disposés à une révolution sociale où ils recueilleraient beaucoup d'argent en échange de quelques mauvais coups ». (Lettres, Notes et Carnets, 1919-juin 1940, Plon éd., p. 28). La mort entre parenthèses n'a pu être déchiffrée sur manuscrit par l'éditeur, mais le reste de la

Oncles

phrase laisse peu de place au doute.

A l'inverse, car il n'y a pas de grands esprits sans contradictions puissantes, le dreyfusisme des de Gaulle ne fait pas de doute. Le père du général, Henri, a perdu son poste d'enseignant au collège Sainte-Genève de Versailles en raison de ses opinions favorables à l'« infortuné capitaine ». Et Maurice Schumann, l'ancien porte-parole de Londres, raconte cette scène savoureuse. Pendant la guerre, entrant dans le bureau du général, il croise un officier qui en sort.

— Vous venez de voir un con, déclare de Gaulle.

— ???

— Il croit que Dreyfus est coupable !

C'était encore l'avis d'un autre officier, Weygand, bien après la seconde guerre mondiale, il ne s'en cachait pas. Comme quoi les préjugés antisémites ne sont pas l'affaire de quolibet intellectuel. Maurras, d'une certaine façon, péchait par excès d'intelligence. C'était du moins l'impression de de Gaulle, également résumée devant Maurice Schumann, dans une formule réussie : « Maurras est devenu fou à force d'avoir raison. » Le passage de la lucidité au délire est sans doute logique, mais pas inévitable : le général en savait quelque chose, lui dont les pressentiments prodigieux n'ont jamais altéré le plus rugueux des bons sens.

LES oncles sont faits pour avoir raison et, l'âge venu, pour se le répéter et s'en désoler.

C'est le cas de Fellini, oncle par excellence. On va voir ses nouveaux films comme on rend une visite familiale, aux fêtes. Les amateurs de nouveauté à tout crin se dispensent de la visite, tant ils savent d'avance ce qu'ils vont entendre. Les plus de quarante ans qui guettent se rendez-vous avec impatience comprennent mal que le soir où sort la dernière œuvre de l'oncle Frédéric on ne fasse plus la queue, comme au temps bérni de la Dolce Vita, *Huit et demi* ou *Le neveu de Daniel* Haymann a parfaitement raconté ici la Voce della luna et

analysé ses thèmes (Le Monde daté 20-21 mai 1990).

Fellini ne se remet pas du crétinisme que la télévision commerciale fait déferler sur l'Occident. De fait, cette fin de siècle aura marqué un recul vertigineux de la vie de l'esprit et du goût. Comment ne pas jeter l'alarme ! Cette même Europe qui lisait Zola et Proust, qui allait voir Strindberg et Giraudoux, qui inventait le cinéma et le surréalisme, la voir se vautrer dans les fêtes du gnochchi et les lotos à toute heure, il y a de quoi avoir le cœur gros !

Je parle d'Europe, car le cri lancé par l'oncle Frédéric vaut pour tout ce cap chéri dont on croyait les inventions immortelles. Quel acharnement suicidaire dans ce saccage, ce piétinement des bibelots de famille ! Giger et Freud disent la stupidité salissante de ce que l'époque nous donne à voir : la Voce della luna montre que notre environnement sonore n'est pas moins envili, lui qui nous pénètre et nous façonne au moins autant que les images, sinon davantage. Le droit au silence, qui est le privilège et la sauvegarde de ce frémissement sacré qu'on appelle l'âme, a volé en éclats. Les « baladeurs » nous enfoncent dans des solitudes artistiques, tandis que des caissons de baffes en forme de bombardiers déversent leurs décharges écorvelantes sur les pistes de danseurs-derviches...

Il fut un temps où ce bout de continent bien tempéré inventait la lune dans les puits, l'Arioste, Dante, Pirandello, où il peignait des anges aux plafonds, où il découvrait la mémoire du côté de Combray, les mots indécis du côté de Dublin, les demi-teintes, les flammes de l'esprit, les musiques célestes... Tout cela pour finir en tenue de majorette, conditionné par de stupides mécanismes marchands de bestiaux, aux accents de fanfares foraines, rotant la bière !

Oncle Charles, que pensez-vous de Carpentras ? Oncle Frédéric, comment évitez la décadence hideuse du Quattrocento aux fêtes du gnochchi ?

Chut, les oncles dorment, jambes en l'air, en bas du peron. A quoi bon les réveiller ? Il faut être bien dans son siècle, sous peine d'être mal dans sa peau. Il faut aimer son temps, sous peine de haïr l'avenir. Telle est la loi.

Orchestre de Paris

BRUNO CAMPANELLA
direction

ENZO DARA
basse

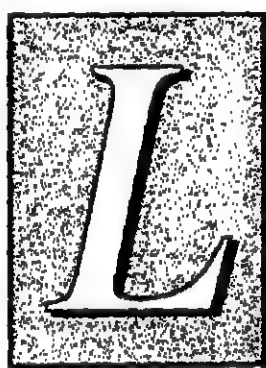
RESPIGHI
VERDI
CIMAROSA

LOCATION ET RENSEIGNEMENTS
NUMERO VERTI 05.42.67.57

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE BERLIN

direction
DANIEL BARENBOIM
Vendredi 1^{er} Juin 20 h 30
WAGNER BRUCKNER
BEETHOVEN SCHUBERT
Salle
renseignements 45.61.06.30 PLEYEL location 45.63.88.73

L'IMPRIMANTE LASER PERSONNELLE CANON LBP-4



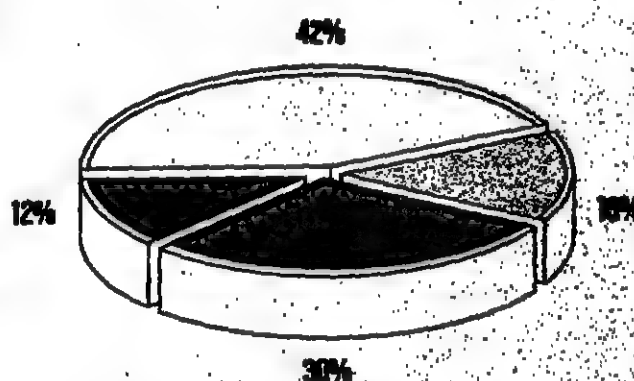
a Canon LBP-4, c'est la plus compacte et la plus polyvalente des imprimantes laser aujourd'hui

disponible. Elle dispose de nombreuses possibilités d'impression, à la fois pour les courriers et pour les graphiques. Elle est dotée de polices de caractères de type vectoriel: ceci lui permet d'imprimer ces caractères dans une infinité de tailles (65,000 tailles de caractères différentes).

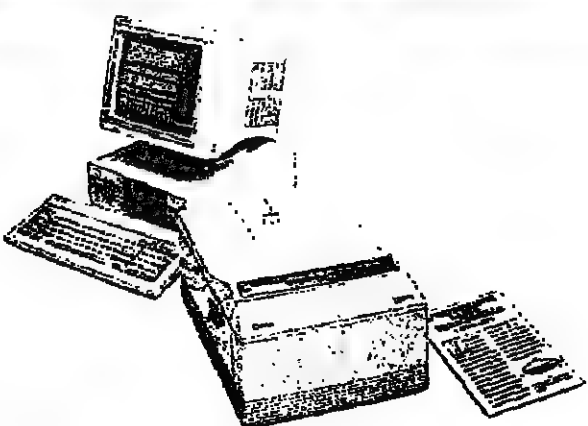
Ainsi, elle apporte aux documents une grande richesse typographique. De plus, afin de personnaliser les documents, la Canon LBP-4 offre une large gamme

d'ornementations (ombrage, détourage, insertion de motifs,...). En ce qui concerne l'entretien, rien de plus simple.

La seule opération consiste à changer la cartouche d'encre. 10 secondes de manipulation toutes les 3000 pages. Seul le leader mondial en matière d'impression à technologie laser pouvait apporter un telle qualité pour un prix aussi attrayant.



La combinaison du mode graphique VDM et des ornementsations permet de produire des graphiques sophistiqués.



Pour recevoir une documentation complète sur la LBP4:

Nom _____ Prénom _____
Société _____ Tél. _____
Adresse _____

Coupon-réponse à renvoyer à Canon France, Département SPI, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex

Canon LBP-4
LA DÉMOCRATISATION DU LASER

SCIENCES • MEDECINE

Mon enfant, mon sang

En France, il est officiellement interdit à des parents de donner leur sang à leur enfant. Des médecins violent les textes réglementaires, d'autres s'insurgent.

PROFESSEUR, chef du service de médecine et de réanimation du nouveau-né aux hospices civils de Strasbourg, le docteur Daniel Willard est plus habitué aux souffrances et aux joies quotidiennes de la néonatalogie qu'à l'obscurité des couloirs de son ministère de tutelle. En décembre dernier pourtant, il s'est personnellement adressé à M. Claude Evvin pour aborder sans détour un problème généralement trop méconnu qui soulève actuellement de vives passions dans les milieux de la transfusion sanguine : comment chez les médecins qui peuvent y être confrontés.

La question posée par le docteur Willard est simple : des parents peuvent-ils faire un don de sang pour leur enfant nouveau-né lorsque l'état de santé de ce dernier nécessite une transfusion et que les règles de la compatibilité sanguine sont respectées ? « En néonatalogie, nous rencontrons de plus en plus fréquemment des parents qui nous font part de leur inquiétude quant aux risques de contamination infectieuse post-transfusionnelle et notamment des risques de transmission sanguine du virus du sida », explique le professeur Willard.



NOE MORATH MARGUIN

Des textes sans ambiguïté

Or, en la matière, les textes sont sans ambiguïté : un tel don, « personnel », est « dirigé » de parent à enfant et est interdit, comme le rappelle, en s'appuyant sur les conclusions de la commission nationale de transfusion sanguine, une circulaire datée du 28 août 1987.

Ce texte, signé du directeur général de la santé et du directeur des hôpitaux, précise notamment : « En aucun cas, les établissements de transfusion sanguine ne sont autorisés à constituer des banques de sang personnalisées et ils doivent refuser toute proposition de don de sang dirigée, à l'exception bien entendu des groupes rares. »

En d'autres termes, si l'on excepte certaines situations parti-

culières (groupes sanguins rares), nul ne peut en France offrir son sang à une personne donnée. Les arguments invoqués par les spécialistes des centres de transfusion sanguine sont de plusieurs ordres. Ils soulignent notamment le caractère obligatoire de l'anonymat, l'un des principes fondamentaux du système transfusionnel français.

« Or cet anonymat n'est pas respecté en cas de greffe d'organe ou de greffe de moelle osseuse prélevée dans la même famille que le malade, explique le professeur Willard. De la même manière, les transfusions sanguines autologues, actuellement largement pratiquées, sont également exceptées à cette règle. » Les transfuseurs mettent également en avant l'impossibilité

qu'il y aurait à exploiter de manière fiable l'interrogatoire préalable au don, cet interrogatoire au cours duquel, depuis l'épidémie de sida, on pose clairement des questions concernant la sexualité et le mode de vie.

On suppose là que, compte tenu de la pression exercée sur l'un ou l'autre parent, voire par d'autres membres de la famille, le donneur potentiel pourrait être amené à dissimuler certains facteurs de risque (homosexualité, partenaires multiples, etc.). « En fait, poursuit le professeur Willard, la situation est radicalement différente si l'on essaie de motiver une famille en faveur du don de sang ou si l'on répond à une demande spontanée. D'autre part, les examens séro-

logiques courants permettent parfaitement d'éliminer le risque de contamination infectieuse. Il reste le risque de contamination par le virus du sida lors de la phase « présérologique » lorsque les tests de dépistage ne permettent pas de mettre en évidence le risque de contamination pour le receveur.

C'est précisément ce risque que craignent les parents lorsqu'on transfuse leur enfant avec un sang qui n'est pas le leur et l'on peut raisonnablement penser qu'ils ne se porteraient pas volontaires s'ils savaient pouvoir être contaminés. »

JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 14

Meilleur accueil pour les drogués

M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a confirmé, samedi 19 mai à Paris lors des journées d'études de l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT), l'intention du gouvernement de doubler la capacité d'accueil des toxicomanes d'ici à 1993.

Au cours de ces journées consacrées à la « toxicomanie au temps du Sida », il a été précisé que la part des toxicomanes chez les malades du sida a passé la barre des 25 % en France. Près d'un million de toxicomanes malades sont actuellement suivis dans le secteur médical. Cette proportion devrait augmenter dans l'avenir car toutes les enquêtes s'accroissent pour estimer que 30 % à 40 % des toxicomanes, soit environ 50 000 personnes, essentiellement héroïnomanes, sont actuellement dépressives. « La prise en charge des toxicomanes contaminés arrivant au stade de la maladie va être un problème majeur des trois années à venir », a déclaré le ministre.

Assainissement budgétaire

Outre les hôpitaux, les structures d'accueil très diversifiées du secteur spécialisé dans la prise en charge des toxicomanes seront fortement sollicitées. Les intervenants en toxicomanie, aux prises depuis toujours avec la précarité de leurs moyens financiers, redoutent cette augmentation des demandes de la part de toxicomanes contaminés par le VIH. Le nombre de lits actuellement disponibles n'excède pas 600 à 700 et il y a déjà des listes d'attente pour l'entrée dans les établissements de post-cure. S'il considère le doublement annoncé des lits comme « une décision pérenne », M. Bernard Fontaine, président de l'ANIT, a cependant estimé « urgent que la situation budgétaire des centres soit assai-

nie et que soit promulgué un décret garantissant à l'ensemble du dispositif un taux directeur au moins égal à celui de l'inflation ». Le financement des centres pour toxicomanes, même lorsqu'ils ont quinze ans d'existence, est en effet toujours considéré comme subvention exceptionnelle. Sur ce point, M. Evvin a plaidé auprès du gouvernement pour « un assainissement budgétaire progressif ». « J'en ai fait un préalable à toute nouvelle création de structure d'accueil », a-t-il affirmé.

En matière de prévention, la peur du sida, conjuguée à la mise en vente libre des seringues (1), a incité de nombreux toxicomanes à modifier leur comportement. Selon une enquête de l'INSERM, 39 % ont renoncé à la voie intraveineuse tandis que 22 % n'échangent plus leurs seringues. Pour les responsables de l'ANIT, c'est la preuve que les toxicomanes peuvent être sensibles à des messages de prévention spécifiques. Toutefois, le ministre de la santé a insisté sur le fait que « la prévention du sida chez les toxicomanes ne peut se réduire à un objet, la seringue, mais doit s'inscrire dans une démarche beaucoup plus globale ». Celle-ci était explicitée dans le programme d'action rendu public récemment par la délégation générale à la lutte contre la drogue. Or l'ANIT a cru y déceler « des aspects pour le moins inquiétants », à savoir « une prépondérance du domaine judiciaire face au domaine médico-social ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

(1) Décidé à titre temporaire en mai 1987 par M. Barrot, cette mesure a été prorogée par M. Evvin en 1989.

Les vieilles lunes du progrès

En un siècle, les chercheurs sont passés de la croyance aveugle dans le progrès à la gestion et à l'organisation de l'imprévu

HUBBLE, ce télescope spatial qui après beaucoup de difficultés vient de transmettre sa première image, et fournira, si tout va bien, une moisson de connaissances nouvelles aux astronomes impatients dans les quinze prochaines années, constitue probablement l'un des exemples les plus frappants de la science triomphante d'aujourd'hui. En moins de quarante ans, l'homme curieux de découvrir l'univers, cloué jusque-là derrière sa lunette ou son télescope, si perfectionné soit-il, a marché sur la Lune, a fait atterrir des robots sur Vénus et sur Mars, et la sonde Voyager a pu voir pratiquement tous les objets lointains du système solaire. Les pouvoirs d'investigation des astronomes se sont considérablement étendus. Avec leurs satellites ou depuis les observatoires au sol, ils auscultent aux rayons X, dans l'infrarouge, dans l'ultraviolet ou dans le rayonnement gamma, des étoiles et des galaxies situées à des milliards d'années-lumière de la Terre, et sont même capables d'en analyser les principaux composants chimiques.

Des inquiétudes aux ministères des Finances

L'univers tout entier paraît à la portée du cerveau, sinon de la main de l'homme. « Et pourtant, nous sommes bien placés pour savoir que le public a toujours peur que le ciel lui tombe sur la tête, lance M. Marcel Golay, directeur de l'Observatoire de Genève. Les gens nous prennent encore souvent pour des astrologues, et nous sommes assaillis de coups de téléphone des que l'on parle d'OVNI dans les gazettes. » Et M. Golay de tracer, graphiques à l'appui, comme tout bon scientifique, un parallèle saisissant entre l'évolution des sciences et celle de la société ces dernières années. « A l'accumulation croissante des données, à la multiplication spectaculaire des publications et des interprétations des grands phénomènes scientifiques correspond, affirme-t-il, une baisse de l'information du public - électeurs comme élus - en matière de science, et une croissance concomitante de la pensée irrationnelle,

des intégrismes religieux, politiques et aussi, souvent, écologiques. » L'astrologue suisse s'exprimait la semaine dernière à Paris devant des scientifiques renommés de onze pays différents, tous « associés étrangers » fraîchement élus à l'Académie des sciences françaises, qui les avait conviés à débattre de « l'avenir de la science ». La « vieille dame » rompaît ainsi avec sa réputation, souvent usurpée, d'immobilisme pour se lancer sans filet dans le tourbillon de l'actualité la plus brûlante. « La sagesse des hommes n'a guère augmenté tandis que leur pouvoir permet, chaque année davantage, de bouleverser l'ordre des choses », disait M. Jean Hamburger, vice-président de l'Académie des sciences, en ouverture de ce colloque. Les progrès de la biologie et de la génétique permettent d'espérer vaincre le sida, le cancer et beaucoup d'autres maladies longtemps jugées incurables, mais ils pourraient aussi permettre de toucher pour la première fois à « l'intégrité de l'homme », selon les termes d'un intervenant, et entraîner des conséquences cauchemardesques pour l'humanité.

Personne ne songe à nier les bienfaits de la science et souligne M. Jean Aubouin, président de l'Académie, la paléontologie nous dit qu'avant son essor, l'espérance de vie était de moins de vingt ans. Aujourd'hui, il est de bon ton de dénoncer les excès du progrès, de prôner le « retour à la nature », et de s'insurger contre une dictature supposée du rationalisme scientifique. Ce qui n'empêche nullement les mêmes critiques de reprocher aux météorologistes d'être incapables de prévoir le temps de manière fiable. « Il arrive de plus en plus souvent que des géophysiciens soient rendus responsables de prévisions erronées » en matière de séismes, d'éruptions volcaniques ou de glissements de terrain, jadis connus comme des coups de sort, s'insurge M. Eugen Seibold, directeur de l'Institut de géologie de l'université de Kiel (RFA).

Les scientifiques sont les premiers à se plaindre de cette pression d'une société gorgée de techniques, et plus soucieuse d'efficacité que de curiosité intellectuelle. De plus en plus, se plaint M. Seibold, « la liberté de la recherche

se voit restreinte, non plus par des inquisiteurs, mais par des ministres des finances ». Il faut, estime-t-il, « faire admettre au public que des pistes nouvelles souvent révolutionnaires apportent davantage - et pas seulement en médecine - que des programmes bureaucratiques, qu'ils soient nationaux ou européens - peut-être un jour la recherche sur le climat et sa prévision devra-t-elle davantage à un Einstein de l'hydrodynamique qu'à la mise en service d'innombrables satellites. » Mais ces derniers n'en restent pas moins indispensables, et, aujourd'hui, le progrès scientifique est de plus en plus dépendant des outils que lui fabrique la technique, souligne M. André Lammotte, chercheur en mécanique et ancien président de l'Université libre de Bruxelles. Des satellites aux ordinateurs géants, en passant par les accélérateurs de particules, les télescopes monumentaux, les microscopes électroniques, ou les « tokamaks », où l'on essaie d'obtenir des réactions de fusion nucléaire, le chercheur n'est plus grand chose sans l'instrument.

La course au gigantisme

Cette évolution a évidemment des effets pervers. Parfois, c'est plus à l'appréhension qu'à l'homme que tient une découverte. Et, alors que Pierre et Marie Curie « bédonnaient » eux-mêmes leurs détecteurs, un physicien moderne doit parfois attendre dix ans qu'une armée d'ingénieurs termine la fabrication d'un nouveau modèle d'accélérateur, ou qu'un astronome, pour tenter de vérifier une théorie. « Comment de jeunes chercheurs peuvent-ils participer de façon créative à des entreprises de ces dimensions ? Comment l'esprit créatif scientifique peut-il être maintenu lorsque le coût énorme et la complexité des grands laboratoires exigent une forte surveillance de l'extérieur et aliénent la responsabilité de physiciens ? », s'interroge Wolfgang Panofsky, directeur honoraire du laboratoire de l'accélérateur linéaire de Stanford (Etats-Unis).

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 14

Sous le haut patronage de
Monsieur François Mitterrand
Président de la République

Monsieur Lionel Jospin
Ministre de l'Éducation nationale,
de la Jeunesse et des Sports

Monsieur Roger Fauriol
Ministre de l'Industrie
et de l'Aménagement du territoire

Monsieur Jack Lang
Ministre de la Culture, de la Communication,
des Grands Travaux et de Statistiques

Monsieur Robert Caron
Ministre de la Recherche
et de la Technologie

et de
Madame Catherine Labourdin
Secrétaire générale du Conseil de l'Europe

"SCIENCES TECH 90"

La plus grande librairie scientifique et technique d'Europe
à la CNIT Paris-La Défense du 28 au 31 mai 1990

COLLOQUE

L'information scientifique et technique : les enjeux d'une décennie

Lundi 28 mai - 10 h : Droits d'auteurs et droits d'éditions dans la perspective du Marché Unique
15 h : L'image et le fait scientifique et technique.

Mardi 29 mai - 10 h : La formation à l'information scientifique et technique
15 h : L'information scientifique et technique dans la révolution de l'intelligence.

Mercredi 30 mai - 10 h : A quoi servent les banques de données ?
15 h : Les relais d'information scientifique et technique de l'entreprise.

Jeudi 31 mai - 10 h : L'information scientifique et technique dans l'Europe de l'Atlantique à l'Oural -
15 h : L'image scientifique et technologique des entreprises à travers leur recrutement, leur publicité, leurs produits, leur mécénat.

Parmi les intervenants : J.-M. Arnold, Jules Verne - J. Asclouze, directeur de recherche au CNRS, conseiller à la Présidence de la République - M. Blazowski, UTC - P. Buffet, Ouestel - M.-C. Dabonne, Cedex - F. Devolaine, CNAM - D. Devèze-Berthet, Paris VII - J.-J. Deluy, IBM Europe - B. Fontaine, ELF Aquitaine - J.-R. Gouze, ARNAB - E. Giffes, Guerbet biomédical - M. Graugis, Livres-Hédo - Z. Goyon, directeur du Palais de la Découverte - P. Kestier, Antenne 2 - M.-J. Hussat, Sciences et Avenir - M. La Fontaine, Thomson - S. Labrousse, CEE - J.-Y. Le Déaut, député, président d'OPCEST - J.-M. Lévy-Leblond, directeur des collections scientifiques au Seuil - M. Loublère, ELF Aquitaine - D. Pigeon, ENS, réalisateur - E. Pissier, Directeur du Livre - A.-Y. Portnoff, Science et Technologie - G. Ponzard, délégué à l'information scientifique et technique au MRT - W. Riblier, SOFRES - J.-L. Robin, Rhône-Poulenc - M. Ronat, Topiques - A. Rouet, Science & Tec - J.-F. Rooge, l'Expansion - C. Simon, Euréka - Y. Simon, chanteur et écrivain - E. Valensi, DRET - C. Weisbuch, Thomson-CSF.

Ces tables rondes se tiendront dans la salle de conférence du hall Marie Curie, niveau -2 du CNIT - Paris La Défense
Inscriptions et informations : Lilia Chausseu ou Raphaël Elmaleh au 40.26.03.03

INFOMART

SCIENCES
TECH 90

SOCIÉTÉ

Face à l'étendue et à la diversité de ses tâches

Le transport aérien militaire manque d'avions et de personnels navigants

A l'heure où le transport aérien militaire, en France, manque d'avions et de personnels navigants pour remplir ses missions en zone sûreté, l'armée de l'air et l'armée de terre, viennent de conclure, au camp de Caylus (Tarn-et-Garonne), les spécialistes de quatre pays européens (les États-Unis, l'Australie, le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) à un séminaire pour y échanger des informations sur la technique des opérations dites aéroportées.

Des avions vieillissants, qu'on fait durer faute d'avoir pu choisir à temps leurs successeurs. Des pilotes et des mécaniciens navigants qui jettent leur uniforme aux orties, parce qu'ils trouvent à s'embaucher ailleurs à meilleur salaire. Un parc aérien dont la gestion quotidienne est si tendue, qu'on peut prévoir le jour où des missions devront être abandonnées par manque de moyens. Sans être alarmante, la situation du transport aérien militaire (TAM) au quarante-cinquième anniversaire de sa création est préoccupante.

Au train où vont l'ensemble de ses avions de transport militaire et l'évolution de ses équipages, la France, dont le TAM étend ses ailes aujourd'hui sur l'ensemble de la planète, risque de n'avoir plus qu'un « successeur » de compagnie aérienne dans son armée de l'air. Bien des personnels du TAM observent, en effet, que M. François Mitterrand utilise désormais de plus en plus fréquemment des avions d'Air France pour ses déplacements officiels à l'étranger, à la différence des autres chefs d'État qui voyagent sur des appareils militaires : il est vrai que le président-directeur général d'Air France, M. Bernard Attali, est aussi le frère du conseiller spécial du président de la République à l'Élysée et que « cet peut expliquer cela », comme le disent des officiers.

Le TAM, c'est cent soixante avions de transport (dont soixante-dix Transall, dix Hercules et quatre DC-8) et cent trente hélicoptères, qui accomplissent en moyenne plus de cent mille heures de vol par an au profit de clients aussi différents que les autorités gouvernementales, les trois armées (y compris « l'environnement » de la dissuasion nucléaire), la gendarmerie, les commandements outre-mer, les actions humanitaires, les missions scientifiques et jusqu'à des opérations clandestines des services secrets français.

Pour servir cette flotte disparate et satisfaire cette clientèle hétérogène, quatre mille deux cents personnes dont le tiers sont des navigants : quatre cent quatre-vingt pilotes d'avions, deux cents pilotes d'hélicoptères, avec à leurs côtés, dans les cabines en vol, des mécaniciens, des spécialistes du renseignement et des convoyeurs de l'air.

Des carrières civiles plus attrayantes

Et c'est là que le bât blesse. Pour les Transall, on recense aujourd'hui un à un et demi équipage par avion et, peut-être, dès l'été prochain, quatre équipages par DC-8, quand le taux est de six à huit équipages par appareil dans les compagnies aériennes. Certains de ces équipages militaires sont absents de leur domicile jusqu'à cent quatre-vingt jours par an, quand ce n'est pas deux cent vingt jours comme ce fut le cas au plus fort de l'opération « Epervier » au Tchad. Conséquence : des navigants, « bahutés » comme ils le disent eux-mêmes, comptent peu de leurs contraintes professionnelles, quittent l'armée de l'air, qui les a formés à grands frais, pour des emplois plus lucratifs dans des compagnies aériennes ou, de surcroît, ils espèrent une perspective de carrière plus attrayante.

En 1992-1993, le « patron » du TAM, le général de division aérienne Claude Lemoine, sait d'ores et déjà

qu'il devra se préparer à une fuite importante dans le civil d'une large partie de ses pilotes ORSA (Officiers de réserve servant en situation d'activité), qui composent la moitié de son contingent total et qui ne renouveleront pas leurs contrats après une quinzaine d'années d'expérience dans l'armée de l'air. Même tendance chez les mécaniciens navigants ou parmi les techniciens au sol, convoités par les industries de l'armement : demain, cet adjudant-chef d'une quarantaine d'années, en service dans les transmissions du PC de Villacoublay (Yvelines), qui s'apprête à troquer sa solde de 12 000 F par mois au profit d'un « job » dans le civil à 20 000 F, auquel s'ajoute sa pension militaire.

Cette érosion du personnel a pour effet, dans l'immédiat, que le TAM commence à manquer de commandants de bord, voire d'instructeurs, pour ses Transall. Or, il faut bien consacrer le tiers des heures de vol à entraîner les équipages.

Autre sujet de préoccupation : les avions du TAM prennent de l'âge et leur relève est loin d'être assurée. Ainsi, quarante-huit des Transall en service devaient disparaître entre 1995 et 1997. On les prolongera jusqu'à l'horizon 2003 en économisant des heures de vol sur leur exploitation opérationnelle et en modernisant leur équipement de radio-navigation. Ainsi encore, les quatre DC-8 devront tenir jusqu'en l'an 2005, sauf pour l'un d'entre eux, d'une génération trop ancienne, qui devra être remplacé par un autre DC-8 de conception plus récente surtout si le gouvernement, comme il en est question, souhaite transformer l'un des trois exemplaires restants en avion Sarrago de guerre électronique.

Pour épargner les cellules de Transall prévues pour voler 550 heures par an quand, en réalité, elles en font actuellement 650, voire 700 pendant l'opération « Epervier », il a été décidé d'acquiescer dix avions-cargos Hercules aux États-Unis (l'armée de l'air en comptait deux de plus) pour des transports

lourds et huit CN-235 à l'Espagne (les besoins sont estimés à vingt-cinq) pour des plus courtes distances.

De même, la flotte des hélicoptères devra être rajeunie. Quinze Eurocopter bimotrices, capables de voler de nuit et de recevoir un canon de 20 mm pour des missions de sûreté dans des zones sensibles, sont en cours d'acquisition. Il en faudrait cinquante à soixante-dix pour remplacer, nombre pour nombre, les vieux hélicoptères Alouette III en service.

Le commandant du TAM ne cache pas qu'il est donc loin du compte, avec des moyens condamnés à décliner, si on lui enjoint de continuer demain à accomplir ce qu'il peut garantir aujourd'hui et qu'il fait chaque jour, à savoir un réseau global de 134 000 km (trois fois et demie le tour de la Terre), l'acheminement de 1 500 passagers et celui de 75 tonnes de fret avec l'ensemble de sa flotte. Si rien ne vient se substituer à son parc qui vieillit, le TAM n'évitera pas une révision drastique, à la baisse, de toutes ses missions.

Il fut un temps où les compagnies civiles pouvaient être appelées à relayer un TAM défaillant, au terme de conventions passées avec le gouvernement. Mais ces textes ont, depuis, été dénoncés par des compagnies réticentes à engager leurs moyens par crainte de la concurrence internationale, qui en profiterait pour les éliminer du trafic, ou par peur de représailles terroristes. Seule subsiste la réquisition d'office de leurs moyens, ce qui est un remède brutal. L'autre solution, préconisée par le TAM, est l'achat de nouveaux avions (comme l'A340-200) ou, dès maintenant, la conception d'un modèle spécialement adapté en d'un modèle spécialement adapté en coopération européenne ou européenne pour en réduire les coûts.

JACQUES ISNARD

Au Conseil de Paris

130 000 places de stationnement seront créées dans la capitale d'ici à l'an 2000

Réuni lundi 21 mai, le Conseil de Paris a approuvé à l'unanimité l'augmentation du nombre de places de stationnement dans la capitale : deux cents par an, pendant trois ans. Les élus du PS souhaitent mille cinq cents places supplémentaires, cette séance du Conseil de Paris a été marquée par un débat houleux entre la majorité municipale et l'opposition à propos des expulsions dans la capitale (le Monde daté 20-21 mai). Enfin, les édiles ont ouvert le dossier du stationnement qui est loin d'être clos.

La Ville de Paris va créer, au cours des dix prochaines années, 130 000 places de stationnement qui se répartiront ainsi : 100 000 dans des garages privés et 30 000 dans des parcs publics. Actuellement, 600 000 places - inégalement réparties dans la capitale - sont offertes aux automobilistes. Résultat : la rue est le garage obligé d'une voiture sur deux immatriculée « 75 ».

C'est M. Jacques Dominati (UDF), adjoint au maire de Paris, qui a la responsabilité de l'épineux dossier du stationnement dans la capitale. Il lui faudra agir vite, car le

nombre de places pour « garer » sa voiture sur la voie publique va être réduit - à terme - de 210 000 à 180 000 pour permettre une plus grande fluidité du trafic, mais aussi la création d'aires de livraison.

Ce pari des 100 000 nouvelles places, réparties dans les garages privés peut-il être gagné ? Dans chaque opération d'aménagement lancée par la Ville, sont pris désormais en compte non seulement les besoins des futurs habitants, mais aussi ceux qui résident à proximité. Les dispositions du plan d'occupation des sols de la capitale tiennent le stationnement à la construction de logements. De 1980 à 1987, par exemple, 60 000 places ont été ainsi mises à la disposition des résidents des nouveaux immeubles. Depuis, le rythme s'est encore accéléré pour passer de 7 000 places par an à 10 000.

A propos des 30 000 places à créer dans les parcs publics souterrains, la mairie a retenu 130 sites (notamment près des grands axes de circulation, des voies piétonnes et des grandes zones d'aménagement) capables d'accueillir 50 000 véhicules. La construction de ces parcs souterrains sera concédée au privé. Le coût des ouvrages nécessaires à la mise en service de 5 000 places est évalué à 1 milliard de francs.

JEAN PERRIN

SCIENCES

Record de plongée sous-marine

Le 6 mai dernier, au large de Cap Bénat (non loin du Lavandou, Var), trois hommes, qui vivaient depuis le 30 avril dans un habitacle pressurisé, sont sortis, pendant quatre heures et onze minutes, dans la mer, à la profondeur de 316 mètres, après avoir quitté le compartiment « humide » du SAGA (sous-marin d'assistance à grande autonomie), construit en

collaboration par un organisme public l'IFREMER (institut français de recherches pour l'exploitation de la mer) et la société marseillaise de travaux sous-marins COMEX (le Monde du 6 septembre 1989). Le précédent record de sortie de plongeurs d'un sous-marin était de 200 mètres de profondeur et avait été établi en 1977.

EUROPE 2 MEILLEUR DES CONCERTS

Gagnez votre place pour Knebworth en écoutant Europe 2

David Bowie, Elton John,
Paul McCartney, Sting, Phil Collins,
Eric Clapton, Pink Floyd,



Mark Knopfler, Cliff Richard,
Status Quo, Tears for Fears,
et quelques autres.....

مكتبة من الأصل

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: > signalisé dans « Le Monde radio-télévision »; □ Film à éviter; ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 22 mai

TF 1

20.35 **Cinéma**: Plus beau que moi tu meurs □ Film franco-italien de Philippe Clair (1982). Avec Aldo Maccione, Philippe Clair, Raymond Pellegrin. Un curé a un frère jumeau voyou, qui, pour échapper à la police, s'en va en Tunisie chez son oncle d'été. Le curé y vient aussi, pour surveiller le frère déguisé. Réalisation et scénario: Aldo Maccione multipliés par deux. Une transposition réussie.

22.30 **Magazine**: Ciel, mon mardi ! De Christophe Deschamps. Invité: Frédéric Mitterrand. Sujets: Les prières; Les rencontres matrimoniales.

0.20 **Journal**: Métro et Bourse.

A 2

20.40 **Cinéma**: Sous le soleil de Satin ■■ Film français de Maurice Pialat (1987). Avec Gérard Depardieu, Sandrine Bonnaire, Maurice Pialat. Un prêtre méditerranéen dans un village du nord de la France. Hanté par le mal, un sentiment d'échec, il s'oppose aux modifications requises. Sa femme, une fille pécheresse, qui se suicide. Le grandeur terrible du roman de Remon de la Roche se retrouve dans la mise en scène de Maurice Pialat. Gérard Depardieu en prêtre désemparé, cherchant désespérément la grâce. Palme d'or du Festival de Cannes 1987.

22.20 **Cinéma**: Les Grands Fiancés □ Film franco-italien de Duccio Tessari (1973). Avec Alain Delon, Richard Conte, Carla Gravina.

0.15 **Informations**: 24 heures sur la 2.

0.30 **Météo**.

0.35 **Magazine**: Du côté de chez Fred. Le groupe des Six.

FR 3

20.35 **Magazine**: La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Thème: « On ne peut pas aller à Carpentras ». Avec le grand rabbin de France, Joseph Struck.

22.15 **Journal**: Métro.

22.45 **Télévision régionale**.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma**: Les Filous ■■ Film américain de Barry Levinson (1987). Avec Richard Dreyfuss, Danny DeVito, Barbara Hershey.

22.20 **Flash d'informations**.

22.25 **Cinéma**: La Main droite du diable ■■ Film franco-belge de Henri Khouri (1988). Avec Dela Winger, Tom Berenger, John Heard (V.O.).

0.25 **Cinéma**: Marquis. ■■ Film franco-belge de Henri Khouri (1988). Avec Dela Winger, Tom Berenger, John Heard (V.O.).

LA 5

20.40 **Cinéma**: Rien ne sert de mourir ■■ Film chinois (Hongkong) de Ringo Lam (1988). Avec Sam Hui, Karl Maka, Sylvia Chang.

22.15 **Série**: China beach.

23.10 **Magazine**: Résumés.

0.00 **Journal**: minuit.

M 6

20.35 **Téléfilm**: On ne joue pas avec le feu. D'Alfred Hitchcock, avec Gary Coleman, Coley Tyson.

22.10 **Magazine**: Ciné 6.

22.35 **Cinéma**: Un parfum d'amour □ Film italien de Paolo Cavara (1974). Avec Agostina Belli, Marc Porel, Tuti Fanni. Après un séjour en Angleterre, un jeune homme ramène dans son petit village de Sicile, il scandalise les habitants et, à la suite d'un quiproquo, est considéré comme un homosexuel. Comédie drôle.

0.15 **Six minutes d'informations**.

LA SEPT

21.00 > Documentaire: Je suis fou, je suis sot, je suis méchant (autobiographie de James Ensor). De Luc de Heusch.

22.00 Documentaire: Comme cinq lions en foire. De Jacques Rivollet.

22.30 **Magazine**: Imagine.

23.00 Documentaire: Histoire parallèle. De Philippe Gendreau.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel méditerranéen. Dossier: L'externe et ses interrogations.

21.30 L'éthique industrielle (redif.).

22.40 Nuits magnétiques. Habiter.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 **Musique**: Coda. Le rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert (jeudi le 21 mai) des Rencontres musicales d'Evry: Quatuor à cordes n° 4 de Bartok; Sonate pour violoncelle et piano n° 1 en ré mineur op. 38, de Brahms; Quintette pour deux violons, alto et deux violoncelles en ut majeur op. 163, D. 958, de Schubert, par le Quatuor Barok et Alain Merlier, violoncelle, Nicolas Angelich, piano.

22.30 La galerie des traditions.

23.07 Club d'archives.

Mercredi 23 mai

TF 1

13.35 **Série**: Police 2000.

14.30 **Club**: Dorothée.

17.00 **Série**: 21 Jump Street.

17.50 **Série**: Hawaii, police d'Etat.

18.45 **Avis de recherche**.

19.50 **Faust**: Santa Barbara.

19.50 **Jeu**: La roue de la fortune.

19.50 **Tirage**: Loto.

19.55 **La bobine**.

20.00 **Journal**: Métro, Bourse, Trafic info et Loto.

20.45 **Variétés**: Scènes de rue.

22.35 **Série**: Les Experts. Avec Rufus, Sophie Landré.

0.15 **Journal**: Métro et Bourse.

0.35 **Série**: Mémoires.

1.00 **TF1 nuit**.

1.35 **Faust**: C'est déjà demain.

1.55 **Info revue**.

2.40 **Téléfilm**: Nous sommes terroristes (1^{re} partie).

3.35 **Série**: Mémoires.

4.00 **Documentaire**: Histoire naturelle.

A 2

13.40 **Eric et toi** et moi (jeu).

13.45 **Série**: L'homme qui tombe à pic.

14.30 **Eric et toi** et moi (jeu).

16.00 **Jeu**: En avant Astrix !

17.00 **Jeu**: Des chiffres et des lettres juniors.

17.25 **Magazine**: Giga.

18.50 **INC**.

18.55 **Jeu**: Dessinez, c'est gagné !

19.30 **Journal**: Métro.

20.10 **Sport**: Football.

Coupe d'Europe des clubs champions (finale): Milan AC-Spartak de Moscou.

En cas de prolongation, les éliminatoires seront retardés d'autant.

22.00 **Magazine**: My 24h est riche.

22.55 **Informations**: 24 heures sur la 2.

23.10 **Météo**.

23.15 **Magazine**: Du côté de chez Fred.

FR 3

13.30 **Magazine**: Montagne (redif.).

14.03 **Magazine**: Carré vert.

14.30 **Jeu**: Cherchez la France.

15.00 **Questions au gouvernement** à l'Assemblée nationale.

17.05 **Magazine**: Une pêche d'enfer.

17.30 **Faust**: Tom Sawyer.

17.55 **Dessin animé**: Météorite.

18.03 **Magazine**: C'est pas juste.

18.30 **Jeu**: Questions pour un champion.

19.00 **Le 19-20** de l'information.

20.05 **Jeu**: La classe.

20.35 **Théâtre**: Les Chaises. Mise en scène de Jean-Claude Bouillon, avec Pierre Dux, Denis Gence.

21.55 **Magazine**: Mille Bravo.

22.15 **Journal**: Métro.

22.40 **Mille Bravo** (jeu).

23.35 **Musique**: Carnet de notes.

CANAL PLUS

13.30 **Téléfilm**: Traffic (1^{re} partie). D'Alfred Hitchcock, avec Bill Paterson, Lindsay Duncan.

15.55 **Téléfilm**: Maître Harold. De Michael Lindsay-Hogg, avec Matthew Broderick, Zelig Macko.

17.25 **Sport**: Cyclisme. Tour d'Italie.

17.50 **Cabou cadin**. Zoro.

En clair jusqu'à 21.00

18.15 **Dessins animés**: Ça cartoon.

19.30 **Top 50**.

19.20 **Magazine**: Nulle part ailleurs.

20.30 **Cinéma** dans les salles.

21.00 **Cinéma**: Protection rapprochée. □ Film américain de Peter Hunt (1988). Avec Charles Bronson, Jill Ireland, Stephen Elliott.

22.25 **Flash d'informations**.

22.30 **Cinéma**: Cher français ■■ Film français de Gérard Mordillat (1988). Avec Luc Thillier, Marius Colucci, Julie Jéquier.

0.05 **Cinéma**: Reanimator hospital ■■ Film américain de Brett Leonard (1988). Avec Jeremy Sisto, Danny Gheesbrouck, Cheryl Ladd.

1.40 **Documentaire**: Tchernobyl en 2 ou le saut d'intolérance. De Roman Sergienko.

LA 5

13.35 **Série**: Barretta.

14.30 **Série**: Solo, brigade des stupés.

15.25 **Série**: Bergerac.

16.40 **Dessins animés**.

17.35 **Magazine**: En route pour l'aventure.

18.00 **Dessins animés**.

18.50 **Journal images**.

19.00 **Magazine**: Reporters.

19.45 **Journal**.

20.30 **Droïtes d'histoires**.

20.40 **Histoires vraies**.

La maîtresse du sénateur, téléfilm de Peter Lenn, avec Lucie Arnaz, Richard Jordan.

22.20 **Débat**: Et la fidélité en 1990... Animé par Gilles Schneider.

23.30 Magazine: Nomades.

0.00 Journal de minuit.

M 6

13.25 **Série**: Cosby show (redif.).

13.55 **Faust**: D'Alfred Hitchcock, avec Glenn Ford, Julie Harris.

14.45 **Téléfilm**: Le droit chemin.

16.10 **Jeu**: Match music.

17.15 **Informations**: M 6 info.

17.25 **Série**: L'homme de fer.

18.15 **Série**: L'ami des bêtes.

18.55 **Série**: Aline et Cathy.

19.25 **Série**: La fête à la maison.

19.54 **Six minutes d'informations**.

20.00 **Série**: Cosby show.

20.35 **Téléfilm**: Coup de grisou. De Walter Doniger, avec Sheryl Ladd, Peter Weller.

22.10 **Série**: Le Saint.

23.05 > Documentaire: Mort d'une tempête. Portrait de Mireia Parrell, terroriste de l'IRA.

0.00 **Six minutes d'informations**.

0.05 **Informations**: Daziboo.

0.10 **Variétés**: Fréquentar.

0.40 **Musique**: Boulevard des clips.

2.00 **Rediffusions**.

LA SEPT

14.30 **Cœurs d'Italien**.

15.00 **Téléfilm**: Vincent et Théo (1^{re} partie). De Robert Altman.

16.45 **Court métrage**: L'amour existe. De Maurice Pialat.

17.05 **Court métrage**: Une histoire d'eau. De François Truffaut et Jean-Luc Godard.

17.20 **Court métrage**: Camille ou la comédie catastrophique. De Jacques Grodau.

18.00 **Cinéma**: Perceval le Gallois ■■ Film français d'Eric Rohmer (1979). Avec Fabrice Luchini, André Dussolier, Pascal Ogier.

20.20 **Messages télévisés de l'Ouest à l'Est**.

21.00 **Téléfilm**: L'homme en papier. De Jacques Grodau.

22.00 **Documentaire**: Kaitex en Chine. De Willy Pierre, Simon Pradins et Solide Arad.

22.30 **Documentaire**: L'âge d'or du cinéma. De John Edwards, David Macey et Bayley Slick.

23.00 **Documentaire**: la Musée d'Orsay (1). De Pierre Durney.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Antiques**. Une heure à Thessalonique, avec Vassilios Vassiliou.

21.30 **Correspondances**. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.

22.00 **Communauté des radios publiques de langue française**.

22.40 **Nuits magnétiques**. Habiter.

0.05 **Du jour au lendemain**.

0.50 **Musique**: Coda. Rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Concert** (en direct des Rencontres musicales d'Evry): Concerto pour clarinette et orchestre en la majeur K 622, de Mozart; Concerto pour piano et orchestre en ré majeur op. 73, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la Philharmonie de Paris, dir. : Otto Werner Mueller; sol.: Paul Meyer, clarinette, Gary Graffman, piano.

23.07 **Jazz club**. En direct du Jazz-club Lionel Hampton à Paris: André Coccozelli (piano), Jean-Marc Jafet (basse), Thierry Eliez (clavier).

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Maurice SOUSSAN sont heureux de faire part de la naissance de leur neuvième et dixième petits-enfants.

Julia et Marion, chez Claude et Chantal SOUSSAN. Paris, le 2 avril 1990.

Décès

Le président du groupe GIRA-David REED, le conseil d'administration de GIRA, l'équipe de direction, et tous les collaborateurs de GIRA, ont la tristesse de faire part du décès de M. Jacques BELAY, président-fondateur, survenu subitement le 20 mai 1990, dans sa cinquante et unième année.

La messe sera célébrée en l'église Saint-Benoît de Grilly (Ain), le mercredi 23 mai, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Grilly (Ain), à l'issue de la cérémonie.

Frédéric, Annie et Harold Bridgman, Gisette Nogum, Jeanne-Marie Mounier, ont la tristesse de faire part du décès de Nannie BRIDGMAN, ancien conservateur à la Bibliothèque nationale, à Paris, le 2 mai 1990.

M. et M^{me} Michel et Laure Dugest-hoff, Chloé et Julie, M. et M^{me} François et Corinne Thibord, Guillaume, Marion et Thomas, M. et M^{me} Philippe et Emmanuelle Peire, Alexandra et Sophie, M. et M^{me} Dominique et Claudine Desjardins, Elia et Marc, M. et M^{me} Eugène Cloutour, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ses beaux-parents, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} James CLOUTOUR, née Yvette Géraud, directrice honoraire d'Ecole normale, officier dans l'Ordre des Palmes académiques, survenue le 19 mai 1990, à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans, au terme d'une longue épreuve.

Le deuil se réunira le mercredi 23 mai, à 10 h 30, en l'église d'Orléans-Mer (Vendée).

1 bis rue Morney, 75004 Paris, « La Forgerie », route de la Forêt, 85340 Orléans-sur-Mer.

M. et M^{me} Dominique et Claudine Desjardins, Elia et Marc, M. et M^{me} Eugène Cloutour, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ses beaux-parents, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} James CLOUTOUR, née Yvette Géraud, directrice honoraire d'Ecole normale, officier dans l'Ordre des Palmes académiques, survenue le 19 mai 1990, à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans, au terme d'une longue épreuve.

Le deuil se réunira le mercredi 23 mai, à 10 h 30, en l'église d'Orléans-Mer (Vendée).

1 bis rue Morney, 75004 Paris, « La Forgerie », route de la Forêt, 85340 Orléans-sur-Mer.

M. et M^{me} Dominique et Claudine Desjardins, Elia et Marc, M. et M^{me} Eugène Cloutour, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ses beaux-parents, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} James CLOUTOUR, née Yvette Géraud, directrice honoraire d'Ecole normale, officier dans l'Ordre des Palmes académiques, survenue le 19 mai 1990, à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans, au terme d'une longue épreuve.

Le deuil se réunira le mercredi 23 mai, à 10 h 30, en l'église d'Orléans-Mer (Vendée).

1 bis rue Morney, 75004 Paris, « La Forgerie », route de la Forêt, 85340 Orléans-sur-Mer.

M. et M^{me} Dominique et Claudine Desjardins, Elia et Marc, M. et M^{me} Eugène Cloutour, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ses beaux-parents, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} James CLOUTOUR, née Yvette Géraud, directrice honoraire d'Ecole normale, officier dans l'Ordre des Palmes académiques, survenue le 19 mai 1990, à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans, au terme d'une longue épreuve.

Le deuil se réunira le mercredi 23 mai, à 10 h 30, en l'église d'Orléans-Mer (Vendée).

1 bis rue Morney, 75004 Paris, « La Forgerie », route de la Forêt, 85340 Orléans-sur-Mer.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5265

1 2 3 4 5 6 7 8 9

1. Mot souvent le main au porte-fa... 2. Du feu sur la glace. Va de la bouteille au verre. 3. Pour le repos du p... 4. Pour le repos du p... 5. Pour le repos du p... 6. Pour le repos du p... 7. Pour le repos du p... 8. Pour le repos du p... 9. Pour le repos du p...

Solution du problème n° 5264

Horizontalement

I. Des contes et des fables. II. Bonne à entendre ou bien mauvais à vivre. Apporte de la machine à grasse. III. N'apporte aucun changement. Pronom. IV. Est souvent de glace. Perd, à plusieurs reprises, un peu de lui-même. V. Moyen d'obtention. Fille du fondateur de Thibaud. VI. Ont de grands espoirs. Possessif. VII. Son sol s'est épaissi. Permet de ne pas repartir les mains vides. VIII. Interjection. Fait des propositions. IX. Est de bois. Poussait à se battre. X. On y taille.

Verticalement

I. Inversés. II. Nouvelles. III. Levain. IV. Est. Aïné. V. Ruse. VI. Vues. Maso. VII. Usées. VIII. Esse. Upes. IX. Wiener. X. Et. Sens. XI. Raves. Sée.

1. Interviewer. 2. Nô. Sou. She. 3. Vultures. 4. Eve. Essence. 5. Réva. 6. Salmouers. 7. Elle. Aspies. 8. Sennes. Aine. 9. Ors. Se.

GUY BROUTY

Audience TV du 21 mai 1990 BAROMÈTRE de l'AGENDA

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44,3	Rose Fortuna	Fest. Cannes	Actual. région	Nulle part	Pub	Cathy et Aline
		14,3	5,4	18,1	1,8	3,3	3,2
19 h 45	61,7	Rose Fortuna	Fest. Cannes	19-20 Infos	Nulle part	Journal	Rose Melson
		24,9	8,4	8,0	3,4	2,8	3,9
20 h 16	63,1	Journal	Journal	La Classe	Nulle part	Journal	Cosby Show
		27,2	13,4	10,2	3,1	5,8	3,7
20 h 55	65,1	Ches. à mort	Coupe Cour	Belle file	Baby boom	Uniforme	Annie Mid.
		28,3	10,2	16,8	3,0	8,0	3,9
21 h 05	69,5	Ches. à mort	Coupe cour	Belle file	Baby boom	Pub	Annie Mid.
		24,3	9,5	16,9	3,1	3,3	4,8
22 h 05	69,5	Révis exode	Vos vingt ans	Sol 3	Lundi Sport	Vendredi 13	Splendeurs...
		11,3	3,0	5,0	1,2	3,9	2,0
22 h 44	28,9						

مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ

21 Économie • 100 personnes en 1989
22 Technologies
23 La conférence de Bergen sur l'environnement

32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

BILLET

Savoir désinvestir

Le groupe français BSN, deuxième producteur mondial de biscuits après le britannique United Biscuits, va mettre en vente ses activités dans ce secteur aux États-Unis pour se concentrer sur d'autres marchés en forte expansion. En rachetant en 1988 la Générale Biscuit, dirigée par M. Claude-Noël Martin, BSN avait trouvé dans la coquille un ensemble de sociétés biscuitières américaines acquises par M. Martin au fil des années. En 1980, c'était Barry, filiale du géant Quaker Oats, puis, en 1982, Salerno, propriété d'un autre géant Nabisco et, enfin, en 1983 Mothers' Cake, deuxième fabricant de Californie.

Pour M. Claude-Noël Martin, ces acquisitions constituaient une excellente tête de pont sur un marché énorme et moins sophistiqué qu'en Europe; et son groupe y avait sa chance, de même que l'eau Perrier et le yaourt Dannon de BSN. Mais, aujourd'hui, ces trois filiales, avec un chiffre d'affaires de 200 millions de dollars (1,1 milliard de francs) ne couvrent que 5,7 % du marché américain, loin derrière Nabisco, United Biscuits et Pillsbury Mill's. C'est trop peu pour BSN qui, habituellement, veut être le numéro un ou le numéro deux sur ses marchés et, de plus, juge totalement prohibitif le prix d'une acquisition aux États-Unis pour y occuper une position significative.

En fait, BSN a décidé de négocier délibérément le continent américain, mis à part les produits faits avec sa filiale Dannon, pour accélérer ses investissements en Europe, dans les pays de l'Est et en Asie (Inde, Singapour, Malaisie, Hong-Kong), zones considérées comme beaucoup plus prometteuses.

Sa décision de désinvestir est donc logique, mais elle est peu habituelle. La plupart des Européens se ruent aux États-Unis pour s'y disputer des morceaux du gâteau américain. Pour BSN, ce n'est pas un échec. Ce fut le cas pour les frères Willot, obligés de céder la chaîne de distribution Korvetz ou lorsque Renault dut abandonner American Motors. C'est un constat rationnel et un choix délibéré, dans une stratégie mondiale.

F. R.

Cent mille habitants de moins à Marseille ?

Selon des chiffres encore officieux, la population de Marseille ne dépasserait pas 780 000 habitants d'après les résultats du dernier recensement. Si cette information se confirme, cela signifiera que la ville - comme beaucoup de grandes agglomérations - a perdu quelque cent mille âmes entre 1982 (873 623 habitants) et 1989. En fait, l'hémorragie est continue depuis 1975 : à l'époque, on avait dénombré 908 800 Marseillais. Les arrondissements les plus affectés par cette baisse de la population sont ceux du centre-ville (1^{er} et 2^e arrondissements), ainsi que les quartiers nord (13^e, 14^e et 15^e arrondissements).

Une nouvelle politique méditerranéenne

La Commission européenne propose de doubler l'aide aux pays du Sud

La Commission européenne s'appuie à proposer aux États membres de faire plus que doubler l'aide quinquennale aux douze pays tiers méditerranéens (PTM) avec lesquels elle entretient des relations contractuelles.

BRUXELLES

Communautés européennes de notre correspondant.

« La Méditerranée est une bombe à retardement », s'exclame un collaborateur de M. Abel Matutes, le commissaire responsable. La dégradation de la situation économique dans la plupart des pays de la Méditerranée méridionale et orientale, alors que l'Europe renoue avec la prospérité, menace gravement, selon Bruxelles, la sécurité dans la Communauté.

Celle-ci a donc un intérêt majeur à appuyer, avec des moyens accrus, le mouvement de libéralisation économique et de démocratisation engagé par la plupart de ces pays. C'est donc un nouveau cri d'alarme que la commission Delors adresse aux Douze en les invitant à pratiquer d'urgence une politique méditerranéenne renforcée.

L'enjeu est également commercial puisque les pays tiers méditerranéens (PTM) occupent la troisième place parmi les clients de la CEE (quatrième fournisseur), celle-ci y bénéficiant d'un excédent de 5,4 milliards d'euros (37,8 milliards de francs) comparable à celui obtenu vis-à-vis de l'Asie.

La Communauté a conclu des accords de coopération avec douze des quatorze pays du pourtour méditerranéen (manquant l'Algérie et la Libye). Les protocoles financiers

quinquennaux passés avec huit pays du Maghreb et du Machrek (l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Syrie) viennent à expiration le 31 octobre 1991. La commission propose que les subventions à ces huit pays bondissent de 615 millions d'euros (4,3 milliards de francs) pour la période 1986-1991 à 1,425 milliard d'euros, soit près de 10 milliards de francs au cours des cinq années suivantes (1992-1996). De même, les prêts consentis par la Banque européenne d'investissement (BEI), toujours dans le cadre des protocoles, passeraient de 1 milliard d'euros à 1,4 milliard (de 7 à 9,3 milliards de francs).

Une partie des subventions (825 millions d'euros sur les 1,425 milliard d'euros) servirait à financer des projets de développe-

ment (visant prioritairement une plus grande autosuffisance alimentaire). Mais, innovation par rapport aux précédents protocoles, un montant important, 600 millions d'euros, soit 4,2 milliards de francs, devrait être utilisé à appuyer les réformes économiques mises en œuvre par les gouvernements du Maghreb et du Machrek, qui imposent des disciplines « extrêmement lourdes ».

A l'échelon régional, la commission propose de consacrer 420 millions d'euros (2,9 milliards de francs) à des actions de promotion de l'investissement (en élargissant notamment la création d'entreprises par des immigrés dans leur pays d'origine), mais aussi, et de façon prioritaire, à la protection de l'environnement.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Accord des Douze sur l'énergie

Les douze pays de la CEE ont fait un premier pas vers un marché commun de l'énergie, le 21 mai à Bruxelles, en légalisant le transit transfrontalier d'électricité et en rendant les prix énergétiques plus transparents, à-t-on appris de sources diplomatiques.

Les Douze ont par ailleurs voté une enveloppe d'environ 700 millions d'euros (4,8 milliards de francs) pour promouvoir d'ici à 1994 les économies d'énergie et la production d'énergies renouvelables, de combustibles solides et d'hydrocarbures (programme « Thermie »). Aux termes de l'accord européen, une compagnie

d'électricité pourra emprunter le réseau haute tension d'un pays de la CEE pour fournir son électricité à un distributeur (mais pas directement à un client) d'un autre pays du Marché commun. L'existence de ce droit de transit est aujourd'hui largement reconnue dans les faits, mais l'absence de dispositions légales a permis à l'Espagne d'empêcher jusqu'à l'an dernier EDF d'approvisionner le Portugal. Les Douze ne sont cependant pas parvenus à étendre ce droit de transit au gaz, en raison de l'opposition de la RFA, des Pays-Bas et de l'Espagne.

Dans le dictionnaire de l'Académie française

La Télécarte immortalisée

C'est la consécration pour la Télécarte : six ans après son apparition, elle fait son entrée dans le dictionnaire de l'Académie française... la gloire pour ce petit rectangle de plastique enrichi d'une puce électronique, inventée par un Français, qui a su allier l'utilité à l'agréable : prometteur au rang d'œuvre d'art, les collectionneurs se la disputent dans le monde entier.

Une étoile est née. Alors que s'éteignent les derniers feux du Festival de Cannes, une jeune vedette voit son succès couronné : la Télécarte, choisie par les Immortels pour figurer dans leur dictionnaire. Avec la définition suivante : « Carte pourvue d'un dispositif électronique et conçue pour permettre le paiement des télécommunications ».

Les académiciens consacrent ainsi une réussite commerciale et, avant elle, l'idée d'un inventeur français, Roland Moreno, père de la « carte à puce », dont l'application la plus célèbre est aujourd'hui la carte bancaire. Car c'est elle qui a sauvé le parc français de cabines téléphoniques, cible privilégiée des vandales qui les cassaient pour voler des pièces : énorme butin car l'équivalent de l'ensemble des pièces de 20 centimes en circulation en France transitait une fois par an dans les téléphones publics.

Les casseroles faisaient des ravages : en 1985, une cabine sur dix était en déréglage, 7 % des mises hors service dépassant quatre jours. Mise en concurrence avec la carte à puce magnétique (que l'on n'aurait jamais pu porter dans la même poche que son trousseau de clés) et la carte holographique, la carte à puce est retenue pour sa sécurité. Elle est produite par Bull, Schlumberger et Solaire (filiale de Sigeo). Sa sortie s'accompagne du lancement d'un programme d'installation de nouveaux publicphones : de 7 500 en 1985, le nombre de nouvelles cabines est monté à 13 400 l'année suivante pour s'élever à 55 000 à la fin 1989.

En d'autres termes : un publicphone sur trois fonctionne aujourd'hui avec une carte. L'effet a été immédiat : le taux de déréglage a été divisé par dix en quatre ans et les Français ont perdu une de leurs causes favorites de mécontentement : aujourd'hui, ils sont 78 % à se déclarer satisfaits de leur cabine. Ils ont donc l'an passé un milliard d'appels... Les usagers téléphonent plus longuement de

leur cabine, le temps que leur carte de 50 unités (voire 120) s'épuise.

Le succès est tel auprès de la clientèle que le nombre de cartes vendues s'est envolé : de deux millions en 1985, on est passé à 17 millions en 1987 et à... 43 l'an passé. On s'achemine doucement



vers le chiffre d'une carte par habitant et par an ! Car, à l'instar du Minitel, France Telecom a mis les chances de succès de son côté : il a choisi de ne faire payer au consommateur que le coût des unités de téléphone contenues dans la carte. Au début, on l'a accusé de se constituer ainsi une avance sur trésorerie à peu de frais. Finalement, le temps moyen d'utilisation par l'utilisateur étant de deux mois, on s'entend plus que rarement ce reproche.

Objet de collection

Là commence une deuxième aventure : celle qui permet à M. Tout-le-monde de porter un objet de collection dans sa poche. Le parti pris tarifaire de France Telecom lui faisait supporter le coût de fabrication de la télécarte : 8 voire 10 francs au début (4 francs aujourd'hui)... un des cadres de cette maison rapporta du Japon l'idée de vendre la Télécarte comme espace publicitaire... le

tarif est dégressif : pour une série de 3 millions, il faut compter 1 franc par carte. Dès lors, elles changent de « look » et de carte de plastique banal rayé aux couleurs de France Telecom (le bleu et le blanc, ce qui leur valut le surnom de « carte pyjama »), elles deviennent prétexte à expression artistique : on dénombre ainsi 500 cartes différentes sur les 100 millions d'unités déjà vendues. Parfois, elles sont magnifiques, comme l'une des dernières nées, un autoportrait de Van Gogh... De Manoukian à Cacharel en passant par Biotherm, pour ne parler que des noms les plus familiers, de nombreuses entreprises ont compris l'intérêt de cette formule.

Alors que les premières séries étaient tirées en nombre limité, aujourd'hui le minimum est de 500 000 cartes. Le Van Gogh a atteint le million de cartes et la carte commémorant l'entrée dans le dictionnaire, illustrée par Balzac, le sera à 4 millions, le plus gros tirage jamais atteint.

Intéressés puis séduits par leurs télécartes, les consommateurs français furent alors atteints du syndrome qui sévissait déjà au Japon : la télécartomania. Ils se mirent brusquement à les collectionner, recherchant fébrilement les plus rares (en général les premières), à se les échanger... de fil en aiguille, les cartes ont eu des prix, des catalogues ont été édités, des ventes aux enchères organisées (trois à Paris en quelques semaines), un salon... les prix dépassent les dix mille francs : une certaine carte de vœux, bleu marine, signée de l'ancien ministre des PTT, M. Gérard Longuet, et tirée à quarante exemplaires est tout particulièrement prisée... Au Japon, comme la valeur de la carte (magnétique) est plus grande si elle n'a pas servi, les consommateurs les achètent par deux : la première rejoint immédiatement leur collection, la seconde sert... à téléphoner.

Si France Telecom ne fait rien pour encourager cette nouvelle manie - qu'elle observe avec un certain amusement - d'autres opérateurs de téléphone y participent pleinement : au premier salon international, qui se tenait il y a quinze jours à Paris, Telecom Australia proposait un service collection pour les cartes qu'elle émet : albums pour les ranger, catalogues... bref tout l'attirail du parfait collectionneur. Il est fréquent de déplorer le lent recul du courrier au bénéfice du téléphone. La Télécarte, héritière du timbre ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

Re chute du commerce extérieur français

Les résultats du commerce extérieur français se sont dégradés en avril 1990 par rapport aux mois précédents, avec un déficit de 4,311 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières, après 1,057 milliard (chiffre corrigé en légère hausse) en mars et 1,116 milliard en février, a annoncé mardi 22 mai le ministère du commerce extérieur.

Moins bons que ceux de mars, les résultats du commerce extérieur d'avril ne remettent pas en cause la tendance à l'amélioration constatée depuis le début de l'année. Le déficit cumulé depuis janvier s'établit à 6,66 milliards de francs CVS (1,2 en données brutes), soit un déficit mensuel moyen de 1,66 milliard, chiffres assez nettement inférieurs à ce qui était constaté l'an dernier durant la même période (8,58 milliards de déficit cumulé et 2,15 milliards de déficit mensuel moyen). L'an dernier également, le déficit du mois d'avril avait été plus fort que celui du premier trimestre.

La dégradation d'avril 1990 se produit dans le contexte d'une légère diminution des échanges, revenus sous la barre des 100 milliards dans chaque sens (98,4 milliards d'importations, 94,1 milliards d'exportations). L'excédent agroalimentaire est en repli à 4,7 milliards de francs contre 5,4 en mars, mais le déficit énergétique s'élève à 6 milliards contre 7,5 milliards. En revanche, le solde industriel (y compris matériel militaire) s'est à nouveau creusé, passant de 3 à 7 milliards.

Les échanges avec les onze autres pays de la Communauté européenne avaient été légèrement excédentaires en mars : ils rejoignent en avril dans un déficit de 4,37 milliards de francs, qui reflète presque exactement le déséquilibre commercial franco-allemand (la RFA dégage sur la France un excédent de 4,4 milliards).

En avril, six Airbus ont été vendus pour un montant de 1,4 milliard de francs (contre huit pour 2,4 milliards en mars).

Philips intéressé par Olivetti

Selon un quotidien néerlandais, Philips n'a peut-être pas complètement atteint son but. La firme d'Eindhoven reste toujours fragile. Mardi 22 mai, un quotidien néerlandais annonçait que Philips négocierait le rachat de 51 % d'Olivetti. « Nous sommes en discussion avec un certain nombre d'entreprises, dont Olivetti », indiquait-on au siège de la multinationale. Lundi 21, un nombre indéterminé d'actionnaires américains avait, pour leur part, décidé de traquer Philips en justice.

Ces investisseurs américains reprochent aux dirigeants de la firme de les avoir injustement informés à plusieurs reprises, entre le 8 janvier et le 3 mai, en annonçant une amélioration des résultats à l'issue de l'exercice en cours alors que la situation de Philips se détériorait gravement.

Ce nouvel épisode de la crise qui agite la firme d'Eindhoven n'est pas propice au redressement de son image sur l'important marché américain. Le mois dernier déjà, Philips avait été condamné par un tribunal de Miami à une amende de 87 millions de dollars pour avoir tenté d'acquiescer une position de monopole sur le marché des rasoirs électriques. Philips a interjeté appel de ce jugement.

Selon les informations communiquées par l'entreprise elle-même, les investisseurs américains - essentiellement des institutionnels - détiendraient 11,1 % de son capital.

CHRISTIAN CHARTIER

Le grand classique de PHELPS

Edmund S. Phelps

Économie politique

Traduit de l'américain par Jacques Le Cacheux 740 p. 350 F.

Professeur à l'université Columbia de New York, Edmund Phelps destine aussi bien aux étudiants qu'au grand public cette introduction à l'économie politique. Il conduit le lecteur à la question du choix entre les différents systèmes économiques et les différentes politiques dont dispose une société pour coordonner et répartir la production de ses membres à l'économie. Le problème des choix publics débouche sur l'éternel débat du partage des compétences entre le marché et l'État.

FAYARD

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dolisos LABORATOIRES

CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER TRIMESTRE 1990
EN HAUSSE DE 20,68 %

Le groupe DOLISOS a réalisé un chiffre d'affaires de 131,5 millions de francs au premier trimestre 1990, en progression de 20,68 % par rapport à 1989.

A période comparable, l'accroissement ressort à 9,41 %.

POUR L'HOMÉOPATHIE, DOLISOS VOIT PLUS LOIN

CEMENTIS FRANÇAIS

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ À FIN MARS : + 32 %

Le niveau satisfaisant de l'activité depuis le début de l'année et les changements de périmètre du groupe sont à l'origine de cette forte progression du chiffre d'affaires consolidé : 3 254 millions contre 2 438 millions de francs au 1^{er} trimestre 1989 (+ 32,4 %).

A période constante, le taux d'augmentation est de 8 %.

La part de l'international ressort à 36,5 % (33 % pour l'ensemble de l'année 1989). Celle du ciment reste de 30 %.

Les perspectives qu'offre le marché pour le reste de l'année et la poursuite de l'élargissement du groupe devraient conduire à un chiffre d'affaires de l'ordre de 16 milliards de francs contre 12,5 en 1989.

CEMENTIS FRANÇAIS sur Minéral : 38-16 CLIFF

CNT

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Souscrivez à l'emprunt CNT de 1,5 milliard de francs en 2 tranches

1^{re} TRANCHE ASSIMILABLE A L'EMPRUNT CNT 10 % JANVIER 2000

Prix d'émission : 100 % soit 5 000 F par titre - DURÉE : 9 ANS ET 238 JOURS - TAUX NOMINAL : 10 % - TAUX ACTUEL : 9,75 % - Assimilation après le 1^{er} coupon, le 29 janvier 1991 - Intérêt payable le 29 janvier de chaque année et pour la première fois, le 29 janvier 1991 ; le premier coupon étant fixé à 240 F - Amortissement au pair à la fin du 29 janvier 2000 - Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à partir de la 7^{me} année - Date de jouissance et de règlement : 5 juin 1990.

2^{de} TRANCHE ASSIMILABLE A L'EMPRUNT CNT 9,50 % JANVIER 1998

Prix de souscription : 102,36 % soit 5 118 F par titre, comprenant le prix d'émission de 4 952,75 F (99,055 %) et le coupon couru de 165,25 F (3,305 %) - DURÉE : 7 ANS ET 238 JOURS - TAUX NOMINAL : 9,50 % - TAUX ACTUEL : 9,66 % - Assimilation immédiate le 7 juin 1990 - Intérêt payable le 29 janvier de chaque année et pour la première fois le 29 janvier 1991 - Amortissement au pair à la fin du 29 janvier 1998 - Date de jouissance : 29 janvier 1990 - Date de règlement : 5 juin 1990.

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Coisses d'Épargne.
R.A.O. du 21 mai 1990, visa COB n° 90-192 du 17 mai 1990.
Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.

NOMINATION

Le Groupe JEFFERSON SMURFIT est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Marc de la FOSSE comme responsable de ses opérations pour la France.

Monsieur Marc de la FOSSE quitte le département banque d'affaires du Groupe WORMS & Cie, où il a travaillé pendant plusieurs années tant à Paris qu'à New York. En rejoignant SMURFIT EUROPE, il sera chargé du développement des opérations françaises du Groupe; cette nomination souligne la volonté du Groupe d'augmenter le volume des opérations de SMURFIT EUROPE et de les développer sur tous les principaux marchés européens.

Nous rappelons que le Groupe JEFFERSON SMURFIT, basé à Dublin, est l'un des leaders mondiaux du papier carton avec un chiffre d'affaires de plus de 15 milliards de francs en 1989.



JEFFERSON SMURFIT GROUP

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Bouygues a embauché 1 400 personnes en 1989

En présentant le 21 mai les comptes 1989 du groupe qu'il préside, M. Martin Bouygues, entouré de ses neuf collaborateurs principaux, n'a pas laissé transparaître que trois déceptions. Le secteur de la recherche et de l'exploitation pétrolière offshore continue à être très déficitaire; celui de la construction de maisons individuelles se heurte à une conjoncture très difficile. Enfin, au plan psychologique, tant qu'économique, le grand concurrent Dumez fait mieux que Bouygues. En effet, si d'une année sur l'autre le chiffre d'affaires de Bouygues (47 milliards de francs) a progressé de 16 % et les bénéfices de 10 %, dans l'entreprise de M. Jean-Paul Parayre, la progression du premier est de 30 % et celle des seconds de 23 %.

Il n'en demeure pas moins que Bouygues se porte bien. En 1989 le groupe a investi 5,4 milliards de francs (et sa participation dans le Banco central espagnol est montée à 4,5 %) et ses capacités d'auto-financement s'élevaient à 1,6 milliard au lieu de 1,45 en 1988 à structure comparable. Les effectifs du groupe sont passés de 59 200 à 69 600 personnes.

M. Martin Bouygues a confirmé que le capital était complètement verrouillé et que le groupe n'était pas « opéable ». Le bloc familial et les fonds communs de placement des salariés de Bouygues détiennent

ensemble 29,6 % du capital et 31,4 % des droits de vote. Avec les actionnaires amis, notamment le Crédit lyonnais, on atteint respectivement 48,6 % et 54,2 %.

Enfin le fondateur de l'entreprise, M. Francis Bouygues, a annoncé qu'il se lançait dans la production cinématographique, à la tête de l'entreprise City 2000. Le premier film qui doit sortir en février 1991 et qui coûtera environ 45 millions de francs s'appellera *La Reine blanche*, avec notamment Catherine Deneuve et Jean-Claude F. G.

La vente de La Chapelle Darblay : l'Etat fin ses conditions. - M. Pierre Bérégovoy a précisé lundi 21 mai, dans une interview au quotidien *Paris-Normandie*, les conditions fixées par l'Etat pour autoriser la cession de La Chapelle Darblay au tandem de papeteries scandinaves Sora et Kymmene. Le ministre de l'Économie et des finances demande « le maintien des 170 emplois et des deux sites de production de Grand-Couronne et de Saint-Etienne-du-Rouvray ». Il souhaite d'autre part que « des investissements complémentaires soient faits et que la Société professionnelle des papiers de presse, qui regroupe une bonne partie des acheteurs, soit associée ».

TRANSPORTS

Alliance entre Iberia et Alitalia

MADRID

de notre correspondant

M. Narcis Andreu, président de la compagnie Iberia, et l'administrateur délégué de la compagnie Alitalia, M. Giovanni Bisignani, ont annoncé le 21 mai à Madrid, la signature d'un accord de coopération commerciale. Selon cet accord qui entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet prochain, Iberia cèdera à Alitalia un pourcentage déterminé de sièges sur ses vols à destination de Mexico. La société italienne agira de même à l'égard de la compagnie espagnole avec ses vols en direction de Bangkok.

Il s'agit ainsi de permettre à Iberia de canaliser via le Mexique la clientèle italienne à destination de toute l'Amérique centrale et à Alitalia de transporter via la Thaïlande la majeure partie des passagers espagnols se rendant en Asie et en Australie.

Plusieurs motifs expliquent une telle alliance : la proximité géographique entre Madrid et Rome d'une part, mais aussi le fait qu'Iberia et Alitalia ont toutes deux une vocation éminemment touristique, ce qui signifie que leurs clientèles ont une typologie très semblable. Enfin, les réseaux respectifs des deux compagnies

sont très complémentaires : Iberia est parmi les compagnies européennes celle qui détient la plus forte part du marché latino-américain tandis que sa présence en Asie est insignifiante. Les responsables des deux compagnies espèrent que cet accord permettra une hausse d'environ 20 % du nombre total de passagers.

THIERRY MALINIAC

Pan Am met en vente sa navette Boston-New-York. - Pour tenter d'éviter, une fois de plus, le dépôt de bilan, la compagnie américaine Pan Am met en vente sa ligne Boston-New-York comme l'avait fait l'an dernier Eastern Airlines. En effet, la crise, latente depuis une dizaine d'années, s'est aggravée après l'attentat de Lockerbie qui a provoqué la destruction en vol d'un Boeing-747. Après avoir cédé, au fil des années, son siège social, ses lignes du Pacifique et certaines de ses filiales, Pan Am a tout de même réalisé, en 1989, un déficit de 437 millions de dollars (2,4 milliards de francs). La compagnie pourrait être contrainte de céder ses lignes au départ de la RFA.

Un entretien avec M. Jean-Pierre Soisson ministre du travail

Suite de la première page

Ce texte a été adopté par 294 voix contre 280. Des députés non inscrits ou appartenant à l'opposition ont joint leurs votes à ceux du groupe socialiste, parce que, lors du débat, le gouvernement a accepté 40 des 77 amendements présentés.

Il était en particulier important d'inscrire dans le code du travail les principes de l'édit formation que le président de la République avait proposé dans la Lettre à tous les Français.

En quoi votre projet est-il compatible avec celui de M. Laignel, qui a rompu avec un très vieux consensus, les élus étant au moins aussi réservés que les partenaires sociaux ?

Quant au projet de réforme de la loi de 1971, que je propose au premier ministre de mener à bien avec André Laignel, il vise non à compléter ponctuellement le droit de la formation professionnelle, mais à le remettre à plat. Car notre dispositif, qui aura vingt ans l'an prochain, porte son âge et, aujourd'hui, un renouveau profond de la formation professionnelle est nécessaire. Les conditions de production et les relations dans l'entreprise se sont radicalement transformées. La formation professionnelle a un rôle majeur à jouer dans ce processus, mais elle n'est pas une fin en soi. C'est un instrument d'insertion profes-

sionnelle. Plusieurs questions méritent réflexion : comment tirer toutes les conséquences - financières, fiscales - de des décisions prises par l'entreprise comme pour les salariés ? Comment créer un droit à l'éducation permanente, et peut-on, à cette fin, tirer parti de la tendance à la réduction de la durée du travail ? Comment l'Etat, les collectivités



territoriales, les partenaires sociaux et les entreprises doivent-ils se partager les responsabilités ? Autrement dit, faut-il poursuivre la voie de la révolution pédagogique entamée en 1983 avec la reconnaissance de l'alternance et prolongée en 1987 par la revalorisation de l'apprentissage ? De toutes ces questions, il faut débattre.

C'est pourquoi il faut engager avec les partenaires intéressés - élus régionaux, organisations syndicales de salariés et d'employeurs, chefs d'entreprises, responsables d'organismes de formation - une concertation qui débouchera, pour le vingtième anniversaire, sur un projet visant à adapter notre système de formation aux exigences de notre temps. Avec cette conviction qui a toujours été la mienne : la formation professionnelle rassemble bien au-delà des clivages politiques.

Une hausse du SMIC supérieure à 2 %

S'agissant du SMIC, vous vous êtes déjà déclaré favorable à un « coup de pouce » pour compléter la revalorisation qui interviendra au 1^{er} juillet. A quel niveau ?

La question de l'élendue de la revalorisation du SMIC se pose comme chaque année. Le SMIC sera de toute façon revalorisé le 1^{er} juillet, pour tenir compte de la hausse des prix intervenue au 1^{er} avril. Mécaniquement, cela correspondrait à une hausse de 1,5 %, et de 2 %, si l'on voulait rattraper, non plus seulement l'in-

flation, mais l'évolution du taux moyen de salaire horaire ouvrier. Faudra-t-il aller plus loin et donner « un coup de pouce » à cette revalorisation ?

Il faut trouver un équilibre entre l'amélioration substantielle du pouvoir d'achat des salariés les plus démunis et la nécessité impérieuse de donner un coup de pouce à ceux qui en sont dépourvus. J'aurai ces deux éléments à l'esprit, le moment venu. Et je n'oublierai pas davantage que la modulation des charges sociales peut être un moyen de concilier l'objectif salarial et l'objectif d'emploi que nous poursuivons.

Pour autant, on a bien vu que le relèvement du SMIC a progressivement compensé l'absence d'une politique contractuelle sur les bas salaires et que cela a entraîné des effets pervers dont s'est récemment plaint le président de la République. Comment pouvez-vous utiliser le gros bâton du SMIC pour amener à une négociation salariale qui réduise les inégalités ? Qu'allez-vous faire pour que ce dossier avance vraiment ?

Il est paradoxal de constater, comme en témoignent des enquêtes récentes, que l'expansion peut occurrir les inégalités, le me dois d'être particulièrement attentif à l'évolution des bas et des moyens salaires : les bas salaires, parce que, sans justice sociale, il n'y aura pas de prospérité durable ; les moyens salaires, parce que la modeste ne peut être acceptée que si elle s'inscrit dans une perspective d'évolution de carrière.

Réduire le noyau dur du chômage

Dans ce domaine, les partenaires sociaux sont mieux armés que le gouvernement. Celui-ci peut évidemment agir sur l'évolution du SMIC pour préserver une garantie minimale pour tous les salariés, mais les partenaires sociaux peuvent faire mieux par la négociation de branche. Ils peuvent tenir compte de la santé économique de chaque branche et donner plus là où cela est possible. Ils peuvent garantir non seulement des minima, mais aussi des progressions de carrière.

Je souhaite que s'engagent ou s'accroissent de nombreuses négociations dans les branches, en particulier dans celles où le retard des salaires minima est le plus grand.

Vos prédécesseurs étaient les ministres du chômage. Vous avez la chance d'être celui de l'emploi. Pourtant, le nombre des inscrits à l'ANPE ne se réduit pas significativement et le noyau dur du chômage de longue durée demeure. Quel est le bilan de votre action, avec deux plans successifs pour l'emploi ?

La situation économique a effectivement changé avec le retour à la croissance et aux créations d'emplois. L'économie française a créé en 1988 et en 1989 près de 600 000 emplois. Ce résultat est dû à l'environnement international, au redressement résultant de la politique économique du gouvernement et à l'effort conjugué des salariés comme des entreprises.

Les mesures adoptées dans les plans pour l'emploi ont venues enrichir le contenu en emplois de la croissance ; elles ont porté leurs fruits. On peut ainsi, réviser, à quelque 80 000 nouveaux emplois l'impact de la contraction des charges pour la première embauche et le défillement des cotisations d'allocation familiales. Le contrat de retour à l'emploi permet à l'employeur qui embauche un chômeur de longue durée de bénéficier d'une exonération des charges sociales, d'une prime et d'une aide à la formation. En trois mois, à la fin avril, 27 000 chômeurs de longue durée avaient profité de cette mesure et, à ce rythme, notre objectif de 100 000 sera dépassé avant la fin de l'année, même si cela doit me créer quelques soucis budgétaires. Les contrats « emploi, solidarité », qui remplacent et améliorent les TUC, progressent. Déjà, 28 000 contrats ont été signés et 5 000 contrats nouveaux sont conclus chaque semaine.

Cela étant, beaucoup s'étonnent que la baisse du chômage ne suive pas le même rythme. Ainsi, en 1989, les créations nettes d'emplois s'élevaient à plus de 250 000, et le nombre de chômeurs a décliné de 55 000.

Deux raisons principales expliquent cet écart. Des jeunes entrent sur le marché du travail plus nombreux que les anciens qui le quittent : notre population active augmente de 160 000 personnes par an. Pendant la période de récession, nombre de chômeurs se sont découragés. La reprise de l'activité leur redonne espoir et les incite à rechercher un emploi.

L'évolution s'avère donc au total sans grand mystère, et l'année 1990 devrait confirmer cette tendance à une dérive progressive du chômage. Mais le marché du travail est élastique : tout montre que les nouvelles embauches vont d'abord aux salariés en place, aux nouveaux actifs, et non aux chômeurs, notamment de longue durée.

La politique de l'emploi doit s'adapter à cette nouvelle donne et se fixer comme objectif réducteur le noyau dur des bénéficiaires du RMI et des chômeurs de longue durée, fort de plus de 800 000 personnes, et de lever les réserves des employeurs, en donnant à ceux qui sont menacés d'exclusion professionnelle un « ticket pour l'emploi » d'autant plus attractif que leur situation est difficile.

Propos recueillis par ALAIN LEBLAUD.

COMMUNICATION

« El Sol », nouveau quotidien espagnol veut concurrencer « El País »

MADRID

de votre correspondant

Le marché espagnol de la presse quotidienne, déjà très chargé compte depuis mardi 22 mai un nouveau concurrent, *El Sol*, lancé par la puissante maison d'édition Anaya. Son directeur est M. José Antonio Martínez Soler, un vétéran du journalisme espagnol qui fut notamment responsable de la section économique de *El País* et présentateur du journal télévisé du matin de la première chaîne.

El Sol entend reprendre la tradition d'un homonyme prestigieux, un quotidien qui parut de 1947 jusqu'à la guerre civile et fut animé par le fameux philosophe José Ortega y Gasset, constitua à

cette époque la référence de toute une génération d'intellectuels. Comme son illustre prédécesseur *El Sol* prétend collaborer à la « régénération de l'éthique sociale » de l'Espagne, ainsi que l'indique l'éditorial du premier numéro. Le texte critique « la morale perverse de l'argent » et « les nouveaux modèles de comportement social marqués par l'individualisme possessif ».

El Sol dont la sortie a été précédée d'une grande campagne publicitaire entend se situer au centre gauche et aspire à « raconter de manière amène, des choses sérieuses » et sans le dire, à faire concurrence au plus prestigieux de ses concurrents, *El País*.

THIERRY MAUMAK

Candidate à des fréquences de télévision terrestre

Canal Enfants modifie son tour de table

C'est un tour de table renouvelé que Canal Enfants présentera mercredi 23 mai devant le CSA pour briser des fréquences de télévision terrestre pouvant atteindre environ 4,5 millions de foyers. Le principal actionnaire, avec 25 %, du nouvel ensemble est Canal J, actuelle chaîne pour enfants, diffusée sur les réseaux câblés, et contrôlée par les trois grands câblo-distributeurs et Europe 1. Les autres actionnaires sont Canal Plus (15 %), Communication Développement (groupe Caisse des dépôts, 13 %), Bayard Presse et Antenne 2 (10 % chacun), Europe 1 (6,5 %), Générale des eaux (3,5 %), Banexi, Société générale (5 % chacun). Le groupe le Nouvel observateur de M. Claude Perdriel pourrait ultérieurement figurer au

capital, en rachetant 3 % à Canal Plus.

Quant à CEP-Communication, un des chefs de file du premier montage de Canal Enfants, il a préféré se retirer du projet. En revanche, le canadien Astral-Patré (opérateur de chaînes par câble au Canada) fait son entrée avec 5 %, et le groupe Observateur de M. Claude Perdriel avec 3 %. Quant à la Lyonnaise des eaux, opposée au développement de la diffusion terrestre, elle reste cependant présente à 2 % dans le montage, ayant notamment obtenu la garantie que Canal Enfants abandonnerait progressivement ses fréquences d'ici sept ans, pour ne conserver que sa diffusion sur le satellite TDF1, qui correspond à sa vocation initiale.

(Publi-Midi)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1990 : 10, 11, 12 septembre 1990.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1990.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105 95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00

ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

Malgré le départ probable de M. Marin Karmitz

L'augmentation de capital de M 6 est votée à l'unanimité des actionnaires

Le contraste est frappant : alors que les actionnaires de la Cinq bloquent sa croissance par d'interminables querelles (*Le Monde* du 22 mai), ceux de M 6 ont approuvé à l'unanimité, lundi 21 mai, une augmentation de capital de 200 millions de francs, portant à 1,27 milliard de francs le montant de leur investissement depuis le lancement de la chaîne il y a trois ans. Ce effort devait permettre à M 6 d'atteindre sans difficulté un équilibre d'exploitation prévu pour 1991.

« Dès cette année, précise M. Nicolas de Tavernost, directeur général adjoint, nos pertes devraient se réduire de moitié : 170 millions de francs contre 326 l'an dernier avant frais financiers. » Les recettes publicitaires ont progressé de 60 % au premier semestre, dopées par la croissance de l'audience. Favorisée, sans doute, par le tassement de la Cinq, la part d'audience de M 6, qui plafonnait depuis huit mois, a brusquement repris en avril son mouvement ascendant, franchissant pour la première fois le seuil des 8 %. Un essor rassurant qui pourrait toutefois s'infléchir en juin et juillet, sous l'effet conjugué des retransmissions de Roland-Garros, du Tour de France et de la Coupe du monde de football. M 6 n'est pas une chaîne sportive !

Ces résultats, elle les a en effet obtenus en adoptant délibérément un profil bas. Pas d'exclusivité, pas de tachat de « stars », pas de grand pari sur l'information. Peu de pro-

grammes coûteux, hors quelques films comme *Rambo*, *l'Arnaque* ou *The Rose*. Les séries à succès - *Roseanne*, *Murphy Brown* ou le *Caddy Schaw* - y sont américaines et les émissions musicales offrent le double avantage de satisfaire le cahier des charges sans obérer le compte d'exploitation. Les magazines de Philippe Meyer, Martine Joubandau, Michel Polac et Pierre

Bouteiller ont tous été sacrifiés sans être remplacés, malgré le succès du *Glaive* et de *la balance*, de Charles Vélut.

Ce recentrage réussi en terme financier devrait toutefois avoir son prix : le départ probable de l'un des fondateurs de la chaîne, M. Marin Karmitz. Le propriétaire de la compagnie cinématographique MK 2 et des salles « 14-Juillet » souhaite ven-

dre, depuis septembre dernier, les 2,5 % du capital de M 6 qu'il détient. Faut-il de synergie entre les activités de son groupe et la programmation de la chaîne. Faut-il aussi d'approuver la nouvelle orientation de sa programmation, il préfère aujourd'hui se recentrer sur le septième art.

P.-A. G.



GALERIES LAFAYETTE, PRINTEMPS, MARKS & SPENCER, BOUCHARA, MONOPRIX, PRISUNIC
**SERONT OUVERTS
LE 24 MAI,
JEUDI DE L'ASCENSION.**

Galleries Lafayette de 10 h 15 à 18 h 30, Printemps de 10 h 30 à 19 h, Marks & Spencer de 10 h à 18 h 30, Bouchara de 10 h à 18 h 30, Monoprix de 9 h 30 à 19 h, Prisunic de 9 h 30 à 19 h.

WASHINGTON DC, VOL DIRECT PAN AM POUR 3890 F*

CHAQUE JOUR, UN AIRBUS A310 PAN AM ASSURE LA LIAISON PARIS-WASHINGTON DC. UNE LIAISON SANS ESCALE AVEC TOUT LE CONFORT PAN AM ET UN TARIF SUPERPRICE : 3890 F. AINSI, VOUS NETES PLUS QU'A 9 HEURES DU CAPITOLE, DU MUSÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE, DE LA MAISON BLANCHE ET DU MEMORIAL DE LINCOLN ET DE JEFFERSON; TOUS LES CHEFS-D'ŒUVRE QUI FONT DE WASHINGTON AUTANT LA VILLE DU PASSÉ QUE CELLE DE L'AVENIR DES ÉTATS-UNIS. WASHINGTON DC EST AUSSI LE POINT DE DÉPART IDEAL POUR DÉCOUVRIR LA RICHESSE DES PAYSAGES ET LES IMMENSES PLAGES QUI CARACTÉRISENT LA VIRGINIE. D'AUTRE PART, SACHEZ QU'AVEC PAN AM, UNE FOIS A WASHINGTON DC VOUS DISPOSEZ DE CORRESPONDANCES IMMÉDIATES POUR LOS ANGELES ET LA PLUPART DES GRANDES VILLES AMÉRICAINES. SI VOUS DESIREZ EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE OU PAN AM AU 42.66.45.45.

*TARIF US SUPERPRICE VALABLE JUSQU'AU 20 JUILLET 90 ET ENTRE LE 16 AOÛT ET LE 30 SEPTEMBRE 90. POUR VOUS ALLER-RETOUR AU DÉPART DE PARIS EN CLASSE ÉCONOMIE, 7 JOURS MINIMUM 22 JOURS MAXIMUM. RÉSERVATION 14 JOURS AVANT LE DÉPART. BILLETS NON REMBOURSABLES.



PAN AM

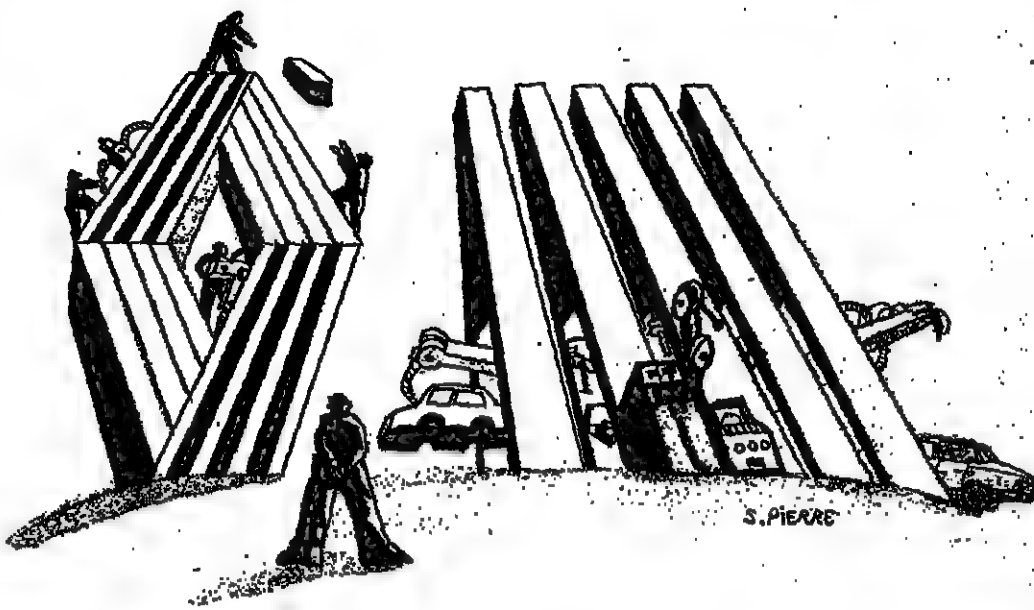
MIEUX QUE JAMAIS.

هكذا من الأصل

TECHNOLOGIES

A l'occasion du Salon Machine-outil 90, les stratégies comparées de deux industriels

Quand Fiat mise sur la technologie Renault parie sur l'organisation



La reprise aidant, les industriels de la machine-outil ont le vent en poupe. Une étude récente du BIPE (Bureau d'information et de prospective économique) sur ce secteur, à l'occasion de l'exposition Machine-outil 90, organisée du 16 au 22 mai au parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte, le prouve. Après des années de dépression, « les années 80 se terminent mieux qu'elles n'avaient commencé », souligne Philippe Frémeaux, auteur de cette étude. Le chiffre d'affaires global du domaine a augmenté en France de 16 % entre 1985 et 1988. Cette croissance s'est accompagnée de restructurations entraînant une amélioration de la productivité des entreprises demeurant sur ce marché. L'emploi a continué de chuter (- 24 % sur la période), mais après l'hécatombe du début des années 80 les entreprises ont pu survivre (leur nombre n'a baissé que de 5 %).

Cependant la position de la France reste faible. On ne fabrique plus dans l'Hexagone que 2,6 % de la production mondiale de machines-outils, estimée par le BIPE à 42,9 milliards de dollars. La France se place ainsi loin derrière le Japon (24 % du marché), l'Allemagne fédérale (16 %) et l'Italie (7,2 %).

La comparaison des stratégies nationales menées en France, d'une part, et en Italie, d'autre part, est intéressante. A la différence de la France qui a multiplié les plans d'aide aux firmes du secteur en proie à de graves difficultés, l'Italie a au contraire privilégié les aides aux entreprises utilisatrices, suscitant ainsi une demande qui indirectement bénéficiait aux industriels concernés. Des petites sociétés traditionnelles du textile, de la chaussure ou de la céramique, par exemple, ont ainsi modernisé leurs équipements de production grâce à des subventions ou à des prêts à taux réduits. Ces aides profitaient également aux grandes entreprises : l'usine Fiat de Cassino est l'une des plus automatisées du monde.

Ce bon niveau technologique de la péninsule italienne a suscité l'intérêt du ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, qui, en avril dernier, lors d'une visite de deux jours en Italie, a tenu à visiter industriels et utilisateurs de ce secteur. A l'heure de la réunification de l'Allemagne, il est en effet soucieux d'intensifier le partenariat technologique avec les autres pays européens.

Véritable vitrine technologique, l'usine Fiat de Cassino est l'une des plus automatisées du monde. A Douai, où Renault fabrique les R 19, le constructeur français utilise la productivité avec plus de prudence. En revanche, il s'approche des normes japonaises en matière d'organisation, pour limiter les stocks, réduire les délais et améliorer la qualité.

A Cassino, à 150 kilomètres au sud de Rome, sur les lieux mêmes où s'affrontèrent en 1944 et durant plusieurs mois Américains et Italiens, s'étend aujourd'hui l'une des usines d'automobiles les plus automatisées au monde. Dans ce vaste bâtiment sans étage, Fiat fabrique ses véhicules de moyenne gamme, les Tipo, et leur version « 3 corps », les Tempra. Chaque jour 1400 véhicules sortent des « chaînes » qui n'en sont plus vraiment. A la ligne de production traditionnelle, Fiat a en effet substitué une vingtaine de « sous-ensembles ». Une organisation adaptée à l'extrême automatisation et permettant d'éviter qu'une panne d'une des machines ne bloque la chaîne, nuisant à l'efficacité de l'ensemble.

Pour moderniser ce site industriel, le constructeur italien a investi 1 500 milliards de lire (7 milliards de francs environ) dont 400 milliards pour de nouvelles presses et le reste, 1 100 milliards, pour l'automatisation proprement dite. Une partie (30 % environ) revenant dans les caisses du groupe puisqu'il s'agit de systèmes achetés à Comau, filiale « productique » du constructeur italien.

Les objectifs de cette modernisation sont multiples. Accroître tout à la fois la flexibilité du site, la qualité des automobiles produites, la capacité de production (qui passe de 1 100 à actuellement 1 400 et prochainement 1 800 véhicules par jour) et la productivité, qui s'en trouverait améliorée de 35 %, ce qui permettrait ainsi de récupérer en trois ans l'investissement initial.

Difficile de croire que 6 000 ouvriers travaillent encore en deux équipes et demie, dans cette usine. Un total de 439 robots (pour la soudure, la peinture ou l'assemblage) et plus de 100 ordinateurs se partagent les tâches. Tandis que des dizaines de chariots filoguidés transportent, sans conducteur, les pièces d'une section à une autre. Les robots de peinture sont particulièrement impressionnants. Dans une pièce hermétique, pour éviter le dépôt de poussières et autres impuretés sur l'email, des robots à 8 axes ouvrent puis ferment portes et capots tandis que d'autres projettent l'une des 22 couleurs possibles de peinture. Quelques secondes suffisent pour changer de teinte. Coût de l'opération : 22 000 lire (100 francs environ). Des télécaméras en contrôlent en temps réel l'aspect esthétique, l'absence d'impuretés, etc.

Dans l'atelier d'assemblage, des robots encastrant les tableaux de bord. D'autres, munis de caméras, vérifient le bon fonctionnement. Un peu plus loin ce sont les pare-brise puis les roues qui sont montés automatiquement

grâce à des détecteurs optiques pour introduire les vis. Entre les deux, se situe l'un des sous-ensembles les plus importants, celui du montage automatique du « groupe avant » qui réunit le moteur, la traverse munie des bras de suspension et les ensembles ressort-amortisseur-porte-moyen, préparés auparavant dans les cercles de montage.

Treize kilomètres de câble coaxial ou en fibre optique assurent les échanges d'informations entre les différentes phases de fabrication. Outre les nombreux ordinateurs effectuant le contrôle de chaque machine et de chaque section de l'usine, 5 ordinateurs Vax de Digital Equipment coordonnent l'ensemble des opérations et gèrent la production. Chaque pièce est en effet dotée d'un badge magnétique d'identification, qui permet de la suivre tout au long du processus et de faire en sorte que les différents éléments d'un véhicule aux caractéristiques précises (coleur, modèle, accessoires, etc.) soient bien réunis en fin de parcours.

Autre lieu, autre pratique

Une automobile n'est en effet lancée en fabrication que si elle correspond à une commande. Finis les parkings de voitures neuves que l'on avait coutume de voir à proximité des usines. Six mois terminés, les automobiles sont acheminées vers les concessionnaires. Des lignes téléphoniques louées relient en effet les ordinateurs de l'usine aux systèmes IBM ou Unisys qui, dans les bureaux turinois de la firme, gèrent l'ensemble des commandes en provenance de son réseau de distributeurs.

Dans son usine de Douai, Renault a fait d'autres choix industriels pour fabriquer la R 19

et la Chamade, concurrentes directes des Tipo et Tempra. « Faire le même genre de programme d'automatisation que Fiat, ce serait suicidaire », s'exclame M. Barra, directeur de l'usine. Ici les automatisations ne sont pas en place lorsque leur rentabilité peut être prouvée ou s'ils permettent de supprimer des tâches pénibles. Pas de robots de peinture, mais des machines à peindre.

Un grand nombre de pièces (roues, pare-brise, etc.) sont encore montées par des opérateurs aidés par des machines. Des caristes pilotent les chariots élévateurs. En revanche, des efforts importants ont été consacrés à l'amélioration des flux de matière et de composants pour minimiser les stocks de pièces à l'instar de la méthode Kanban japonaise. Alors qu'à Cassino des centaines de contenants attendent à proximité de l'usine, à Douai, une noria de camions livrent les marchandises juste à temps pour être montées sur les véhicules.

Un accord conclu entre Renault et Sotexo, société du groupe Bertrand Faure, fournisseur exclusif des sièges montés sur les R 19 fabriqués à Douai, permet au constructeur automobile de ne disposer que de deux heures de stocks maximum. A l'heure dite, un camion livre les sièges de différents modèles et couleurs dans l'ordre exact où il seront ensuite montés sur la chaîne, sur laquelle ils sont d'ailleurs automatiquement déchargés.

« Cette organisation est non seulement moins coûteuse, explique M. Claude Trebeden, responsable des méthodes, mais en outre, elle a diminué le nombre de cas de rupture de stocks et a amélioré la qualité ; car si un problème survient, il porte sur de plus petites quantités et nous pouvons réagir immédiatement. » Une

organisation analogue a été mise au point entre Douai et l'usine Renault de Valladolid en Espagne où sont fabriqués les moteurs. Globalement, l'usine dispose de moins de deux jours de stocks contre huit à cinq ans.

Ici, comme chez Fiat, les véhicules ne sont lancés en fabrication que s'ils ont fait l'objet d'une commande. Les informations en provenance des services commerciaux sont transmises à l'usine qui en assure l'ordonnancement sur des ordinateurs HP 1000 Hewlett Packard. Le « film » des véhicules à fabriquer est chargé par disquette informatique sur le calculateur de l'usine et est transmis aux différents fournisseurs. Si la nature des informations circulant entre les différents services concernés est donc similaire, en revanche, les modes de communication sont moins automatisés : transfert manuel de disquette d'un côté ; lignes téléphoniques de l'autre. Et à Douai, le suivi des pièces tout au long de la fabrication

est ensuite effectué par deux systèmes : étiquettes électromagnétiques situées sur les supports de pièces pour toutes les opérations précédant la peinture ; « plot effaçable » ensuite.

Même approche pour la qualité

Il est néanmoins un aspect pour lequel les deux constructeurs semblent avoir pris des engagements, des approches et même des matériels assez similaires : celui de la qualité. Grâce à son système Perceval développé avec sa filiale Renault Automation, les pièces ne sont plus contrôlées manuellement et comparées à un « mannequin » de la forme emboutie. Les mesures effectuées automatiquement sont comparées aux valeurs théoriques introduites dans le système. L'opérateur peut ainsi réagir rapidement à toute dérive du procédé de fabrication. Présentant l'importance de ce marché, une PME italienne, située à Bologne, la société Marposh, qui exporte 88 % de sa production dans le monde entier, a mis au point des machines permettant de mesurer des pièces en sortie de machine-outil et de corriger les dérives dues à l'usure de l'outil.

Le montant des investissements réalisés à Douai pour moderniser l'usine au moment du lancement en mai 1988 de la R 19 est bien sûr en rapport avec cette modernisation en douceur : 1,7 milliard de francs, quatre fois moins qu'à Cassino, pour une production (actuellement) comparable - 1 320 véhicules par jour - effectuée avec des effectifs certes un peu plus importants : près de 7 000 personnes. Ce n'est donc que si Cassino arrive à produire à sa capacité maximum que la différence se fera sentir. Le constructeur italien pourrait bien alors avoir pris une bonne longueur d'avance sur son concurrent de l'Hexagone.

ANNIE KAHN

	Usine Fiat (Cassino)	Usine Renault (Douai)
Investissement industriel consacré pour la fabrication de la Tipo (Fiat) et de la R 19 (Renault)	7 milliards de francs	17 milliards de francs
Nombre de véhicules fabriqués par jour	1 400 actuellement 1 800 capacité maximum	1 320
Effectifs	6 000	7 000

Avec un investissement industriel quatre fois supérieur à celui de Renault pour son usine de Douai, Fiat a pris un risque important. Mais il pourrait gagner gros si l'usine de Cassino parvient à atteindre sa capacité maximale.

Les aides d'Etat en France et en Italie

Secteur stratégique en raison de ses effets induits sur le reste de l'industrie, la machine-outil a toujours attiré l'attention des pouvoirs publics. Une dizaine de programmes d'actions spécifiques lui ont été consacrés. Dernier en date : le plan productique lancé en mars dernier, plus spécialement axé sur les machines et équipements d'automatisation de la production (conception assistée par ordinateurs, automates programmables, robots).

Le soutien à la demande (incitation à l'équipement en machines-outils) n'a jamais été totalement exclu de ces dispositifs qui, toutefois, ont toujours porté, pour l'essentiel, sur les mesures en faveur de l'offre. Et pour cause : petites, trop disséminées, les entreprises françaises de machines-outils ont connu des difficultés graves dès le milieu des années 70, dès lors que la concurrence internationale s'est amplifiée (montée en puissance des constructeurs japonais).

Le plan productique de mars dernier s'inscrit dans une conjoncture différente. Et opère semble-t-il un réajustement en faveur des utilisateurs. Deux tiers de l'effort public engagé (qui se monte au total à 1 milliard de francs pour 1990) doivent en effet servir à inciter les PME-PMI à s'équiper (grâce à des prêts bonifiés et à l'octroi de subventions dans le cadre de la procédure LOGIC étendue aux investissements en informatique industrielle). Le soutien à la demande constitue en effet chez certains de nos voisins le cœur des dispositifs en faveur de la machine-outil. C'est par exemple le cas en Italie, où la diffusion de technologies nouvelles a été encouragée dès 1985 dans la petite et moyenne industrie via des financements à taux bonifiés. Une nouvelle loi, en cours d'examen, devrait compléter ce dispositif qui accorderait des subventions à des PMI pour l'achat de systèmes de productique.

C.M.

La politique internationale Moreau Defarges

La synthèse remarquablement puissante de Philippe Moreau Defarges s'impose d'ores et déjà comme un ouvrage de référence. « L'Annuaire de la Politique Internationale de Philippe Moreau Defarges ». André Laurens, Le Monde, 10 mai 1989. « Un manuel à penser qui servira de grille de lecture de l'actualité ». Le Nouvel Economiste.



(Publicité)

FRANTOUR VOYAGES vous offre des prix promotionnels en GRÈCE

Partez une semaine pour :
2 315 F, en mai
2 565 F, en juin
et 3 345 F, du 3 au 18 juillet 1990

Ces prix comprennent :

— Le voyage en avion PARIS-ATHÈNES, le transfert aéroport-hôtel et le séjour en pension complète, vin compris.

Construit en bord de mer au milieu des pins et des oliviers, l'HOTEL FRANTOUR VERVERONDA, vous propose de nombreuses animations et activités sportives (tennis, planche à voile...).

RENSEIGNEZ-VOUS

- dans toutes les agences de voyages Frantour,
- par téléphone : (1) 45-63-03-14.

DIRECTEUR GENERAL

Directeur Ressources

DIRECTEUR GÉNÉRAL

CHARG FORM

IMPORTANTE MUTUELLE NATIONALE
500.000 adhérents, en plein développement,
recherche pour son siège à PARIS.

DIRECTEUR GENERAL

350 KF

Rattaché au Président du Conseil d'Administration, vous développerez un projet d'entreprise avec l'équipe de cadres des services administratif, financier, informatique, communication-production.

Homme de rigueur, mais aussi de dialogue, vous vous imposerez par vos qualités humaines et votre sens relationnel.

A 45 ans environ, de formation supérieure école de commerce ou équivalent, vous disposez d'une expérience réussie de la fonction.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, sous réf 863 M à :

Claudine GALLET Ressources Humaines 3, rue Cornette 75006 PARIS

Directeur des ressources humaines

DECISION SYSTEMS
INTERNATIONAL

Une politique de croissance forte (+ de 40 % par an), une culture d'entreprise dynamique ont fait de Decision Systems International (filiale du groupe Olivetti) le n° 1 mondial de la périphérie informatique IBM 3X et AS 400. Votre expérience de la fonction vous permettra de prendre en charge le recrutement, l'organisation de la formation, la gestion des effectifs et de l'administration du personnel (200 personnes). Vous saurez vous intégrer dans des équipes fortement mobilisées pour gagner tous les challenges et vous impliquer totalement sur un objectif ambitieux: doubler les effectifs d'ici 1992.

Rémunération 400 KF + voiture de fonction.
Merci d'adresser votre candidature à
Decision Systems International,
12 boulevard Louise Michel, BP 81,
92233 Gennevilliers Cedex.

CLINIQUE 100 LITS Société Anonyme implantée dans une capitale régionale Le conseil d'Administration RECRUTE

un DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ses objectifs : donner un projet à la clinique :

- améliorer l'accueil et le service des patients
- moderniser le fonctionnement et la gestion
- maîtriser les charges d'exploitation.

Ses qualités :

- capacité à régler les problèmes quotidiens dans une perspective à moyen terme
- diplomatie dans les contacts
- rigueur dans la gestion.

Adresser lettre de candidature manuscrite et curriculum vitae à l'entreprise chargée du recrutement. NOVEQUIP, Le Mesnil-Blondel, Saint-Aubin, 91190 GIF-SUR-YVETTE.

Importante Banque d'Affaires
située à Paris-OPERA recherche un(e)

CHARGE(E) DE FORMATION

En collaboration avec notre Responsable du service Formation, vous participerez :

- à l'élaboration du plan de formation :
- recensement des besoins - recherche des prestataires
- évaluation budgétaire
- à la mise en œuvre des actions de formation internes et externes et à leur suivi pédagogique.
- à la logistique des projets et au suivi budgétaire.

De formation supérieure en gestion, vous avez de préférence une première expérience dans la fonction personnel/formation continue et vous recherchez un poste polyvalent, pragmatique et évolutif à forte implication dans l'entreprise.

La pratique des logiciels de traitement de textes et de gestion (tableurs, D base IV...) est souhaitée.

Poste à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1495 à PUBLIPANEL - 145, rue de Valenciennes - 75015 PARIS, qui transmettra. Confidentialité assurée.

QUATRE ANS, QUATRE SOCIÉTÉS ET LA VOLONTÉ D'ALLER PLUS LOIN. AVEC VOUS ?

MILO R.H. Conseil en développement des ressources humaines, en recrutement et en évaluation de cadres et dirigeants.

AD'COM société de Conseil en communication d'entreprise, spécialisée dans la conception et la réalisation de campagnes ponctuelles et institutionnelles de recrutement.

SCORE qui définit et qui conduit des investigations qualitatives ou quantitatives, internes ou externes, liées au climat, à l'image et à la perception des entreprises.

MILO Italia première étape de notre implantation européenne, appelée à mettre en œuvre tous nos savoir-faire au service des entreprises italiennes.

Autour de solides moyens financiers, nous avons structuré ces quatre premières unités, autonomes mais partageant les mêmes exigences et les mêmes ambitions.

Notre notoriété s'étend et nous devons aujourd'hui renforcer notre capacité de répondre à l'évolution de nos marchés et de nos activités.

A tous les niveaux de notre groupe, nous sommes intéressés par l'intégration de nouveaux

MANAGERS DE CENTRES DE PROFITS Conseil en Recrutement - Paris ou Milan

CONSULTANTS SENIORS Conseil en Management - Ressources Humaines - Paris

CHEFS DE PUBLICITÉ Communication Institutionnelle - Publicité de Recrutement - Paris

Professionnel exigeant comme nous, "technicien" de haut niveau autant que développeur d'affaires, vous avez une expérience significative dans une de ces fonctions. Vous y avez pris conscience de vos qualités et de votre potentiel.

Vous êtes prêt à franchir le pas qui vous conduira à partager les ambitions, les stratégies et les réussites de notre équipe de direction.

Peut-être même avez-vous des projets dans des secteurs liés aux nôtres et cherchez-vous le soutien et la synergie que nous pourrions vous apporter.

Un courrier accompagné de votre CV, adressé à notre Directeur Général, permettra de préparer notre prochaine rencontre.



Groupe MILO
3, avenue des Ternes
75017 PARIS

Chargé de recrutement BANQUE

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure et vous exercez votre métier de banquier depuis 3 ans. Aujourd'hui, vous souhaitez évoluer. Nous vous proposons de valoriser votre première expérience de la banque dans une fonction-clé : chargé de recrutement.

Vivant au rythme de l'entreprise, vous serez l'homme des missions de recrutement menées avec la diligence et le sens du service que l'on doit "aux clients" internes que sont les directions opérationnelles.

Attachée aux valeurs humaines, au respect et à l'épanouissement de chacun, notre banque commerciale privée cultive l'excellence des relations humaines. En rejoignant notre siège social parisien, votre réussite vous ouvrira de larges perspectives.

Adressez votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous référence 78125 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17. Votre dossier sera étudié en toute confidentialité.

ASSISTANT DU PRESIDENT

Occupant une position de leader dans notre domaine du TEXTILE HABILLEMENT, notre groupe (3,8 milliards de C.A.) fabrique et distribue des marques de renommée internationale.

Le Président, très présent dans toutes les activités du groupe, confie à son assistant des missions très variées : étude et mise en forme de dossiers, suivi d'actions internes avec les dirigeants des sociétés ou divisions, secrétariat de diverses instances, centralisation des relations extérieures.

Pour être un interlocuteur crédible tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, vous devez avoir :

- Environ 28 ans.

- une formation de généraliste de haut niveau : obligatoirement I.E.P. - HEC - ECP

- une première expérience (2 à 3 ans) au contact de dirigeants, de personnalités du monde des affaires ou des pouvoirs publics qui a renforcé votre aisance sociale et votre savoir-faire. Si vous êtes rigoureux, discret, et savez garder votre naturel et votre maîtrise de vous-même en toutes circonstances, si vous souhaitez "apprendre" dans tous les domaines, ce poste constituera un tremplin intéressant pour votre carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo s/réf. 2702 à Ourlin Conseils B.P. 10 - 92162 ANTONY CEDEX

**Ourlin
Conseils**

CONSULTANT SENIOR Ressources Humaines

EGOR BIOMEDICAL est la structure du Groupe EGOR Ressources Humaines qui conseille les entreprises du secteur de la Santé dans leur investissement humain.

Le Consultant Senior que nous souhaitons rencontrer doit savoir au plus haut niveau nouer des relations de confiance avec l'ensemble des acteurs économiques de ce secteur. En effet, il est très souvent amené à participer à des décisions importantes concernant l'entreprise, ses dirigeants, ses cadres.

Si nous attendons bien sûr une formation supérieure et une expérience professionnelle permettant de bien connaître les organisations et ceux qui les composent, nous comptons également sur beaucoup d'enthousiasme et une forte volonté de progression.

EGOR BIOMEDICAL apporte un savoir-faire reconnu, des moyens adaptés et une notion élevée de qualité de service.

Les possibilités d'évolution de carrière au sein du Groupe peuvent être très intéressantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 12/2700 CD à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue du Bern - 75008 PARIS

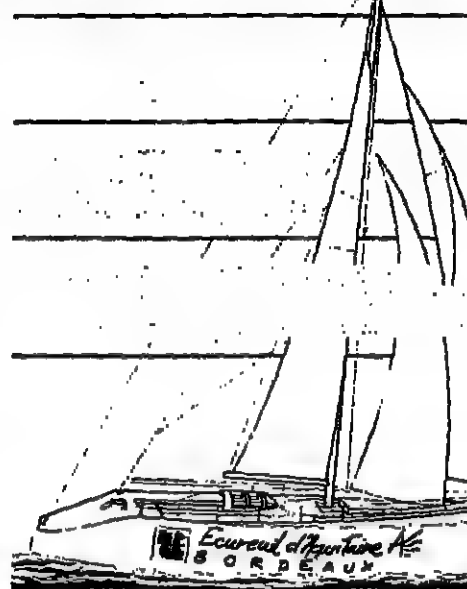
EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG Toulouse - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

GROUPE ECUREUIL D'AQUITAINE

SOCIÉTÉ RÉGIONALE DE FINANCEMENT D'AQUITAINE

Pour BORDEAUX, la SORF AQUITAINE recherche



Vainqueur, avec Titouan LAMAZOU, de la Course autour du Monde en Solitaire 89/90, ECUREUIL D'AQUITAINE poursuit son expansion.

La SORF AQUITAINE, ses filiales et le Caisse d'Épargne Ecoreuil assurent un ensemble de services diversifiés à destination des particuliers, des entreprises et des institutions régionales.

Il aura pour missions : l'animation commerciale et le montage d'actions visant à développer le financement des activités de promotion immobilière sur la Région AQUITAINE, la préparation, l'étude et le suivi de dossiers de financement, en liaison avec les équipes "Engagements" ; la recherche systématique et le développement des interventions en pools et des procédures de partage de risque et/ou trésorerie ; la définition et la conduite d'actions de formations régionales.

De formation supérieure, le candidat sera un négociateur commercial de premier plan, possédant des compétences opérationnelles certaines, une expérience spécialisée de 3 à 5 ans dans un réseau bancaire (si possible en Aquitaine).

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet et rémunération souhaitée, sous réf. 126 S, à notre Conseil NEMESIS, 10 rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

VOTRE FORMATION JURIDIQUE au service de l'innovation et du développement

c'est ce que propose

Lamy S.A.
ÉDITIONS JURIDIQUES ET TECHNIQUES

à son futur

RESPONSABLE MARCHES ET PRODUITS NOUVEAUX H/F

A partir d'une étude qualitative permanente de l'environnement (manifestations publiques, concurrence, nouveaux besoins...), ce responsable devra identifier, évaluer et développer, en collaboration avec la Direction Marketing, les opportunités de nouveaux marchés, nouveaux produits et services dans l'édition juridique et technique.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation juridique ayant une première expérience qui l'a amené à développer ses capacités de recherche d'information, d'innovation et de réalisation, soit dans une activité marketing, soit dans un domaine tel que le journalisme.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 05006 M à notre Conseil :



ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

A MARKETING POINTU STATISTIQUES RIGOUREUSES

Avec un CA de 3,7 milliards de francs, un effectif de 2 000 personnes, des marques à notoriété mondiale : COLGATE, AJAX, CLEOPATRA, COLGATE PALMOLIVE FRANCE occupe une place prépondérante au niveau européen. Nous recherchons pour notre département ETUDES ET PREVISIONS MARKETING

Ingenieur Prévision

Votre solide formation en mathématiques, statistiques ou économétrie (BAC + 4 ou 5) complétée par une orientation marketing (DESS ou stage) vous prédestine à ce poste d'ingénieur et varié.

Votre rôle consistera à élaborer les prévisions de vente, en collaboration étroite avec le marketing et à l'aide d'outils informatiques (FORTRAN, EXPRESS, FCS et LOTUS).

Le dialogue avec vos autres partenaires internes, que sont les ventes et la production apportera un éclairage concret à votre mission. Par ailleurs, vous aurez un rôle de formateur auprès de nos chefs de Produits Marketing pour les sensibiliser aux techniques de la prévision.

A vous de mener toutes études statistiques ponctuelles.

Pour réussir à ce poste évolutif, il vous faut de la rigueur, un esprit d'analyse et pragmatique et une propension au travail en équipe.



Merci d'adresser votre candidature à Marie-Pierre VAZZOLER - COLGATE PALMOLIVE - Service Recrutement - 55, Bd de la Mission Marchand - 92401 COURBEVOIE Cedex.

Le journal **Le Monde**
(1 100 personnes : rédacteurs, cadres administratifs, cadres techniques, employés, ouvriers)
recherche

SON MÉDECIN DU TRAVAIL

Pour un emploi à mi-temps

(6 vacations par semaine de 3 heures)
sur 2 sites (Ivry-sur-Seine et Paris-15^e)

Merci d'adresser votre curriculum vitae au
Docteur OSTY
Service médical du journal Le Monde
11, rue Jean-Mazet
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

"CHASSE DE TÊTES" DE LA GESTION DES MOYENS A LA CONDUITE DES MISSIONS

Diplômé d'études supérieures (IEP, Sciences Eco, Sup. de Co...), Avec vos 2 à 3 ans d'expérience en tant qu'Assistant(e) de Recherche dans un Cabinet de Conseil en Recrutement Généraliste, vous vous sentez prêt à prendre en charge, en toute autonomie, des missions de recherche de cadres et dirigeants dans tous les secteurs d'activité.

CHARGÉ(E) DE RECHERCHES "Chasseur de Têtes Junior"

Chez UNILOG Ethnos, vous irez encore plus loin : En amont de vos missions, vous constituerez avec nos Consultants une équipe chargée de définir et de proposer les stratégies de recherche. Ensuite, vous serez en première ligne pour mettre en œuvre nos moyens, assurer les premiers contacts avec les candidats, évaluer l'adéquation de leurs profils avec la demande des clients...

Si 15 ans de réussite dans le Conseil en Recrutement sont, pour vous, un gage de professionnalisme, si vous souhaitez faire valoir vos savoir-faire, votre déontologie et vos ambitions, si enfin vous visez une évolution de carrière ouverte sur des responsabilités de Consultant,

Adressez-nous rapidement votre dossier de candidature sous la référence CC/954.

UNILOG
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS

Importateur automobile

Chef de produit Senior

Nous sommes importateur exclusif pour la France d'une grande marque dont les ventes sont en constante progression. Nous renforçons notre structure marketing et recherchons un chef de produit.

Vous aurez la responsabilité de la gestion de la marque, sous l'aspect qualitatif (étude de marché et de la concurrence) et quantitatif (plan marketing, location des prix, planification et contrôle des stocks, analyse des résultats par rapport aux prévisions, etc.). Vous serez en contact avec le constructeur pour suivre l'évolution des produits en fonction du marché.

Diplômé d'école de commerce ou d'université, vous avez 28 ans environ, 3 à 4 années d'expérience du marketing automobile chez un constructeur ou un importateur. Vous parlez un anglais courant. Votre connaissance du secteur d'activités, votre rigueur et votre implication personnelle vous permettent aujourd'hui de prendre la responsabilité de la gestion d'une marque avec autonomie et efficacité. Ce poste est évolutif.

Nicole Manchez, notre Conseil, étudiera confidentiellement votre candidature, adressez sous réf. M/100 à Linden, 14, rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Une importante société de gestion de logements sociaux recherche pour deux de ses agences situées en région parisienne un

CADRE DE GESTION SOCIALE

H/F

Sous la responsabilité du chef d'agence, vous aurez en charge la gestion sociale courante (politique d'attribution de logements, montage de dossiers de recours administratifs, participation à l'étude et à la réalisation de projets de réhabilitation, relations avec les différents intervenants sociaux...) et la gestion sociale globale (mise en œuvre d'actions ponctuelles en faveur de catégories sociales spécifiques, participation à des montages d'opérations à caractère social...).

Vous avez une formation supérieure de type social (DESS de développement social, urbanisme) vous êtes rigoureux, aimez les contacts et connaissez bien la micro-informatique, rejoignez-nous !

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 10579 à ORGANISATION ET PUBLIGITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

L'Agence d'Urbanisme de la Région
Stéphanoise (450 000 habitants)
recherche son

RESPONSABLE ÉTUDES ÉCONOMIQUES

chargé de la redéfinition ou de la tenue d'observatoires locaux, il réalise des études ponctuelles et participe à l'élaboration d'un schéma régional de développement économique.

Agé de 28-30 ans environ, il bénéficie d'une très solide formation économique et possède des qualités évidentes dans le domaine de la communication.

RÉMUNÉRATION : 140 à 165 Kf

POSTE A POURVOIR : septembre/octobre

Adressez les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé et d'une photo à :
M. LE DIRECTEUR EPURES
1, rue de la Résistance
42000 SAINT-ETIENNE

REPRODUCTION INTERDITE

Direction du Personnel

Le Directeur des Ressources Humaines d'un important groupe industriel recherche le Responsable de la Gestion Prévisionnelle du Personnel. Pour occuper ce poste de haute responsabilité, le candidat idéal devra avoir acquis l'expérience de la fonction de préférence dans un Service du Personnel ou dans un Cabinet spécialisé.

Nous invitons les Cadres intéressés à consulter confidentiellement les informations complémentaires sur Minitel avant de nous adresser leur dossier de candidature. Minitel 3615 ICA. Après consultation, adressez tout courrier sous-titré Minitel correspondant à ICA 3, rue d'Haubertville, 75009 Paris, qui transmettra, si vous n'avez pas accès au Minitel, adressez vos coordonnées ou carte de visite à ICA, sous-titré ICA, qui vous fera parvenir les informations précitées.

ICA Executive Search Newsletter NEW YORK PARIS

Gestion de production - Systèmes comptables - Stratégie

LA PERFORMANCE TELLE QUE VOUS L'IMAGINEZ

CONSULTANTS SENIORS
X. CENTRALE, HEC, ESSEC...

Groupe de Conseil en management (100 consultants), nous mettons notre imagination au service des Directions Générales de grands groupes financiers et industriels.

Notre objectif est d'accroître leurs performances en les assistant dans la définition et la réalisation de leurs choix essentiels.

Pour participer à notre développement, nous recherchons des consultants possédant une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un des domaines suivants :

- gestion de production ; ordonnancement, gestion des flux, modèles statistiques. Réf. GP.
- comptabilité et contrôle de gestion ; une expérience dans un cabinet d'audit de renom est indispensable. Réf. CG.
- systèmes d'information : schémas directeurs, rapprochement de moyens, choix de solutions. Réf. SI.

Si vous vous investissez totalement dans un projet, de sa conception à sa mise en œuvre, avec un sens aigu des résultats et dans le respect des objectifs... Si vous vous épanouissez dans le travail en équipe, la réflexion, l'autonomie et l'initiative... Alors nous sommes faits pour vous rencontrer ! Nous relèverons ensemble les défis à la hauteur de votre imagination.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant le poste choisi, à Jean-Marie Nogaro, 17 rue Louis Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

EUROGROUP CONSULTANTS



Leader mondial de la restauration à service rapide

Directeur du personnel

de notre filiale française.

Il prendra en charge l'ensemble de la fonction à son plus haut niveau. Représentant du Vice-Président, membre du Comité Directeur, il animera une équipe performante ayant en charge un effectif direct de 3000 personnes en très fort développement. Le poste, à fort potentiel, est à pourvoir de suite et implique un stage de plusieurs mois en Angleterre et aux USA.

Rémunération attractive. Le poste est situé à Paris.

Profil idéal : 35-40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, anglais fluently. Expérience réussie de plusieurs années dans une filiale anglaise à un niveau de responsabilité similaire, comme adjoint ou titulaire.

Homme de terrain, maturité, pragmatisme, enthousiasme, disponibilité, ouverture d'esprit et sens de l'humour.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur dossier (CV, photo, lettre manuscrite, prétentions) à Michel GLASZ, qui garantira la plus totale confidentialité.

GLASZ CONSEIL ASSOCIÉS - 66, rue de Monceau - 75008 Paris.

GLASZ CONSEIL ASSOCIÉS

Ressources humaines conseil et formation

Notre Organisation patronale de Formation et de Conseil, implantée à Nantes, a des performances reconnues au plan régional comme au plan national. Notre objectif est de poursuivre notre progression et notre diversification vers des "produits haut de gamme". Nous voulons confier cette mission à un :

DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT

De formation supérieure, 40 ans environ, vous avez acquis, dans une Entreprise ou Société de Conseil, une expérience solide de notre métier. Pour stimuler ce développement que nous attendons, vous devez apporter votre créativité personnelle, ainsi qu'un fort charisme vous permettant d'animer avec aisance un groupe de consultants et conseillers expérimentés.

Dans le cadre d'une totale confidentialité, nous vous remercions de prendre contact, sous référence 6305/E, avec notre conseil A. PLESSY - CAPFOR - BP 846 - 44020 NANTES CEDEX 01.

Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - AUCH - BORDEAUX - BREST - CLEMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS

De l'Administration du Personnel à la Gestion des Ressources Humaines

A 28/30 ans, de formation supérieure et possédant une première expérience d'environ 2 ans dans l'administration du personnel, vous avez une ambition : évoluer vers une responsabilité globale dans la Fonction Personnel.

Une filiale d'une importante société industrielle française bénéficie d'une avance technologique qui la place au premier rang européen de ses marchés vous offre la possibilité d'acquies l'expérience nécessaire pour atteindre votre objectif et d'évoluer au sein du groupe.

En tant que **RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL**, supervisant une équipe de 8 personnes, vous prendrez en charge l'ensemble des responsabilités inhérentes à cette fonction dans une entreprise industrielle de 800 personnes (traitement de la paie, gestion

administrative du personnel, législation, budgets...). Vous élargirez vos compétences en assistant le DRH dans ses relations avec les partenaires sociaux, en intervenant comme conseil auprès de la hiérarchie et en assurant le recrutement non cadre.

Vos qualités de communication et de rigueur vous permettront de vous intégrer avec succès dans un environnement humain particulièrement ouvert au management participatif. La connaissance de la micro-informatique serait un plus.

Poste basé à une centaine de kilomètres au nord de Paris. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 78256 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

SODEXHO, groupe français privé de dimension internationale, crée, dans le cadre de la diversification de ses activités, le poste de

CHEF DE SERVICE FORMATION

de la future maison d'arrêt de Nanterre.
(240 000 F/an)

Responsable d'une équipe de formateurs-orienteurs et de formateurs techniques :

- vous élaborerez et négocierez des plans de formation destinés aux détenus, auprès de partenaires institutionnels.
- vous rechercherez les financements nécessaires au montage d'actions spécifiques et gèrerez votre budget.
- vous participerez à la conception et à l'animation de modules pédagogiques.

Nous recherchons un Professionnel de la Formation ayant déjà conduit des projets professionnels auprès de publics de faible niveau de qualification et ayant l'expérience de l'encadrement d'équipe.

Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre manuscrite) à **SODEXHO-SIGES**, 3 avenue Newton - 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

elf aquitaine

RECHERCHE
POUR SA DIRECTION
RAFFINAGE-
DISTRIBUTION
UN

INGENIEUR

(AM, ICAM, IDN, UTC, etc.)

Pour le Département
Equiperment
de la Direction
des Activités
Commerciales

VOTRE MISSION : Participer à l'élaboration et piloter l'application de la politique de MAINTENANCE des matériels en exploitation dans l'ensemble du réseau des stations-service, dans le cadre d'un budget pré-établi. Développer le concept d'Assurance-qualité dans le domaine de la maintenance, par des analyses comparatives et prospectives, en utilisant des moyens informatiques adaptés. Coordonner l'ensemble des actions de maintenance sur le terrain, en liaison avec les régions. Mettre au point les contrats de sous-traitance et sélectionner les entreprises intervenant.

VOTRE PROFIL : Ingénieur diplômé, spécialiste en maintenance, très ouvert aux nouvelles technologies, disposant de connaissances solides en informatique, vous possédez une expérience d'environ cinq ans. Excellent technicien et homme de contact, vous êtes à la fois rigoureux et fin négociateur. Votre potentiel et votre réussite dans ce poste vous permettront d'évoluer ensuite au sein du Groupe.

Le poste est basé à Paris et implique des déplacements fréquents en France. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitable. Ecrire ss réf. 4867 à Sylvie Lafon qui vous garantira la discrétion. CEPIAD 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS



FORCO
Groupe FORCO

consultant senior, devenez associé à Nantes (réf. 205 LM) ou à Nice (réf. 206 LM)

Votre mission : développer un partenariat avec des entreprises de haut niveau : grandes Entreprises Publiques, Multinationales, PME performantes, mais aussi concevoir et mettre en œuvre des produits et méthodes innovants.

Votre profil : diplômé d'une Grande Ecole, vous avez occupé un poste opérationnel en entreprise, et vous êtes aujourd'hui consultant depuis environ 5 ans. Votre expérience professionnelle et votre connaissance de l'entreprise vous ont permis de développer une approche globale et systémique de l'entreprise.

Votre projet professionnel sur sa place au sein de notre équipe, et votre enthousiasme, votre disponibilité... et votre convivialité seront les garants de votre réussite.

Notre consultante Mme Anne BOINNOT, vous remandra de lui écrire en précisant la référence correspondante



ALEXANDRE TIC S.A.
44, RUE DE STRASBOURG - 44000 NANTES
BORDEAUX - PARIS - LYON - GRENOBLE
LILLE - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Avec 73 établissements, plus de 5500 collaborateurs et 20 milliards de CA, nous possédons la structure logistique et commerciale qui fait de l'OCP le N° 1 Français de la Répartition Pharmaceutique.

Notre métier : l'acheminement de tous les produits de santé auprès des 22000 pharmacies de France. Notre mission : offrir aux pharmaciens tous moyens (Formation, Informatisation, Agencement...) d'accomplir dans les meilleures conditions leur vocation d'Agent de la Santé.

Nous recherchons, pour notre Service Publicité Information intégré, un

CONCEPTEUR - REDACTEUR H/F

De formation littéraire (BAC + 3 minimum), débutant ou ayant une première expérience, vous souhaitez faire la preuve de vos talents de rédacteur au sein de notre Direction de la Communication.

Vous savez adapter vos dons d'imagination et de créativité aux projets internes et externes, en donnant à vos textes le ton juste permettant de respecter à la fois l'image et les objectifs de chaque action.

Afin d'optimiser votre technicité, vous effectuez un suivi permanent de l'actualité publicitaire particulièrement au service de la communication pharmaceutique.

Vos qualités relationnelles, votre esprit d'ouverture et votre potentiel vous permettront à la fois de travailler en équipe et d'envisager une carrière évolutive.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1275 M à notre Conseil : CEPIAD 135 avenue de Wagram, 75017 PARIS.



Rejoignez notre Direction Epargne

30 ans d'expérience ont fait du Groupe Pelloux le plus important groupe immobilier et financier privé de Sociétés Civiles de Placements Immobiliers



Groupe Pelloux

Agé d'environ 30/35 ans, vous avez outre une formation supérieure, 7 à 10 ans d'expérience dans la gestion de clientèle acquise dans une société de service aux particuliers.

Excellent gestionnaire, vous encadrerez une équipe de 15 personnes et serez Responsable du service Gestion Clientèle. Vous contrôlerez les délais et la qualité des informations transmises à nos 40 000 associés.

Votre analyse des problèmes juridiques et fiscaux allée à votre esprit de synthèse vous permettront de déterminer les évolutions de marchés et de clientèle, auxquelles vous saurez vous adapter.

Votre capacité rédactionnelle et votre sens commercial vous permettront de développer la qualité de nos services en mettant à profit votre sens de l'organisation et votre rigueur.

P. NIEL attend votre candidature, sous réf. 2205/SA-LM, GROUPE PELLOUX - 50, Champs-Élysées - 75008 PARIS.

Consultant en recrutement confirmé H/F

Nous sommes un cabinet de Conseil en Ressources Humaines.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un consultant souhaitant valoriser ses compétences à travers la prise en charge de missions complètes : définitions de poste, choix des moyens, sélection et présentation des candidats.

Agé de 28-35 ans, de formation supérieure, vous possédez impérativement une expérience du recrutement, acquise, en entreprise ou en cabinet. Autonome, méthodique, vous cultivez une très bonne aisance relationnelle.

Votre réussite au sein de notre équipe se traduira par la fidélisation de vos clients.

Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) s/réf. 057/LM au 41, av. George V - 75008 PARIS

ORBE

La ville de Nantes (250 000 habitants) RECRUTE pour sa Direction des systèmes d'information 1 DIRECTEUR DE LA COORDINATION DES PROJETS ET DES METHODES

Sous l'autorité du Secrétaire Général Adjoint responsable de la Mission à la Modernisation et du Directeur des Systèmes d'Information, ce directeur sera chargé :

- d'encadrer les chefs de projet de la Direction des Systèmes d'Information ;
- d'élaborer et de mettre en place des normes, des méthodes de développement et de maintenance, de contrôler la qualité des différents projets ;
- de piloter l'activité informatique décentralisée et de gérer les relations avec les utilisateurs.

Ce poste conviendrait particulièrement à un ingénieur diplômé d'une grande école ou d'une université possédant une bonne connaissance des méthodologies de planification, conception, réalisation et maintenance informatique ainsi qu'une expérience de la conduite de gros projets.

Recrutement selon les règles statutaires ou par la voie contractuelle.

Les candidatures (lettre, curriculum vitae détaillé et prétentions) sont à adresser à M. le Député-Maire de Nantes, Direction Générale des Ressources Humaines (réf. 11), Hôtel de Ville, 44036 Nantes Cedex, avant le 20 juin 1990.

Pour tous renseignements complémentaires, prendre contact avec M^{me} FENDT, Secrétaire Générale Adjoint, tél. : 40-41 93-40.

Chargé de mission développement local

NANCY - AGGLOMERATION TECHNOPOLE DE BRABOIS

Cette agence à vocation économique est un acteur privilégié du développement de l'agglomération nancéenne. Elle s'est assigné pour objectif de définir et mettre en œuvre des actions originales de développement local ; elle prend appui sur un potentiel économique et universitaire important qui a produit, en particulier, l'une des 3 premières technopoles de France.

En vue de renforcer son intervention, elle recherche un chargé de mission pour de nouvelles actions de partenariat.

Agé de 27/32 ans, issu d'une grande école d'ingénieurs et/ou de gestion, vous avez une expérience ouverte de R & D, de l'entreprise, de la banque, de l'ingénierie de projets ; de plus, vous êtes curieux d'applications technologiques et avez un goût réel pour la concrétisation. Anglais souhaité.

FB Conseil
CONSEIL EN RECRUTEMENT
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Merci de nous adresser votre dossier (lettre + motivations + CV + photo) sous la référence 1077M à FB Conseil, 57 rue des Quatre Eglises, 54000 Nancy.

Le Groupe ESC CLERMONT recrute

DIRECTEUR PEDAGOGIQUE I.F.C.I.
Direction pédagogique de l'I.F.C.I., 3ème cycle spécialisé Commerce International. Grandes Ecoles ou niveau Doctorat. Expérience exportation.

JURISTE INTERNATIONAL
Enseignement du Droit et Responsabilité d'un 3^e cycle spécialisé. Niveau Doctorat, Ph.D.

PROFESSEURS
• de Politique Générale d'Entreprise
• de Management des Ressources Humaines
Niveau Doctorat, Ph.D. Expérience pédagogique et/ou d'entreprise.

ASSISTANTS
Grande Ecole ou préparation de Doctorat pour les départements GESTION et MARKETING.

MONITEUR INFORMATIQUE
DUT. Maintenance de laboratoires, assistance aux utilisateurs, monitorat.

RESPONSABLE RELATIONS ENTREPRISES
Promotion du groupe auprès des entreprises, recherche de ressources nouvelles, gestion des stages.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions en précisant le poste concerné à :

GROUPE ESC CLERMONT - Henri VERDIER
4 bd Trudaine - 63037 CLERMONT-FD Cédex

LACROIX Notre Société, 300 MF de CA, qui conçoit et fabrique à MURET des PRODUITS PYROTECHNIQUES CIVILS et MILITAIRES ATTESTES RAO 1, commercialisés en FRANCE, et à l'EXPORT dans plus de 40 pays, recrute son

Responsable "Achats"

Il est rattaché au Responsable Recherche et Développement du DEPARTEMENT ARMEMENT auquel il propose ses objectifs et plans d'action. Il veille au respect de la qualité, des délais et des services pour les ACHATS des éléments de nos fournitures et outillages traités auprès des SOUS-TRAITANTS, ou de nos partenaires CO-TRAITANTS. Il contrôle les approvisionnements généraux et gère certains Achats pour d'autres Départements... Il exerce sa fonction dans le cadre des politiques et procédures de l'Entreprise, dans le souci de la meilleure solution économique. Il travaille en synergie avec les ingénieurs du SE, de la FABRICATION ou les personnes des autres services. Il négocie lui-même les contrats importants, recherche de nouvelles sources d'approvisionnement, supervise l'activité de son service, gère son budget en optimisant les méthodes et les outils de gestion. Il participe aux résultats de l'Entreprise.

Agé de 40 ans minimum, rompu à l'acte d'achat, titulaire d'un diplôme d'INGÉNIEUR ou de GESTION, vous êtes doté d'une réelle expérience de la fonction acquise dans un contexte industriel similaire. Vous êtes donc un négociateur et un gestionnaire, et vous aimez rigueur et curiosité intellectuelle au goût de l'innovation et des contacts. Vous vous appuyez sur les moyens techniques de l'Entreprise que vous enrichissez par votre position de veille technique et technologique externe. Pratique de l'ANGLAIS indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet : lettre manuscrite, CV (photo) et rémunération souhaitée sous référence : M 5004 à notre Conseil en Recrutement M^{me} LAUTREC LEPY, 35, rue des Coustellers, 31000 TOULOUSE.

Votre dossier sera traité avec toute la discrétion liée à notre déontologie.

* Premières entretiens à Paris et Toulouse

marie-françoise lautrec lepy

Grâce à des méthodes très précises, un engagement total et un professionnalisme de tous les instants, nous atteignons une qualité de service inégalée dans notre métier. Notre réussite est liée à la stabilité de notre équipe, un climat stimulant, une clientèle très diversifiée, nombreuse et fidèle. Notre activité principale : le recrutement de postes opérationnels (commerciaux, directeurs régionaux, directeurs commerciaux, directeurs généraux...) par ANNONCE ET APPROCHE DIRECTE.

Pour accentuer notre progression exceptionnelle, nous recherchons plusieurs

consultants

Pour bureaux actuels :
2 à PARIS
1 à GENEVE
1 à FRANCFORT
1 à LONDRES

Pour prochaines ouvertures :
1 en AUSTRALIE
1 en BELGIQUE
1 en ITALIE
1 aux PAYS BAS

MISSION : ☐ après une période de formation (sur Paris pour bureaux étrangers), accéder très rapidement à une responsabilité totale de clientèle ☐ prendre en charge aussi bien le suivi commercial que la réalisation des missions.

OFFRE : ☐ un climat où l'investissement de soi, le sérieux et les résultats sont récompensés ☐ des méthodes totalement nouvelles, notamment en approche directe ☐ une image de marque de crédibilité, de courtoisie et d'efficacité ☐ la possibilité d'évoluer à moyen terme en prenant la direction d'un bureau en France ou à l'étranger (Angleterre, Australie, Espagne, Italie, Pays-Bas, Suède...) ☐ un excellent salaire (+80% fixe) où la seconde année une rémunération entre 360 KF et 600 KF.

PROFIL : ☐ 27-31 ans ☐ études supérieures (Bac + 4 minimum, Ecole de Commerce, Ingénieurs...) ☐ caractère, autorité de caractère, réactivité, dynamisme, esprit de décision ☐ une expérience professionnelle exigeante réussie ☐ pour la France une langue étrangère courante (allemand, anglais, flamand, espagnol, suédois...) ☐ pour les pays étrangers indispensable bilingue ☐ envie de vous investir et de réussir avec nous.

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à : EUROMAN - 98, rue Saint Charles 75015 PARIS - FAX : 45 79 49 94 en indiquant la référence 6454 et la ville ou le pays choisi sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

Organisme scientifique reconnu à l'échelle internationale recrute pour son siège à Paris

UN JEUNE CADRE

Pour sa direction des ressources humaines

de formation juridique BAC + 5 (option droit du travail), il interviendra dans tous les secteurs de la fonction personnel. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 4315 à : Sources, 108 rue Saint Honoré, 75001 Paris.

DIRECTEUR TECHNIQUE

NANCY. Cet important organisme immobilier assure la construction, la gestion locative, la vente et la maintenance d'un très important parc immobilier.

La Direction Générale recherche

son DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

de formation Ingénieur Génie Civil et Urbanisme.

Adressez C.V. sous n° 8914

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

CENTRE DE DOCUMENTATION

RECHERCHE

TECHNICIEN DOCUMENTALISTE

Chargé des actions liées à la demande de documents en France et à l'étranger :

Identifier les documents, rechercher les sources d'approvisionnement. Préparer, mettre en forme, mémoriser et passer les commandes. Formation : Bac C, D ou E, motivé par les outils informatiques et micro-informatiques, connaissances de l'anglais lu.

Envoyer CV et prétentions à n° 33 621 Centrale d'annonces, 32, rue N.-D.-des-Victoires, 75002 Paris (qui transmettra).

Direction Epargne

Jeune diplômée à fort potentiel, vous recherchez plus qu'un premier job : un avenir ! Vous souhaitez :

- Un premier poste formateur vous permettant de développer vos techniques financières de base... sans pour autant vous enfermer à vie dans une spécialité ;
- Un développement de carrière rapide et le plus diversifié possible ;
- Un environnement international générant des échanges ouverts dans un Groupe et des possibilités réelles d'évolution de poste à l'étranger (ce qui implique évidemment une parfaite maîtrise de l'anglais et une mobilité géographique) ;
- La possibilité de vous inscrire dès l'adhésion à un poste de management humain ;
- C'est ce que vous offre notre Groupe LILLY, engagé sur la qualité des jeunes talents à potentiel que nous intégrons avec la volonté d'y trouver des managers de demain.

Du sommes nous ? LILLY Groupe International, se situe parmi les dix premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux (CA 89 : 4,2 milliards de \$, 27000 personnes dans plus de 100 pays). LILLY FRANCE 1ère filiale de ce groupe, emploie en France plus de 1000 personnes et y réalise un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs. Le dynamisme de son expansion est indiscutable, tant dans le domaine marketing, que sur le plan industriel (70 millions de F d'investissement annoncés en 1989).

Deux postes sont à pourvoir au sein de notre Direction Financière, à notre siège de Saint-Cloud, postes considérés comme un tremplin car très formateurs : l'un situé au cœur des informations financières internes, très ouvert sur le développement des systèmes et comportant l'animation d'une équipe, l'autre axé sur l'audit interne opérationnel, poste-carteau très relationnel.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence PALLUM à notre Conseil Michèle DUCHET, RPD 34, rue de la Fédération • 75015 PARIS.

Avenir ouvert et international
Pour un jeune diplômé polyvalent
HEC, ESSEC, ESCP, IEP, MBA

Jeune diplômé à fort potentiel, vous recherchez plus qu'un premier job : un avenir ! Vous souhaitez :

- Un premier poste formateur vous permettant de développer vos techniques financières de base... sans pour autant vous enfermer à vie dans une spécialité ;
- Un développement de carrière rapide et le plus diversifié possible ;
- Un environnement international générant des échanges ouverts dans un Groupe et des possibilités réelles d'évolution de poste à l'étranger (ce qui implique évidemment une parfaite maîtrise de l'anglais et une mobilité géographique) ;
- La possibilité de vous inscrire dès l'adhésion à un poste de management humain ;
- C'est ce que vous offre notre Groupe LILLY, engagé sur la qualité des jeunes talents à potentiel que nous intégrons avec la volonté d'y trouver des managers de demain.

Du sommes nous ? LILLY Groupe International, se situe parmi les dix premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux (CA 89 : 4,2 milliards de \$, 27000 personnes dans plus de 100 pays). LILLY FRANCE 1ère filiale de ce groupe, emploie en France plus de 1000 personnes et y réalise un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs. Le dynamisme de son expansion est indiscutable, tant dans le domaine marketing, que sur le plan industriel (70 millions de F d'investissement annoncés en 1989).

Deux postes sont à pourvoir au sein de notre Direction Financière, à notre siège de Saint-Cloud, postes considérés comme un tremplin car très formateurs : l'un situé au cœur des informations financières internes, très ouvert sur le développement des systèmes et comportant l'animation d'une équipe, l'autre axé sur l'audit interne opérationnel, poste-carteau très relationnel.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence PALLUM à notre Conseil Michèle DUCHET, RPD 34, rue de la Fédération • 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

Relevez un défi...
... en devenant le
Directeur technique
de notre filiale

L'usine que nous créons dans le Midi pyrénéen, à partir de fin 1990, des films plastiques spéciaux destinés aux fabricants d'articles de papeterie. Pour notre maison-mère, société aux capitaux français installée près de Milan, cette implantation représente un investissement important. Nous en recherchons le directeur technique.

Dépendant du Président, vous aurez à mettre en route cette unité à feu continu, de 1 600 m² : une ligne très automatisée de production, au départ. Le budget, les prix de revient sont également de votre ressort. Enfin le recrutement des opérateurs - 12 personnes - fait partie de vos attributions.

A 27-35 ans, ingénieur INSA, ENI, vous êtes avant tout un mécanicien et avez déjà occupé des responsabilités en fabrication. Aujourd'hui, vous voulez vous passionner pour une usine, unique en France dans sa spécialité. Votre enthousiasme, votre besoin d'autonomie, votre goût pour le terrain font de vous le patron de l'usine qui progressera avec nous.

Poste situé près d'Aubagne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous la référence F.08 F01 à notre Conseil, 50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

RÉSOLUDRE
LES PROFILS D'AVENIR

FACEZ
VOTRE
FUTUR

MATIF
Marché à Terme
leader en Europe

- Un marché international
- Des technologies de pointe
- Des projets ambitieux
- Une culture d'entreprise
- Une dynamique des coûts
- Une politique de formation

Le département du contrôle a pour missions essentielles de vérifier le respect des règles en vigueur, d'évaluer les risques pris par les intervenants, d'apprécier l'organisation du service MATIF chez l'adhérent... Nous recherchons pour ce département deux contrôleurs.

JEUNES DIPLOMES
DE GRANDES ECOLES DE GESTION

Vous avez des stages significatifs dans le milieu financier, la rigueur, le goût pour l'analyse, l'esprit de synthèse, l'absence de qualités de contact et de diplomatie seront nécessaires pour réussir. Avec des cadres jeunes et bien formés, un état d'esprit résolument novateur, un professionnalisme reconnu par toutes les places financières, nous avons beaucoup d'atouts pour vous convaincre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence E 604 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 5 rue Halévy - 75009 PARIS.

ornicar

Enfin conciliées :
l'entreprise et l'enseignement

Pour la pratiquer tous les jours, l'entreprise de la Région, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région de Vesoul connaît bien la Région et ses exigences. De cette expérience quotidienne est née, il y a 4 ans, une structure d'enseignement qui aujourd'hui rencontre un succès important parmi les étudiants et leurs futurs Employeurs.

Directeur de l'Ecole
de Gestion et de Commerce de Vesoul

Actuellement environ 130 étudiants ont, une douzaine de professeurs préparent : « notre diplôme homologué par l'Education Nationale ou niveau Bac + 3, ou pour mettre sur la pratique du terrain Régional et Européen, » le concours d'entrée aux ESCP. L'étude d'une première Ecole des Professions « Managères » est en cours. Pour vous qui dirigerez cette école en toute autonomie, il s'agira de travailler : « à la mise au point des programmes, à l'amélioration des méthodes, » à la gestion des coûts de l'école, à la maîtrise de l'augmentation du nombre des élèves et des professeurs. Vous saurez développer l'identité de l'Ecole par une animation dynamique de nos équipes. Vous passionnerez l'Ecole ou Vesoul Régional et ses 6-8 de nos homologues européens. Passionnante, cette mission sera-elle suivie par vous qui avez une formation au minimum Bac + 4 l'expérience de l'enseignement et de l'entreprise et la personnalité d'un véritable « life manager ». Envoyez votre candidature CV + lettre motivée + photo 4x6 1055/CG à :

BESANCON
PARIS
LYON



CSB
Charles GUY
26 Av. de Montipon
25000 BESANCON

Consultants Seniors
Ressources Humaines

ARTHUR ANDERSEN & CIE assiste ses clients par des missions de Conduite du Changement et fait des Ressources Humaines un élément clef de son offre intégrée de services. Nos consultants Ressources Humaines interviennent auprès des entreprises de tous les secteurs. Ils mènent des missions d'une grande diversité : Projet d'Entreprise, Conduite du Changement, Audit Social, Organisation de la Fonction Personnel, Education Professionnelle. Ils sont reconnus tant pour leurs compétences, leurs méthodes que leur créativité.

Vous êtes diplômés d'une grande école (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...) et vous avez une première expérience de la fonction Ressources Humaines de 2 à 3 ans en entreprise ou en cabinet.

ARTHUR ANDERSEN & CIE vous offre une formation en France et aux Etats-Unis et des perspectives d'évolution rapide liées à la forte croissance de nos activités.

Candidatures sous référence CMS à P. Nanterme, Arthur Andersen & Cie, tour Crédit Lyonnais, 129, rue Servient, 69431 Lyon Cedex 03.

Nous regardons vers l'avenir, et pour mieux y parvenir notre groupe Industriel Européen, leader dans son domaine, veut être aussi le 1^{er} sur le plan des hommes, nous recherchons un :

Analyse de gestion en
ressources humaines

A 30 ans environ, un diplôme d'une école de commerce en poche, ou de gestion option informatique ou personnel, votre 1^{re} expérience a été dans la fonction personnel ; vous souhaitez aller plus avant. Pendant compte au DRH, vous aurez à collecter, mettre à jour, traiter et étudier toutes les données chiffrées portant sur la gestion des effectifs et des masses

salariales ; en 3 mots : concevoir, produire, analyser les écarts. Vous maîtrisez la micro-informatique (Macintosh), vous aimez les chiffres... Vous savez communiquer, écouter, être curieux avec discrétion. Vous aurez aussi en parallèle, à élaborer, puis maintenir les règles du jeu du système de paie PACHA comme trait d'union entre le DRH et l'informatique centrale.



Merci, si vous vous sentez concernés, d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. et prétentions) sous référence A/05/07 à notre Conseil, Madame Claude Favereau - FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération 75015 PARIS



Importante SEM
de Construction
et de Gestion Immobilière
(13 000 logements) recherche

ILE
DE LA
REUNION

Chargés
d'opérations

Votre mission : intégrée à l'équipe Maîtrise d'ouvrage, vous assurez le montage d'opérations immobilières plus particulièrement en locatif social.

Votre profil : âgé d'environ 30 ans, vous êtes de formation supérieure Bac + 4 (urbanisme ou aménagement de préférence). Vous avez une expérience similaire d'au moins 3 ans. Vous êtes rigoureux, dynamique et savez prendre des initiatives. Vous avez également une bonne capacité d'adaptation et des aptitudes relationnelles.

Envoyez C.V. + photo sous réf. RND496C au Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, 38 rue Etienne Marcel, 75001 Paris ou consultez la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

هكذا من الأصل

La gestion et la finance dans un contexte international vous attirent. Vous avez une formation supérieure de qualité qui ne vous permet pas d'accéder à ces métiers passionnants et à progression rapide, vous avez un réel potentiel. Voici peut-être l'opportunité que vous ne pensiez plus avoir. BDA/Deloitte & Touche, l'un des leaders mondiaux de l'audit et du conseil vous propose l'un de ces métiers passionnants avec l'opération "nouveaux potentiels" organisée en partenariat avec le groupe ESSEC.

• Après sélection, nous vous recrutons dès le 20 août 1990 à Paris.

• Nous vous offrons une formation de 50 jours avec le Groupe ESSEC.

• A l'issue de cette étape, vous travaillez sur le terrain, au sein d'équipes d'auditeurs.

Ce principe vous plaît, vous avez impérativement moins de 26 ans et vous vous sentez capable de réussir ce parcours, alors adressez votre C.V. avant le 5 juin, à Groupe ESSEC, Opérations nouveaux potentiels, CNIT, BP 230, 92653 Paris-La Défense.

BDA Deloitte & Touche

Cession Acquisition : une activité en développement

- Réaliser des missions de recherche de partenaires conduisant à la cession ou l'acquisition d'entreprises, de cabinets comptables, de cabinets d'avocats ou de conseils juridiques,
- Suivre et enrichir les dossiers des missions en cours et des prospectations.

Telle est la mission confiée à un :

Consultant H/F

par CEGID EXPERT EXECUTIVE, filiale du GROUPE CEGID. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, Vous avez une expérience de + de 5 ans, Vous avez des capacités certaines de négociations et une volonté de réussir au sein d'une équipe motivée qui gagne dont vous recevrez aide et assistance.

Le poste est basé à Lyon.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et rémunération actuelle sous référence FL/LM/522 à C.E.E. - 24/26, rue Louis Armand - 75015 PARIS.



MAIRIE DE RUEIL-MALMAISON
recherche

- Directeur du personnel
- Directeur administratif
- Directeur du service logement
- Ingénieurs services techniques
- Spécialistes circulation
- Contrôleur des travaux
- Responsable propreté
- Architectes urbanistes
- Journalistes professionnels pour éditions municipales

Titres et sérieuses références obligatoires. Prière d'envoyer candidature avec C.V. détaillé et propositions de rémunération. Ecrire : Cabinet du maire, mairie de Rueil-Malmaison, 13, bd Foch, 92500 Rueil-Malmaison.

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Conseils, éditions, créations d'événements, audiovisuel... Structure jeune, autonome, appartenant au groupe Eurocom, en fort développement depuis 2 ans.

CHEF DE PUB

senior

Expérimenté mais créatif !
Explosif mais réfléchi !
Efficace mais humain !
Détonnant et marrant !
Commercial, évidemment !
et surtout professionnel...



HCE - 6, rue Monsigny - 75002 Paris

NICE
Société d'édition - 50 personnes
Filiale d'un groupe international Recherche

COLLABORATEUR(H/F)

30/35 ans

- Expérience de l'édition pour enfants
- Bonne formation générale
- Bonne connaissance des techniques graphiques
- Le candidat devra pouvoir s'intégrer dans une petite équipe spécialisée dans l'édition enfants.
- Principales fonctions :
 - Prise en charge d'une collection à caractère pédagogique déjà existante.
 - Conception de nouveaux produits éditoriaux.
 - Italien et Anglais appréciés mais non indispensables

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 4320 M à Sources, 108, rue St Honoré, 75001 PARIS qui transmettra.

GROUPE DE PRESSE CHERCHE POUR QUOTIDIEN REGIONAL

Journaliste RESPONSABLE DÉPARTEMENTAL

Chargé d'animer une équipe de vingt rédacteurs et secrétaires de rédaction et de réaliser une édition départementale quotidienne (parution 7 jours sur 7), le responsable départemental que nous recherchons doit être un journaliste dynamique, apte à imaginer et conduire une politique rédactionnelle innovatrice dans le cadre du développement général de notre titre. Il doit être aussi un gestionnaire avisé et un homme/une femme de relations publiques.

Expérience dans poste similaire et/ou en presse régionale.

Ecrire lettre manuscrite avec CV et prétentions au : Monde Publicité, n° 7120M - 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Une importante et dynamique collectivité territoriale de la région Poitou-Charentes
CHERCHE

SON RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

(550 agents)

Attaché Principal de la fonction publique territoriale ou équivalent, vous avez une trentaine d'années et êtes passionné par tout ce qui concerne les relations humaines et le management.

Vous êtes convaincu que l'initiative publique peut devenir entrepreneuriale et compétitive en favorisant le développement professionnel des agents. Vous avez envie de relever ce défi...

Rémunération : + ou - 170 000 F/an.

Envoyer candidature manuscrite + C.V. à :
Réf. 341, ISI Conseil
175, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

Dans le cadre de la mise en place de son système documentaire informatisé LA MUTUELLE GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

recherche un

DOCUMENTALISTE JURISTE

pour s'intégrer à une équipe d'une dizaine de personnes.

Licence ou maîtrise en droit (droit de la Sécurité sociale) et diplôme en documentation EXIGÉS.

Qualités requises : dynamisme, sens de la communication, intérêt pour l'informatique.

Poste basé à PARIS 15^e A POURVOIR RAPIDEMENT.

Envoyer C.V. et lettre de motivation à :
MGEN - 34, place Raoul-Dautry, 75748 PARIS Cedex 15.
A l'attention de Monsieur DAUBIAN.

La Ville de Clichy-la-Garenne
50 000 habitants en expansion

recherche

au sein de la Direction de la Communication

UN COLLABORATEUR

chargé des Relations PRESSE-MÉDIAS, amené à travailler en liaison directe avec le Maire et la Municipalité.

PROFIL :
Ce collaborateur aura une expérience en agence publicitaire ou dans une société de communication, un organe de presse, et aura établi un large éventail de contacts avec le milieu PRESSE-COMMUNICATION. La connaissance de ce milieu et l'expérience seront plus déterminantes que la formation (universitaire, commerciale, publicitaire, etc.).

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à :
Monsieur le Maire
Conseiller général
Hôtel de Ville, 92110 Clichy-la-Garenne.

La Ville de Clichy-la-Garenne
50 000 habitants en expansion

recrute

1 CHARGÉ DE MISSION A L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT URBAIN

MISSION :
- Mise en place d'une politique d'environnement urbain s'intégrant dans une politique globale d'urbanisme ;
- Définition et gestion des moyens techniques pour lutter contre toutes les nuisances urbaines.

PROFIL :
Collaborateur direct du Maire : ce poste exige une formation supérieure de haut niveau (ingénieur, architecte, diplômé universitaire en urbanisme et écologie) ainsi qu'une expérience permettant d'appréhender de manière concrète et rapide la fonction.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à :
Monsieur le Maire
Conseiller général
Hôtel de Ville - 92110 Clichy-la-Garenne.

RECRUTEMENT

Assistante de recherche

Un Cabinet renommé de recrutement de Cadres Supérieurs offre un poste d'Assistante de Recherche à mi-temps.

Ce poste conviendrait à une candidate de formation supérieure, ayant l'habitude des contacts téléphoniques, une bonne connaissance de l'entreprise et, de préférence, une première expérience dans une fonction similaire.

Intégrée à une équipe soudée, elle participera à des opérations de recherches pour des types de postes diversifiés et dans des domaines économiques très variés.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 1614 à

PUBLIPANEL

145, rue de Vouglard 75015 PARIS qui transmettra.

Le conseil régional de Bourgogne

RECRUTE

LE RESPONSABLE DE SES POLITIQUES DE TRANSPORTS et COMMUNICATIONS
(poste à pourvoir immédiatement)

Le candidat devra posséder une bonne formation technique (Ingénieur TPE par exemple) et être doté, si possible, d'une expérience dans un premier poste d'expertise de projets d'infrastructures et travaux d'énergie.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, devront être adressées à :

Monsieur le Président du Conseil Régional de Bourgogne
Direction générale des services
17, boulevard de la Trémouille
B.P. 1602 - 21035 DIJON

Le Monde des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE MONTBÉLIARD
recrute

SON DIRECTEUR
(poste à pourvoir pour la saison prochaine)
Merci d'adresser curriculum vitae détaillé et candidatures manuscrites à
M. le Président du CAC
Centre d'Action Culturelle, BP 230-25204 Montbéliard Cédex.
M. le Maire de Montbéliard
Hôtel de Ville, BP 287, 25204 Montbéliard Cédex.
M. le Directeur du Théâtre et des Spectacles
Ministère de la Culture, 53, rue Saint-Contest, 75007 Paris.
DÉPÔT DES CANDIDATURES AVANT LE 20 JUIN 1990

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT
pour son siège d'Évry (Essonne)
recrute

un architecte-urbaniste
un géographe-urbaniste
un ingénieur-environnementaliste
un ingénieur en conduite d'opération
d'aménagement/construction

Adresser candidatures sous le n° 8815
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Une entreprise leader des études de marché et dont les principales qualités sont la rigueur, l'organisation et le sens de la communication.

Il participera à l'ensemble des projets sous la responsabilité du Directeur technique du département.

Ses connaissances en informatique seront appréciées.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à
ORGANISATION ET PUBLICITÉ, 2, rue Marengo
75001 PARIS, qui transmettra.

europ assistance

Chef de produit

Fiabilité, rapidité, qualité sont les impératifs quotidiens de nos interventions dans le monde entier. Créer, développer, gérer seront les vôtres. Au sein de la Direction Internationale, et en relation avec d'autres sociétés du Groupe, vous serez responsable de la gestion d'un certain nombre de contrats (suivi commercial, budgets...) et vous aurez un rôle de développement (recherche de clients, élaboration de nouveaux produits...). Diplômé d'une école de commerce, de type ESCAE, ayant une parfaite connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand, vous avez une première expérience de 3 ans acquise dans une Direction Internationale. Votre disponibilité, votre sens relationnel vous permettront d'être très vite opérationnel dans ce poste basé à Paris.

Merci d'écrire sous référence 899/1/M à A.I. CONSEIL, 35 rue de Naples, 75008 Paris.

A.I. conseil

Le Monde de la Fonction Commerciale

INGÉNIEUR COMMERCIAL
CONFIRME 270 KF

Constructeur informatique français, GPSI a réalisé en 1989 un CA de plus de 29 millions de francs.

La confiance des grands noms de l'industrie et des services, une prévision de croissance de 100 % nous conduisent à rechercher aujourd'hui un ingénieur commercial confirmé.

De formation supérieure (Bac + 3 - 4 de type école d'ingénieurs ou équivalent), vous disposez d'une expérience de 4 à 5 ans acquise dans la vente de services ou de produits informatiques réussie auprès de Grands Comptes.

A la suite d'une période d'intégration, vos qualités relationnelles, votre sens de la négociation nous permettront de vous confier le développement et le suivi d'une clientèle de Grands Comptes, d'Universités et de Centres de Recherches.

Rattaché à notre Direction située en région parisienne, vous serez amené à effectuer des déplacements sur l'ensemble de notre territoire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à GPSI
Direction des Ressources Humaines
2, bd Vauban - BP 268
78053 ST QUENTIN-EN-YVELINES

GPSI

CABLETRON systems

Cabletron Systems Inc.

est une société leader internationale qui produit et fournit le matériel nécessaire à la gestion de réseau. Cette société américaine bénéficie d'une croissance rapide (CA de plus de 100 M\$) et désire poursuivre son expansion européenne.

Nous ouvrons une filiale en France, près de Paris, et nous recherchons des professionnels de haut niveau pour les postes clés suivants :

DIRECTEUR COMMERCIAL
CHEFS DES VENTES
VENDEURS/TÉLÉVENDEURS
INGÉNIEURS SUPPORT A LA CLIENTÈLE
INGÉNIEURS APRÈS-VENTE
DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Afin d'être considéré pour ces positions, il est essentiel d'avoir la connaissance et l'expérience d'IT et une expérience LAN ou WAN serait utile.

Excellente rémunération.

Si vous pensez pouvoir faire partie de notre succès, envoyez votre C.V. en anglais à l'adresse suivante :

Bernard R.J. Noble
European Operations Manager
CABLETRON SYSTEMS LTD
Network House
Newbury Business Park
London Road, Newbury
Berkshire RG13 2PZ
Tél. : (19-44) 635-580000
Fax : (19-44) 635-44578

PRODUCTION DE FILMS PUBLICITAIRES

Chargé de développement

H/F

Nous sommes une société leader dans le domaine de la production, la distribution et l'animation TV et Cinéma.

Aujourd'hui, nous créons un département spécifiquement dédié au marché publicitaire.

Agé d'environ 30 ans, votre expérience acquise si possible en agence de publicité ainsi que votre très grand intérêt pour la production vous permettront de développer avec succès notre clientèle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 78360 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra. Confidentialité assurée.

COURTIER D'ASSURANCES
situé à proximité de la gare St Lazare recherche dans le cadre du développement de son activité un

PORTEFEUILLE ASSURANCES des BONNES

CHARGE DE CLIENTÈLE

Rémunération motivante pour un candidat rompu aux négociations de haut niveau et qui a acquis une première expérience de 3 à 5 ans en Compagnie d'Assurance.

Merci d'adresser dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence n° 6789 à LEVI-TOURNAY ASSCOM 31, Bd Bonaparte, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Nous commercialisons les données des satellites SPOT et sommes leaders mondiaux dans le domaine de la télédétection par satellite. Dans un contexte de fort développement international, nous recherchons un

RESPONSABLE DE ZONE MOYEN ORIENT

Vous aurez à promouvoir et vendre les produits SPOT soit directement auprès des administrations ou clients privés, soit au travers d'un réseau de distributeurs que vous animerez.

Autonome et rigoureux, de formation supérieure commerciale ou technique, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Votre capacité d'analyse et de synthèse, votre expérience des marchés à l'export dans un domaine de Haute Technologie vous permettront de réussir notre développement sur cette zone.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à SPOT IMAGE, Service des Ressources Humaines, 16 bis avenue Edouard Belin, BP 4359, 31030 TOULOUSE CEDEX.

SPOT IMAGE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le monde • Mercredi 23 mai 1990 •

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Fonction Commerciale

L'ATTRACTION LA PLUS SPECTACULAIRE D'EUROPE

Possédez-vous l'expérience nécessaire pour diriger nos opérations à l'échelle nationale?

© DISNEY

A 32 kilomètres de Paris, un grand rêve est sur le point de se réaliser.

Euro Disneyland sera inauguré au printemps 1992 et sera prêt à recevoir 11 millions de visiteurs au cours de la première année. Mais l'opportunité est déjà présente pour 3 professionnels accomplis du secteur des voyages dont la mission consistera à mettre en place les opérations de vente au niveau national pour les 6 hôtels du parc.

Le Magic Kingdom Hôtel reflète le charme et l'élégance de l'époque victorienne en Amérique. L'Hôtel New York, un hôtel de neuf étages, se compose d'une série de trois immeubles typiquement New Yorkais. Newport Bay Club a été construit dans la grande tradition des stations balnéaires de la Nouvelle-Angleterre. Sequoia Lodge rappelle les chalets rustiques des grands parcs nationaux américains. Hôtel Cheyenne transportera ses hôtes aux frontières du Far West. Hôtel Santa Fe offrira une vision des grands déserts du Nouveau-Mexique.

CHEFS DE VENTES RÉGIONAUX

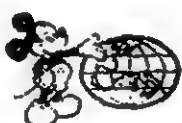
Paris • Londres • Francfort

Votre rôle dans l'une de ces trois positions clés consistera à diriger le développement d'un plan commercial global et de le mettre en marche. Vous serez en contact permanent avec tous les départements d'Euro Disneyland; votre travail comportera de nombreux déplacements, et un stage de formation en Floride.

Ceci est certainement l'opportunité la plus fascinante et la plus stimulante jamais offerte à votre carrière et vous aurez besoin des meilleures références possible pour réussir. Bilingue français-anglais, vous devrez posséder 5 ans d'expérience de la vente dans tous les domaines du voyage. L'expérience de l'organisation de conférences, voyages d'entreprise et de forces de vente est un avantage additionnel. De nombreuses relations dans ce milieu et une connaissance des voyages organisés à tous les niveaux sont des qualités essentielles. De préférence vous aurez un diplôme de type Ecole Supérieure de commerce ou équivalent.

Les plans de développement pour Euro Disneyland sont prévus jusqu'en 2017. Les perspectives de promotion à long-terme sont superbes.

Si vous êtes intéressé par cette unique proposition, veuillez envoyer votre C.V. au Chef du Personnel, Euro Disneyland S.C.A., B.P. 110, 94350 Villiers-Sur-Marne, France.



Une sérieuse invitation à partager l'amusement. Euro Disneyland S.C.A.



Nous sommes le premier Parc d'Expositions-français et nous recherchons notre :

Directeur du développement

H/F

VOTRE MISSION :

- Optimiser quantitativement et qualitativement la commercialisation de notre espace.
- Mettre en œuvre une stratégie prévisionnelle sur l'évolution du besoin des clients.
- Organiser la succession de manifestations.
- Proposer à la Direction Générale une politique globale à moyen terme.
- Animer l'équipe de 30 professionnels.

VOTRE PROFIL :

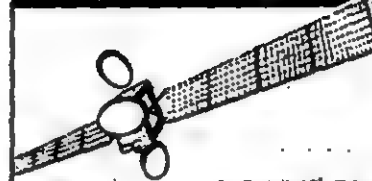
- Vous avez entre 35 et 40 ans, une formation supérieure H.E.C., Sciences Po, ou similaire et une expérience de direction réussie du type Direction des Ventes chez un promoteur immobilier ou Responsable

Marketing, Développement et Gestion d'un groupe hôtelier.
« Votre charisme, votre sens relationnel vous permettront de négocier à tout niveau. Vous vous venez confier un centre de profit important où vos qualités de gestionnaire et d'organisateur seront déterminantes.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et références) sous pli DD/50290/C1 à notre Conseil PG, Consultants - 9/11 rue Benoit Malon - 92150 Suresnes.



ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS RENNES TOULOUSE TOURS



Un patron pour notre filiale Française

LECSTAR

Epaulée par des entreprises internationales prestigieuses, LECSTAR a pour vocation de mettre en œuvre et commercialiser les services d'un réseau européen de radio-localisation et de radio-messagerie par satellites, destinés aux transports terrestres, maritimes et aériens. Dotée des moyens nécessaires, LECSTAR engage maintenant la mise en place de son réseau commercial en France et en Europe.

Devant le succès confirmé de ce système de communication, notre Directeur Commercial recherche dès à présent le patron de la filiale française. Chargé de créer cette structure, vous en assurerez la mise en place et le développement en menant votre action commerciale auprès d'une clientèle de transporteurs ou d'affrétiers de haut

niveau. Responsable à part entière de votre unité, vous serez également responsable de sa rentabilité. Ce poste stimulant s'adresse à une personnalité autonome, et dotée d'un grand dynamisme commercial, capable de développer et gérer un centre de profit. Agé de 30/40 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'ingénieur, vous avez acquis une expérience significative du développement d'une entité commerciale et vous connaissez bien le monde du transport. Le poste est basé à Evry puis à Marseille.

Notre Conseil, Thierry de Corné, étudiera confidentiellement votre candidature adressée sous pli DD/103 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

BANQUE PRIVÉE PARIS

recherche pour son réseau d'Agences de la région parisienne

ATTACHÉS COMMERCIAUX ENTREPRISES

25/30 ans. Expérience 2/3 ans dans la fonction.

Adresser lettre manuscrite, Curric.-Vita, photo et prétentions, sous référence 58.606, à PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

DES FORMATIONS COMPLÉMENTAIRES D'EXCELLENCE POUR LES INGENIEURS DE DEMAIN.

PROMOTIONS 90-91

6 MASTERS SPECIALISES

accrédités par la Conférence des Grandes Ecoles

- MS Ingénieur d'Affaires Européennes (Reims)
- MS Réseaux et Systèmes d'Information Multi-Média (Reims)
- MS Électromagnétisme et Conception de dispositifs micro-ondes (Reims et Brest)
- MS Image et Intelligence Artificielle en association avec III (Brest)
- MS Signaux et Communications (Brest)
- MS Génie Logiciel et Temps Réel pour l'Informatique Industrielle en association avec III (Brest)

ADMISSION : Bac + 5 (Jeunes Diplômés d'Écoles d'Ingénieurs, DEA, DESS, Doctorat) ou cadres en activité (stage de formation, contrat de qualification)

SÉLECTION : sur dossier et entretien avec un jury

INSCRIPTION : avant le 15 juin 1990

RENSEIGNEMENTS : Jacques LEROY 06 88 00 13 30



MASTERS

École Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne BP 832 - 29285 BREST Cedex - 06 98 00 11 11

FORMATION PROFESSIONNELLE

EXPERT EUROPEEN EN FORMATION UN NOUVEAU MÉTIER

Le Département d'Éducation Permanente de Paris-Dauphine inaugure un cycle de Formation professionnelle supérieure "Expert Européen en Formation".

L'objectif vise à étendre aux situations communautaires le champ d'application des compétences-clés des professionnels de la formation : analyse des situations, conception et mise en œuvre de projets, conseil et partenariat.

Durée : 1 an à temps plein.
Sanction : Diplôme Universitaire de Formateur d'Adultes (DUFA) mention "Expert Européen en Formation".

Conditions requises :
- Diplôme de 2ème cycle ou équivalent
- 3 années d'expérience professionnelle dans le champ de la formation des adultes
- Connaissance de deux langues étrangères dont l'anglais parlé et écrit

Date limite de dépôt des dossiers : 30 juin 1990

Renseignements et retrait des dossiers - Michèle Marchand - Tél. : 47 27 28 37 - Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 Paris Cedex 16



EXPERTISE EN INFORMATIQUE DE GESTION

DIPLOME DE L'UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

FORMATION : 11 mois dont un stage de 2 mois en entreprise : cursus pluridisciplinaire d'informatique et de gestion conduisant aux fonctions de chef de projet, consultant ou concepteur de systèmes d'information (ouverte aux salariés bénéficiant d'un congé individuel de formation).

ADMISSION : Bac + 4 et expérience professionnelle.

SÉLECTION : juin 1990

INFORMATION : Brigitte VICTOIRE

TEL (1) 47 27 27 04

U.F.R. Informatique de Gestion.



Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 Paris Cedex 16

Vous êtes diplômé(e) Bac + 4 ans en Économie, Droit, Langues, Sciences, Pharmacie, Médecin, ou Grandes Ecoles.
SOJUF INTERNATIONAL
vous donne l'opportunité d'obtenir un emploi de responsabilités dans une grande entreprise, après avoir suivi, en alternance, une formation de 3ème cycle gratuite et rémunérée :
Master de Gestion Internationale du Personnel
Envoyez CV à : SOJUF INTERNATIONAL 28 rue du Plateau 75019 PARIS

SSII EN EXPANSION

recherche

JEUNES DIPLOMÉS

Bac scientifique et + pour

INTÉGRATION DANS NOS ÉQUIPES INFORMATIQUES

après une formation sur gros système (IBM 3090, traitement, base de données)
Contacter SECLOG - 42-83-61-00.

SECRE

ORGANISME PUBLIC

Archivage de Données

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

Le plus grand centre de données de France

DEMANDES D'EMPLOIS

Vous recherchez UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- ayant 15 ans d'expérience en Gestion, Droit Social, Droit Foncier ;
- Expropriation ;
- connaissant les milieux administratifs, para-public, judiciaires ;
- familier de la bureautique ;
- mobile géographiquement.

Ecrire sous n° 8918
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Puisque Nous sommes Nés pour être Européens, Soyons-le Ouvertement !

SPECIALISTE EN COMMUNICATION

Dimension européenne - 31 ans
Quadrilingue (Al, Fr, Ang, NL) - Diplômé du supérieur
5 ans d'expérience dans l'édition et la Publicité

Ecrire sous référence : 8901
Le Monde Publicité - 5, rue Montessuy - 75007 Paris

Pour qu'ensemble nous Ouvrions l'Europe à nos Projets.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

15^e arrdt
Marché Immobilier, nos services
SUFFREN N° 92
5 pos, 4 ch, 154 m²
+ 2 services par étage.
42-88-43-07. Réf. BR.

16^e arrdt
16^e ARD. 200 m²
PRD : 6 100 000 F.
J.M.G. 30-64-66-66.

92
Hauts-de-Seine
POUR INVESTISSEURS
17 000 F le m², studio
résidentiel, 550 000 F.
Puteaux, près gare
d'Orly, 400 m², 4 ch.
SIREL : 45-83-32-04.
FAX : 45-83-81-02.

BO MAURILLON
Prestige vend prestigieux
3 700 000 F. 47-22-17-18.

**appartements
achats**
Rech. 2 à 4 pos Paris.
Prévoir NIVE GAUCHES avec
salle de bains, 50 m², 8
COMPTANT plus taxes.
48-73-48-07 même le soir.

**locations
non meublées
offres**
Paris
Sans commission NEUF
MARIN-CHANTECOQ,
133/139, rue Mont. Ligne
de suite 2 pos, 50 m² :
+ 625 F, 3 pos, 60 m² :
+ 625 F, 4 pos, 80 m² :
+ 625 F, 5 pos, 100 m² :
+ 625 F, 6 pos, 120 m² :
+ 625 F, 7 pos, 140 m² :
+ 625 F, 8 pos, 160 m² :
+ 625 F, 9 pos, 180 m² :
+ 625 F, 10 pos, 200 m² :
+ 625 F, 11 pos, 220 m² :
+ 625 F, 12 pos, 240 m² :
+ 625 F, 13 pos, 260 m² :
+ 625 F, 14 pos, 280 m² :
+ 625 F, 15 pos, 300 m² :
+ 625 F, 16 pos, 320 m² :
+ 625 F, 17 pos, 340 m² :
+ 625 F, 18 pos, 360 m² :
+ 625 F, 19 pos, 380 m² :
+ 625 F, 20 pos, 400 m² :
+ 625 F, 21 pos, 420 m² :
+ 625 F, 22 pos, 440 m² :
+ 625 F, 23 pos, 460 m² :
+ 625 F, 24 pos, 480 m² :
+ 625 F, 25 pos, 500 m² :
+ 625 F, 26 pos, 520 m² :
+ 625 F, 27 pos, 540 m² :
+ 625 F, 28 pos, 560 m² :
+ 625 F, 29 pos, 580 m² :
+ 625 F, 30 pos, 600 m² :
+ 625 F, 31 pos, 620 m² :
+ 625 F, 32 pos, 640 m² :
+ 625 F, 33 pos, 660 m² :
+ 625 F, 34 pos, 680 m² :
+ 625 F, 35 pos, 700 m² :
+ 625 F, 36 pos, 720 m² :
+ 625 F, 37 pos, 740 m² :
+ 625 F, 38 pos, 760 m² :
+ 625 F, 39 pos, 780 m² :
+ 625 F, 40 pos, 800 m² :
+ 625 F, 41 pos, 820 m² :
+ 625 F, 42 pos, 840 m² :
+ 625 F, 43 pos, 860 m² :
+ 625 F, 44 pos, 880 m² :
+ 625 F, 45 pos, 900 m² :
+ 625 F, 46 pos, 920 m² :
+ 625 F, 47 pos, 940 m² :
+ 625 F, 48 pos, 960 m² :
+ 625 F, 49 pos, 980 m² :
+ 625 F, 50 pos, 1000 m² :
+ 625 F, 51 pos, 1020 m² :
+ 625 F, 52 pos, 1040 m² :
+ 625 F, 53 pos, 1060 m² :
+ 625 F, 54 pos, 1080 m² :
+ 625 F, 55 pos, 1100 m² :
+ 625 F, 56 pos, 1120 m² :
+ 625 F, 57 pos, 1140 m² :
+ 625 F, 58 pos, 1160 m² :
+ 625 F, 59 pos, 1180 m² :
+ 625 F, 60 pos, 1200 m² :
+ 625 F, 61 pos, 1220 m² :
+ 625 F, 62 pos, 1240 m² :
+ 625 F, 63 pos, 1260 m² :
+ 625 F, 64 pos, 1280 m² :
+ 625 F, 65 pos, 1300 m² :
+ 625 F, 66 pos, 1320 m² :
+ 625 F, 67 pos, 1340 m² :
+ 625 F, 68 pos, 1360 m² :
+ 625 F, 69 pos, 1380 m² :
+ 625 F, 70 pos, 1400 m² :
+ 625 F, 71 pos, 1420 m² :
+ 625 F, 72 pos, 1440 m² :
+ 625 F, 73 pos, 1460 m² :
+ 625 F, 74 pos, 1480 m² :
+ 625 F, 75 pos, 1500 m² :
+ 625 F, 76 pos, 1520 m² :
+ 625 F, 77 pos, 1540 m² :
+ 625 F, 78 pos, 1560 m² :
+ 625 F, 79 pos, 1580 m² :
+ 625 F, 80 pos, 1600 m² :
+ 625 F, 81 pos, 1620 m² :
+ 625 F, 82 pos, 1640 m² :
+ 625 F, 83 pos, 1660 m² :
+ 625 F, 84 pos, 1680 m² :
+ 625 F, 85 pos, 1700 m² :
+ 625 F, 86 pos, 1720 m² :
+ 625 F, 87 pos, 1740 m² :
+ 625 F, 88 pos, 1760 m² :
+ 625 F, 89 pos, 1780 m² :
+ 625 F, 90 pos, 1800 m² :
+ 625 F, 91 pos, 1820 m² :
+ 625 F, 92 pos, 1840 m² :
+ 625 F, 93 pos, 1860 m² :
+ 625 F, 94 pos, 1880 m² :
+ 625 F, 95 pos, 1900 m² :
+ 625 F, 96 pos, 1920 m² :
+ 625 F, 97 pos, 1940 m² :
+ 625 F, 98 pos, 1960 m² :
+ 625 F, 99 pos, 1980 m² :
+ 625 F, 100 pos, 2000 m² :
+ 625 F, 101 pos, 2020 m² :
+ 625 F, 102 pos, 2040 m² :
+ 625 F, 103 pos, 2060 m² :
+ 625 F, 104 pos, 2080 m² :
+ 625 F, 105 pos, 2100 m² :
+ 625 F, 106 pos, 2120 m² :
+ 625 F, 107 pos, 2140 m² :
+ 625 F, 108 pos, 2160 m² :
+ 625 F, 109 pos, 2180 m² :
+ 625 F, 110 pos, 2200 m² :
+ 625 F, 111 pos, 2220 m² :
+ 625 F, 112 pos, 2240 m² :
+ 625 F, 113 pos, 2260 m² :
+ 625 F, 114 pos, 2280 m² :
+ 625 F, 115 pos, 2300 m² :
+ 625 F, 116 pos, 2320 m² :
+ 625 F, 117 pos, 2340 m² :
+ 625 F, 118 pos, 2360 m² :
+ 625 F, 119 pos, 2380 m² :
+ 625 F, 120 pos, 2400 m² :
+ 625 F, 121 pos, 2420 m² :
+ 625 F, 122 pos, 2440 m² :
+ 625 F, 123 pos, 2460 m² :
+ 625 F, 124 pos, 2480 m² :
+ 625 F, 125 pos, 2500 m² :
+ 625 F, 126 pos, 2520 m² :
+ 625 F, 127 pos, 2540 m² :
+ 625 F, 128 pos, 2560 m² :
+ 625 F, 129 pos, 2580 m² :
+ 625 F, 130 pos, 2600 m² :
+ 625 F, 131 pos, 2620 m² :
+ 625 F, 132 pos, 2640 m² :
+ 625 F, 133 pos, 2660 m² :
+ 625 F, 134 pos, 2680 m² :
+ 625 F, 135 pos, 2700 m² :
+ 625 F, 136 pos, 2720 m² :
+ 625 F, 137 pos, 2740 m² :
+ 625 F, 138 pos, 2760 m² :
+ 625 F, 139 pos, 2780 m² :
+ 625 F, 140 pos, 2800 m² :
+ 625 F, 141 pos, 2820 m² :
+ 625 F, 142 pos, 2840 m² :
+ 625 F, 143 pos, 2860 m² :
+ 625 F, 144 pos, 2880 m² :
+ 625 F, 145 pos, 2900 m² :
+ 625 F, 146 pos, 2920 m² :
+ 625 F, 147 pos, 2940 m² :
+ 625 F, 148 pos, 2960 m² :
+ 625 F, 149 pos, 2980 m² :
+ 625 F, 150 pos, 3000 m² :
+ 625 F, 151 pos, 3020 m² :
+ 625 F, 152 pos, 3040 m² :
+ 625 F, 153 pos, 3060 m² :
+ 625 F, 154 pos, 3080 m² :
+ 625 F, 155 pos, 3100 m² :
+ 625 F, 156 pos, 3120 m² :
+ 625 F, 157 pos, 3140 m² :
+ 625 F, 158 pos, 3160 m² :
+ 625 F, 159 pos, 3180 m² :
+ 625 F, 160 pos, 3200 m² :
+ 625 F, 161 pos, 3220 m² :
+ 625 F, 162 pos, 3240 m² :
+ 625 F, 163 pos, 3260 m² :
+ 625 F, 164 pos, 3280 m² :
+ 625 F, 165 pos, 3300 m² :
+ 625 F, 166 pos, 3320 m² :
+ 625 F, 167 pos, 3340 m² :
+ 625 F, 168 pos, 3360 m² :
+ 625 F, 169 pos, 3380 m² :
+ 625 F, 170 pos, 3400 m² :
+ 625 F, 171 pos, 3420 m² :
+ 625 F, 172 pos, 3440 m² :
+ 625 F, 173 pos, 3460 m² :
+ 625 F, 174 pos, 3480 m² :
+ 625 F, 175 pos, 3500 m² :
+ 625 F, 176 pos, 3520 m² :
+ 625 F, 177 pos, 3540 m² :
+ 625 F, 178 pos, 3560 m² :
+ 625 F, 179 pos, 3580 m² :
+ 625 F, 180 pos, 3600 m² :
+ 625 F, 181 pos, 3620 m² :
+ 625 F, 182 pos, 3640 m² :
+ 625 F, 183 pos, 3660 m² :
+ 625 F, 184 pos, 3680 m² :
+ 625 F, 185 pos, 3700 m² :
+ 625 F, 186 pos, 3720 m² :
+ 625 F, 187 pos, 3740 m² :
+ 625 F, 188 pos, 3760 m² :
+ 625 F, 189 pos, 3780 m² :
+ 625 F, 190 pos, 3800 m² :
+ 625 F, 191 pos, 3820 m² :
+ 625 F, 192 pos, 3840 m² :
+ 625 F, 193 pos, 3860 m² :
+ 625 F, 194 pos, 3880 m² :
+ 625 F, 195 pos, 3900 m² :
+ 625 F, 196 pos, 3920 m² :
+ 625 F, 197 pos, 3940 m² :
+ 625 F, 198 pos, 3960 m² :
+ 625 F, 199 pos, 3980 m² :
+ 625 F, 200 pos, 4000 m² :
+ 625 F, 201 pos, 4020 m² :
+ 625 F, 202 pos, 4040 m² :
+ 625 F, 203 pos, 4060 m² :
+ 625 F, 204 pos, 4080 m² :
+ 625 F, 205 pos, 4100 m² :
+ 625 F, 206 pos, 4120 m² :
+ 625 F, 207 pos, 4140 m² :
+ 625 F, 208 pos, 4160 m² :
+ 625 F, 209 pos, 4180 m² :
+ 625 F, 210 pos, 4200 m² :
+ 625 F, 211 pos, 4220 m² :
+ 625 F, 212 pos, 4240 m² :
+ 625 F, 213 pos, 4260 m² :
+ 625 F, 214 pos, 4280 m² :
+ 625 F, 215 pos, 4300 m² :
+ 625 F, 216 pos, 4320 m² :
+ 625 F, 217 pos, 4340 m² :
+ 625 F, 218 pos, 4360 m² :
+ 625 F, 219 pos, 4380 m² :
+ 625 F, 220 pos, 4400 m² :
+ 625 F, 221 pos, 4420 m² :
+ 625 F, 222 pos, 4440 m² :
+ 625 F, 223 pos, 4460 m² :
+ 625 F, 224 pos, 4480 m² :
+ 625 F, 225 pos, 4500 m² :
+ 625 F, 226 pos, 4520 m² :
+ 625 F, 227 pos, 4540 m² :
+ 625 F, 228 pos, 4560 m² :
+ 625 F, 229 pos, 4580 m² :
+ 625 F, 230 pos, 4600 m² :
+ 625 F, 231 pos, 4620 m² :
+ 625 F, 232 pos, 4640 m² :
+ 625 F, 233 pos, 4660 m² :
+ 625 F, 234 pos, 4680 m² :
+ 625 F, 235 pos, 4700 m² :
+ 625 F, 236 pos, 4720 m² :
+ 625 F, 237 pos, 4740 m² :
+ 625 F, 238 pos, 4760 m² :
+ 625 F, 239 pos, 4780 m² :
+ 625 F, 240 pos, 4800 m² :
+ 625 F, 241 pos, 4820 m² :
+ 625 F, 242 pos, 4840 m² :
+ 625 F, 243 pos, 4860 m² :
+ 625 F, 244 pos, 4880 m² :
+ 625 F, 245 pos, 4900 m² :
+ 625 F, 246 pos, 4920 m² :
+ 625 F, 247 pos, 4940 m² :
+ 625 F, 248 pos, 4960 m² :
+ 625 F, 249 pos, 4980 m² :
+ 625 F, 250 pos, 5000 m² :
+ 625 F, 251 pos, 5020 m² :
+ 625 F, 252 pos, 5040 m² :
+ 625 F, 253 pos, 5060 m² :
+ 625 F, 254 pos, 5080 m² :
+ 625 F, 255 pos, 5100 m² :
+ 625 F, 256 pos, 5120 m² :
+ 625 F, 257 pos, 5140 m² :
+ 625 F, 258 pos, 5160 m² :
+ 625 F, 259 pos, 5180 m² :
+ 625 F, 260 pos, 5200 m² :
+ 625 F, 261 pos, 5220 m² :
+ 625 F, 262 pos, 5240 m² :
+ 625 F, 263 pos, 5260 m² :
+ 625 F, 264 pos, 5280 m² :
+ 625 F, 265 pos, 5300 m² :
+ 625 F, 266 pos, 5320 m² :
+ 625 F, 267 pos, 5340 m² :
+ 625 F, 268 pos, 5360 m² :
+ 625 F, 269 pos, 5380 m² :
+ 625 F, 270 pos, 5400 m² :
+ 625 F, 271 pos, 5420 m² :
+ 625 F, 272 pos, 5440 m² :
+ 625 F, 273 pos, 5460 m² :
+ 625 F, 274 pos, 5480 m² :
+ 625 F, 275 pos, 5500 m² :
+ 625 F, 276 pos, 5520 m² :
+ 625 F, 277 pos, 5540 m² :
+ 625 F, 278 pos, 5560 m² :
+ 625 F, 279 pos, 5580 m² :
+ 625 F, 280 pos, 5600 m² :
+ 625 F, 281 pos, 5620 m² :
+ 625 F, 282 pos, 5640 m² :
+ 625 F, 283 pos, 5660 m² :
+ 625 F, 284 pos, 5680 m² :
+ 625 F, 285 pos, 5700 m² :
+ 625 F, 286 pos, 5720 m² :
+ 625 F, 287 pos, 5740 m² :
+ 625 F, 288 pos, 5760 m² :
+ 625 F, 289 pos, 5780 m² :
+ 625 F, 290 pos, 5800 m² :
+ 625 F, 291 pos, 5820 m² :
+ 625 F, 292 pos, 5840 m² :
+ 625 F, 293 pos, 5860 m² :
+ 625 F, 294 pos, 5880 m² :
+ 625 F, 295 pos, 5900 m² :
+ 625 F, 296 pos, 5920 m² :
+ 625 F, 297 pos, 5940 m² :
+ 625 F, 298 pos, 5960 m² :
+ 625 F, 299 pos, 5980 m² :
+ 625 F, 300 pos, 6000 m² :
+ 625 F, 301 pos, 6020 m² :
+ 625 F, 302 pos, 6040 m² :
+ 625 F, 303 pos, 6060 m² :
+ 625 F, 304 pos, 6080 m² :
+ 625 F, 305 pos, 6100 m² :
+ 625 F, 306 pos, 6120 m² :
+ 625 F, 307 pos, 6140 m² :
+ 625 F, 308 pos, 6160 m² :
+ 625 F, 309 pos, 6180 m² :
+ 625 F, 310 pos, 6200 m² :
+ 625 F, 311 pos, 6220 m² :
+ 625 F, 312 pos, 6240 m² :
+ 625 F, 313 pos, 6260 m² :
+ 625 F, 314 pos, 6280 m² :
+ 625 F, 315 pos, 6300 m² :
+ 625 F, 316 pos, 6320 m² :
+ 625 F, 317 pos, 6340 m² :
+ 625 F, 318 pos, 6360 m² :
+ 625 F, 319 pos, 6380 m² :
+ 625 F, 320 pos, 6400 m² :
+ 625 F, 321 pos, 6420 m² :
+ 625 F, 322 pos, 6440 m² :
+ 625 F, 323 pos, 6460 m² :
+ 625 F, 324 pos, 6480 m² :
+ 625 F, 325 pos, 6500 m² :
+ 625 F, 326 pos, 6520 m² :
+ 625 F, 327 pos, 6540 m² :
+ 625 F, 328 pos, 6560 m² :
+ 625 F, 329 pos, 6580 m² :
+ 625 F, 330 pos, 6600 m² :
+ 625 F, 331 pos, 6620 m² :
+ 625 F, 332 pos, 6640 m² :
+ 625 F, 333 pos, 6660 m² :
+ 625 F, 334 pos, 6680 m² :
+ 625 F, 335 pos, 6700 m² :
+ 625 F, 336 pos, 6720 m² :
+ 625 F, 337 pos, 6740 m² :
+ 625 F, 338 pos, 6760 m² :
+ 625 F, 339 pos, 6780 m² :
+ 625 F, 340 pos, 6800 m² :
+ 625 F, 341 pos, 6820 m² :
+ 625 F, 342 pos, 6840 m² :
+ 625 F, 343 pos, 6860 m² :
+ 625 F, 344 pos, 6880 m² :
+ 625 F, 345 pos, 6900 m² :
+ 625 F, 346 pos, 6920 m² :
+ 625 F, 347 pos, 6940 m² :
+ 625 F, 348 pos, 6960 m² :
+ 625 F, 349 pos, 6980 m² :
+ 625 F, 350 pos, 7000 m² :
+ 625 F, 351 pos, 7020 m² :
+ 625 F, 352 pos, 7040 m² :
+ 625 F, 353 pos, 7060 m² :
+ 625 F, 354 pos, 7080 m² :
+ 625 F, 355 pos, 7100 m² :
+ 625 F, 356 pos, 7120 m² :
+ 625 F, 357 pos, 7140 m² :
+ 625 F, 358 pos, 7160 m² :
+ 625 F, 359 pos, 7180 m² :
+ 625 F, 360 pos, 7200 m² :
+ 625 F, 361 pos, 7220 m² :
+ 625 F, 362 pos, 7240 m² :
+ 625 F, 363 pos, 7260 m² :
+ 625 F, 364 pos, 7280 m² :
+ 625 F, 365 pos, 7300 m² :
+ 625 F, 366 pos, 7320 m² :
+ 625 F, 367 pos, 7340 m² :
+ 625 F, 368 pos, 7360 m² :
+ 625 F, 369 pos, 7380 m² :
+ 625 F, 370 pos, 7400 m² :
+ 625 F, 371 pos, 7420 m² :
+ 625 F, 372 pos, 7440 m² :
+ 625 F, 373 pos, 7460 m² :
+ 625 F, 374 pos, 7480 m² :
+ 625 F, 375 pos, 7500 m² :
+ 625 F, 376 pos, 7520 m² :
+ 625 F, 377 pos, 7540 m² :
+ 625 F, 378 pos, 7560 m² :
+ 625 F, 379 pos, 7580 m² :
+ 625 F, 380 pos, 7600 m² :
+ 625 F, 381 pos, 7620 m² :
+ 625 F, 382 pos, 7640 m² :
+ 625 F, 383 pos, 7660 m² :
+ 625 F, 384 pos, 7680 m² :
+ 625 F, 385 pos, 7700 m² :
+ 625 F, 386 pos, 7720 m² :
+ 625 F, 387 pos, 7740 m² :
+ 625 F, 388 pos, 7760 m² :
+ 625 F, 389 pos, 7780 m² :
+ 625 F, 390 pos, 7800 m² :
+ 625 F, 391 pos, 7820 m² :
+ 625 F, 392 pos, 7840 m² :
+ 625 F, 393 pos, 7860 m² :
+ 625 F, 394 pos, 7880 m² :
+ 625 F, 395 pos, 7900 m² :
+ 625 F, 396 pos, 7920 m² :
+ 625 F, 397 pos, 7940 m² :
+ 625 F, 398 pos, 7960 m² :
+ 625 F, 399 pos, 7980 m² :
+ 625 F, 400 pos, 8000 m² :
+ 625 F, 401 pos, 8020 m² :
+ 625 F, 402 pos, 8040 m² :
+ 625 F, 403 pos, 8060 m² :
+ 625 F, 404 pos, 8080 m² :
+ 625 F, 405 pos, 8100 m² :
+ 625 F, 406 pos, 8120 m² :
+ 625 F, 407 pos, 8140 m² :
+ 625 F, 408 pos, 8160 m² :
+ 625 F, 409 pos, 8180 m² :
+ 625 F, 410 pos, 8200 m² :
+ 625 F, 411 pos, 8220 m² :
+ 625 F, 412 pos, 8240 m² :
+ 625 F, 413 pos, 8260 m² :
+ 625 F, 414 pos, 8280 m² :
+ 625 F, 415 pos, 8300 m² :
+ 625 F, 416 pos, 8320 m² :
+ 625 F, 417 pos, 8340 m² :
+ 625 F, 418 pos, 8360 m² :
+ 625 F, 419 pos, 8380 m² :
+ 625 F, 420 pos, 8400 m² :
+ 625 F, 421 pos, 8420 m² :
+ 625 F, 422 pos, 8440 m² :
+ 625 F, 423 pos, 8460 m² :
+ 625 F, 424 pos, 8480 m² :
+ 625 F, 425 pos, 8500 m² :
+ 625 F, 426 pos, 8520 m² :
+ 625 F, 427 pos, 8540 m² :
+ 625 F, 428 pos, 8560 m² :
+ 625 F, 429 pos, 8580 m² :
+ 625 F, 430 pos, 8600 m² :
+ 625 F, 431 pos, 8620 m² :
+ 625 F, 432 pos, 8640 m² :
+ 625 F, 433 pos, 8660 m² :
+ 625 F, 434 pos, 8680 m² :
+ 625 F, 435 pos, 8700 m² :
+ 625 F, 436 pos, 8720 m² :
+ 625 F, 437 pos, 8740 m² :
+ 625 F, 438 pos, 8760 m² :
+ 625 F, 439 pos, 8780 m² :
+ 625 F, 440 pos, 8800 m² :
+ 625 F, 441 pos, 8820 m² :
+ 625 F, 442 pos, 8840 m² :
+ 625 F, 443 pos, 8860 m² :
+ 625 F, 444 pos, 8880 m² :
+ 625 F, 445 pos, 8900 m² :
+ 625 F, 446 pos, 8920 m² :
+ 625 F, 447 pos, 8940 m² :
+ 625 F, 448 pos, 8960 m² :
+ 625 F, 449 pos, 8980 m² :
+ 625 F, 450 pos, 9000 m² :
+ 625 F, 451 pos, 9020 m² :
+ 625 F, 452 pos, 9040 m² :
+ 625 F, 453 pos, 9060 m² :
+ 625 F, 454 pos, 9080 m² :
+ 625 F, 455 pos, 9100 m² :
+ 625 F, 456 pos, 9120 m² :
+ 625 F, 457 pos, 9140 m² :
+ 625 F, 458 pos, 9160 m² :
+ 625 F, 459 pos, 9180 m² :
+ 625 F, 460 pos, 9200 m² :
+ 625 F, 461 pos, 9220 m² :
+ 625 F, 462 pos, 9240 m² :
+ 625 F, 463 pos, 9260 m² :
+ 625 F, 464 pos, 9280 m² :
+ 625 F, 465

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DU 22 MAI

REGISTRATION										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES										VALUES									
--------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--

[illegible]

CL L77	860	880	Ministère Part.	911	Marché des Bourses	240																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																														
--------	-----	-----	-----------------	-----	--------------------	-----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Le projet de réformes économiques

Le prix du pain devrait tripler en URSS l'an prochain

Retardé à plusieurs reprises, le projet de réformes économiques en URSS devrait être présenté au Parlement par le premier ministre M. Mikhaïl Rykov, jeudi 24 mai, après avoir été débattu par le conseil présidentiel mardi 22 mai.

La réforme des prix, principal élément de ce projet, devrait comporter la forme d'un doublement en moyenne du prix des produits alimentaires au 1^{er} janvier prochain, selon Interfax, l'agence d'informations de Radio-Moscou.

Le prix du pain triplerait tandis que celui de la viande serait multiplié par 2,3, et celui de l'huile par 1,8. Par ailleurs, un doublement du tarif de l'électricité, une augmentation de 40 % de celui du gaz et une hausse de 35 % du prix des vêtements devraient également être décidés.

La population soviétique serait dédommagée par une hausse de 15 % des salaires, ainsi que par des allocations versées aux familles. — (AFP)

Opposé à une « privatisation rampante »

M. Marc Blondel affirme son opposition aux projets de modernisation du secteur public

Deux jours après la conclusion du congrès de la fédération des PTT, passablement agité (le Monde du 22 mai), M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière a fustigé, au cours d'une conférence de presse « solennelle », la modernisation du secteur public entreprise par le gouvernement. Décidé à lancer « un cri d'alarme », M. Blondel a prononcé :

« Un véritable réquisitoire en évoquant une « dérive par rapport à ce qui a fait l'originalité et l'efficacité de la société française » et mettant en cause une mutation vers « la primauté d'une rentabilité de type capitalistique ».

« Nos préoccupations sur ce sujet grave dépassent le seul intérêt corporatiste des fonctionnaires », a poursuivi le secrétaire général de FO qui veut « sensibiliser les citoyens sur les risques et les dangers des réformes en cours », la préservation du secteur public étant, « à son avis », « un bon moyen de lutter contre les inégalités ».

« Il y a des risques qu'à terme l'égalité d'accès des citoyens se fasse en fonction de leur solvabilité financière », a encore souligné M. Blondel qui se déclare frappé par le glissement des termes, le « citoyen » étant devenu « l'usager » ou le « client », dans certains cas. Opposé à « la privatisation rampante », il a cité la fermeture des lignes secondaires par la SNCF ou les conséquences de la réforme des PTT.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 mai

Hésitant

Le marché était hésitant mardi matin après l'annonce de l'aggravation du déficit commercial français d'avril. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur une note quasi stable (+ 0,07 %), se maintenait à + 0,31 % en fin de matinée. Du côté des hausses figuraient Vallourec (+ 6 %), CMB (+ 3,7 %) et Nordson (+ 3,3 %). En baisse, on notait Midland (- 4,45 %), CSE (- 4,02 %) et CFAO (- 2,39 %).

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

CSE : « Les sénateurs européens sont déjà là », par Emmanuel Decaux ; Magistrature : « Si j'étais juge... », par Patrick de Charette ; Juifs : « De Carpentras à Rishon-le-Zion », par Elie Barnav ; Biographie : « La médiocratie », de François-Henri de Virieu... 2

L'instabilité en Yougoslavie

Les tensions s'accroissent entre la Serbie, d'une part, la Croatie et la Slovénie, de l'autre... 3

Durcissement au Vietnam

La direction du PC entend gérer elle-même le changement... 6

Le débat sur l'immigration

Discussion à l'Assemblée nationale avant la table ronde du 29 mai : les propositions de M. Giscard d'Estaing : la question des réfugiés... 7

L'avenir du Sénat

La pré carré de M. Pasqua... 8

SECTION B

David Lynch triomphe à Cannes

La jury du quarante-troisième Festival a décerné la Palme d'or à Sailor et Lula, et a couronné Gérard Depardieu et Krystina Janda... 9

« Puntilla » à Marseille

Marcel Maréchal imprime à l'œuvre de Braut un fraîcheur de ton, une transparence d'air, une gaieté et une intelligence nettement dessinées 10

Carpentras après « Carpentras »

Deux jours après la découverte des profanations, la ville, traumatisée, s'interroge... 11

La crise du transport aérien militaire

Alors que ses missions de défense se diversifient de plus en plus, le transport aérien militaire souffre d'une pénurie d'avions et de personnel navigant... 15

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Le don du sang, de parents à enfants. « Les vieilles lunes du progrès ». « Au fond du Pacifique, le « nombril » du monde... 13 et 14

SECTION C

La Télécarte à l'Académie

Six ans après sa création, la Télécarte entre dans le dictionnaire... 19

M 6 augmente son capital

Optimistes sur les résultats de la chaîne et son audience en progression, les actionnaires de M 6 ont voté à l'unanimité une augmentation de capital de 200 millions de francs... 21

Technologies

Au Salon de la machine-outil : Fiat mise sur la technologie ; Renault, sur l'organisation... 22

L'industrie et la protection de l'environnement

M. Faurel : il faut passer d'une écologie de pétition à une écologie de gestion... 32

Services

Abonnements... 17
Annonces classées... 23 à 31
Carnet... 17 et 18
Marchés financiers... 32 et 33
Météorologie... 38
Mots croisés... 18
Radio-Télévision... 17
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 mai 1990 a été tiré à 568 789 exemplaires.

Le plan d'assainissement présenté par M^{re} Duflo

Un traitement de choc pour la Croix-Rouge

C'est un véritable plan d'assainissement financier de la Croix-Rouge française que devait présenter, mardi 22 mai, sa présidente, M^{re} Georgina Duflo, au cours d'une conférence de presse. Ce plan, qui consiste en une restructuration drastique des services centraux et en la fermeture de plusieurs établissements, est la conséquence de la crise qui avait secoué l'an dernier la Croix-Rouge.

Un rapport élaboré conjointement par l'inspection générale des affaires sociales et par l'inspection des finances avait en effet établi des irrégularités importantes dans les comptes de l'association et un déficit de l'ordre de 228 millions de francs (pour un chiffre d'affaire global de 2 500 millions de francs). Ce déficit se décomposait de la façon suivante :

- 20,6 millions concernant la gestion courante du siège et des 2 000 unités Croix-Rouge ;
- 85,4 millions concernant des provisions pour risques, des écarts de consolidation, des créances non recouvrables...

122,6 millions concernant des provisions sur le passé.

M^{re} Duflo, tirant les conséquences de cette situation, avait prévu dès sa nomination à la tête de l'association le 26 avril 1989 : « Il nous faut à présent des bases saines et solides ». Du coup, c'est un véritable traitement de choc qu'elle administre à la Croix-Rouge.

Première mesure, les services centraux ont été réorganisés et restructurés. Les effectifs du siège ont été diminués de 15 %, et des mesures d'économie ont permis d'ores et déjà de diviser par cinq son déficit (ramené de 36,6 millions en 1988 à 5,5 millions en 1989).

Concernant les 500 établissements gérés par la Croix-Rouge, 72 étaient en situation de déficit chronique depuis dix ans, représentant plus du quart du déficit global (97,8 millions sur 228,5 millions). Quatorze de ces établissements ont déjà été fermés depuis le 1^{er} mai, dont trois centres médico-sociaux.

Grâce à ces mesures, auxquelles s'ajoutent diverses décisions concernant l'assainissement de la trésorerie, M^{re} Duflo espère que l'exercice 1989 sera « voisin de l'équilibre » et l'exercice 1990 « équilibré ».

F. N.

En congrès à Lille

Les notaires expriment devant M. Arpaillange leur désaccord sur la réforme des professions juridiques et judiciaires

Deux mille cinq cents notaires sont réunis à Lille du 21 au 23 mai, à l'occasion de leur quatre-vingt-sixième congrès national, sur le thème de « la transmission d'entreprises ».

Me Jacques Béhin, président du conseil supérieur du notariat, a saisi cette tribune pour exprimer publiquement devant le garde des sceaux, présent lundi matin 21 mai à l'ouverture des travaux, les réserves des notaires sur le projet de réforme des professions juridiques et judiciaires qui doit être examiné vers la mi-juin à l'Assemblée nationale.

LILLE

de notre correspondant

« Dans les dix ans qui viennent, explique M^{re} Jean-Paul Decroix, notaire à Marseille, président du congrès, la moitié des chefs d'entreprise d'aujourd'hui auront passé la main. C'est à la fois un phénomène sociologique et un marché juridique dans lequel les notaires entendent être présents, aux côtés des avocats et des conseils. Les notaires ne sont-ils pas des spécialistes de la transmission du patrimoine dont on reconnaît les qualités de compétence, de sérieux et de notoriété ? »

En choisissant ce thème de la transmission d'entreprises, les notaires veulent montrer leur détermination à prendre toute leur part dans le monde juridique français et européen de demain. Or, ils ont le sentiment d'être un peu les « oubliés » du projet de réforme des professions juridiques et judiciaires qui viendra en discussion au Parlement dans quelques jours.

Pluralité d'intervenants

Ce projet, part d'une réflexion engagée à l'initiative du garde des sceaux et du ministre des affaires européennes, M^{re} Edith Cresson, pour adapter les professions du droit en France, actuellement dispersées, dans la perspective du marché unique européen. La réforme envisagée vise à les articuler autour de deux grandes professions, les notaires et les avocats, prévoyant notamment la suppression des conseils juridiques et leur absorption dans la seule profession d'avocat.

« Vous me permettez de dire, a déclaré M^{re} Béhin, à l'adresse de M. Arpaillange, que le caractère impératif de la fusion envisagée est une erreur : erreur vis-à-vis des conseils juridiques dont un certain nombre parmi les plus sérieux pré-

féraient venir vers le notariat (...). erreur vis-à-vis des notaires qui redoutent que se crée cette fusion un déséquilibre entre les deux grands pôles professionnels au dépend du notariat, erreur enfin dans la mesure où cette fusion aura pour effet de créer une confusion entre le juridique et le judiciaire, marquant ainsi une inclination vers une organisation de type anglo-saxon ».

Dès lors, plaide le notariat français, l'enjeu n'est plus seulement économique ou juridique, il est également culturel. Quel sera le droit dans l'Europe de demain, bouleversée par les événements à l'Est ? C'est là que va se jouer la confrontation entre le droit romano-germanique, basé sur les textes, et la « common law », le droit anglo-saxon qui s'appuie sur la coutume.

Le garde des sceaux n'a pas voulu engager le débat sur ce plan. « Quelle sera demain la réalité ? », s'est-il interrogé. Deux grandes professions, le notariat et la nouvelle profession d'avocat, avec leur spécificité — authentification pour l'une, représentation en justice pour l'autre — mais intervenant parallèlement pour les autres prestations juridiques. Cette pluralité d'intervenants doit bénéficier au public. Il appartiendra à chacune de ces deux grandes professions de se forger les armes de la réussite. La compétence ne se décline pas. Point d'acheminement par le seul fait d'une réforme. Les hommes, c'est-à-dire les professionnels, sont le seul véritable moteur de l'évolution ».

Les notaires en sont bien conscients, qui réclament justement au garde des sceaux des aménagements pour renforcer leur rang : l'instauration du salariat (qui faciliterait le recrutement de jeunes et de femmes) ; la possibilité — selon des modalités propres — pour des conseils juridiques (agréés par la profession des notaires) d'accéder au notariat et même pour certains de se constituer en offices dans certaines grandes villes et à Paris ; enfin, la possibilité de constituer des équipes pluridisciplinaires par la mise en place de sociétés de capitaux.

Ce dernier point est inscrit dans la réforme envisagée, mais les notaires craignent qu'il ne reste lettre morte du fait de la réticence d'autres professions et demandent au législateur davantage d'audace. Sur les deux autres points, les notaires se sont vus opposer un ferme refus par M. Arpaillange. Ils ne désespèrent pas, cependant, de se faire entendre au moment de l'examen du projet par le Parlement.

JEAN-RENÉ LORÉ

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La France bosseuse

VOUS connaissez la nouvelle ? Incroyable ! Paresseuse, la France ? Jamais de la vie ! Bosseuse, oui, accro au boulot. Quand j'ai vu ce dessin à la « une » du Parisien qui traitait sur le comptoir du Garbit, mon nouveau point d'eau rue Falguière — il était quoi... 6 heures, 6 heures et quart, — je me suis cramponnée à mon café pour pas tomber.

Ca alors ! Montre voir ! C'était marqué noir sur blanc, un rapport de l'INSEE. On travaille autant que les Anglais, à peine moins que les Allemands et nettement plus que ces cosaques de Belges et de Néerlandais. Stupéur de ma part. Et de celle des habitués encore tout ensommeillés qui croyaient être les seuls à être-tôt du quartier.

Avant de plonger dans mon bocal, je pousse la porte de la Maison de la presse, elle venait de monter son rideau. Je regarde les titres des autres journaux : la répression en Israël, le débat sur l'immigration. Le triomphe de Cyrano à Cannes... Pas un mot, rien. Avouez que c'est un peu raide. On est là, on s'empale dans les cars, les bus, les trains, le RER et le métro des potrons-minet. On se rue dans

nos ateliers, nos magasins et nos bureaux au pas de course. On a le poire le temps d'enlever nos manteaux qu'on a déjà un supérieur sur le dos. La pause café, on la fait aux toilettes, pendant la pause-pipi. On déjeune au lance-pierres. On tape, on cloue, on vend, on livre, on faxe, on laboure, on coud, bref on perfore en tête, les miens : Vous avez pas l'air de vous rendre compte, mais je me défonce, moi, ici, je roule à une moyenne de huit heures par jour. Je pique même souvent un petit quarante-cinq heures/semaine sur la file de gauche de la rue au boulot. Je l'ont pris de haut : Personne t'oblige. T'as qu'à te garer sur une aire de repos. Oublie pas de mettre ton clignotant, qu'on puisse te doubler vite fait bien fait.

Pensez qu'il y aurait quelqu'un pour nous le dire, pour nous encourager, nous flatter l'échine : Allez, va, court, cherche, rapporte... Bravo, mon chéri ! Il s'en gardent bien, nos chefs, ça risquerait de mettre du mou dans les voiles : Ramez, bande de feignants, et plus vite que ça ! Je les ai attaqués bille en tête, les miens : Vous avez pas l'air de vous rendre compte, mais je me défonce, moi, ici, je roule à une moyenne de huit heures par jour. Je pique même souvent un petit quarante-cinq heures/semaine sur la file de gauche de la rue au boulot. Je l'ont pris de haut : Personne t'oblige. T'as qu'à te garer sur une aire de repos. Oublie pas de mettre ton clignotant, qu'on puisse te doubler vite fait bien fait.

□ L'URSS et les États-Unis premiers exportateurs d'armes. — Malgré une baisse relative des ventes d'armes en 1989, les États-Unis et l'Union soviétique restent, et de loin, les premiers exportateurs d'armes du monde. Selon l'édition 1990 du Stockholm International Peace Research Institute sur l'armement et le désarmement dans le monde, les ventes d'armes classiques ont atteint en 1989 près de 32 milliards de dollars, soit une baisse de 5 % par rapport à l'année précédente et de 18 % par rapport à 1988. L'Union soviétique s'est taillé la part du lion avec 37 % des ventes, suivie de près par les États-Unis (34 %), puis, loin derrière, la France (8,5 %), le Royaume-Uni (4 %) et la Chine (2,5 %).

L'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société des rédacteurs du Monde est convoquée le mercredi 6 juin 1990 à 14 h 30. L'assemblée se tiendra dans les locaux de la Société immobilière du corps médical français (salle Jean-Bouryer), 60, boulevard de Latour-Maubourg, Paris-7^e (métro Latour-Maubourg).

- Ordre du jour :
1. Mouvements d'association.
 2. Résultats et bilan de l'exercice 1989.
 3. Rapport d'activité du conseil d'administration.
 4. Vote des résolutions.
 5. Election de cinq administrateurs.
 6. Questions diverses.

□ Rothschild prend 60 % de la maison de finance Carven. — La Compagnie Financière Rothschild a annoncé mardi 22 mai une prise de participation de 60 % du capital de la maison de couture Carven. Cette opération est le troisième investissement en quelques mois de la Compagnie Financière Rothschild dans le secteur du luxe. Carven réalise un chiffre d'affaires de 200 millions de francs.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE
à partir de 2 350 F
PANTALONS 750 F VESTONS 1 570 F
3 000 classes

Luxueuses directrices
anglaises

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET RIGIDES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Francis Javitt
Horloger - Joaillier -
Orfèvre - Cadeaux

Réouverture
dans un magasin
entièrement rénové

CENTRE COMMERCIAL
Mairie-Montparnasse
75015 PARIS
Ouvert du lundi au samedi
de 10 h à 19 h
Parking

Tél. 45.38.66.52

Affaires royales

Pour avoir les meilleurs prix sur les plus séduisantes créations de la mode, il faut désormais vous rendre au 13, rue Royale (dans la cour), à la boutique de David Shift, à la boutique de David Shift, à la boutique de David Shift. On note des différences considérables de prix sur une mode habillée, modèles en vogue, créations italiennes pleines d'esprit, prêt-à-porter de luxe et aussi griffes prestigieuses. A l'afiche de ce discommer de luxe, la démocratisation du cachemire au masculin aussi que le super 100 au prix d'un basel-costume de laine. Adresse : 4, rue Marbeuf, (1^{er} étage) De 10 h à 18 h, sauf dimanche.

Cadeau de bienvenue

13, rue Royale